



N°48 · 28.11.2025 · 72. Jahrgang

Unabhängige Wochenzeitung für Politik, Wirtschaft und Kultur

POLITIK		WIRTSCHAFT		FEUILLETON
Kreide gefressen	« L'ère du néofascisme »	Irgendwie grün	Business Case	Empreintes coloniales
Die AMMD bangt um ihren Einfluss und hat ihre Forderungen entschärft. Die Konflikte nach der Kündigung der Konventionen mit der CNS reichen tief	En amont de sa venue au Luxembourg, le chercheur Gilbert Achcar livre son analyse sur la guerre à Gaza et la « faillite de l'ordre libéral »	Nico Pundel ist Bürgermeister von Strassen. Porträt eines unwahrscheinlichen Christsozialen	La naissance du lobby LuxDefence est accueillie chaleureusement : un relais de croissance dans une conjoncture morose	Prélèvements violents, transferts opaques et rapports de domination : les collections des musées luxembourgeois aussi sont marquées par le colonialisme. La contextualisation s'impose
S. 3	S. 8	S. 10	S. 13	S. 16

Foto: Sven Becker

25048

5 1453000 174663

6,50 €

ÉDITO

Eng Alice Hartmann fir den Duuscht

IIII Bernard Thomas

« Den Apel fir den Duuscht ». Le député Gilles Roth en parlait constamment. Comme en juin 2022 à la Chambre : « E Staat, dee souwisou schonn defizitär ass an de facto op Puff leeft, well eiser Meenung no a gudden Zäite vergiess gouf – jo, Dir kënn elo laachen –, de richtegen Apel fir den Duuscht op d’Säit ze leeën. » Rien qu’en 2022, Gilles Roth aura répété la même métaphore en juillet, en septembre, en octobre et en décembre à la tribune de la Chambre. *Ad nauseam*. Sa transformation est extraordinaire. Enfin installé rue de la Congrégation, il a adopté un nouveau credo : « Je suis ministre des Finances, pas comptable ». Roth aborde la politique budgétaire par le prisme électoral. Son ambition pour devenir « calife à la place du calife » est de plus en plus apparente. Sa stratégie pour y parvenir aussi : Il l’avait appliquée à Mamer, au point d’en faire la commune la plus endettée du pays. *Panem et circenses* : Patinoire, piste de ski de fond (en 2021), marché de Noël, Fête de la musique, feux d’artifice pour le 23 juin, ainsi que des infrastructures clinquantes et luxueuses. Et pour assurer la com’, un département des relations publiques de cinq personnes, sans oublier une chaîne YouTube dédiée, *MamerTV*. Au conseil communal, l’opposition verte ironisait en décembre 2023 : « Mir si jo awer elo un den Alice Hartmann Crémant op den offizielle Pätt gewinnt ».

L’individualisation des impôts sera le *magnum opus* de Gilles Roth ministre. Au sein du CSV, on voit se constituer un axe Roth-Spautz, deux politiciens qui, il y a peu encore, se regardaient en chiens de faïence. Dans le *Wort*, Marc Spautz fait la pub de son ancien rival et du projet-phare libéral de celui-ci, tout en assurant à la droite catholique que « la famille reste le fondement de notre société ». Pour se prémunir d’une offensive de l’ADR, la majorité semble prête à mettre le paquet. Spautz esquisse quelques pistes : « allègement fiscal ciblé pour les parents », « élargissement des possibilités de déduction pour la garde d’enfants », « adaptation des allocations familiales », « développement des chèques-service accueil ». On l’aura compris, l’ardoise sera salée.

L’individuation des impôts coûtera entre 800 et 900 millions par an, tous les ans. S’il existe un large consensus politique autour du principe (taxer les personnes sans les discriminer selon leur choix de vie), l’absence de contre-financements commence à inquiéter. Dans son avis, la Chambre des salariés propose quelques idées : « Une imposition plus juste des grandes fortunes, la suppression de certaines niches fiscales profitant aux plus aisés et une hausse du taux d’imposition marginal ». Ce n’est pas vraiment à l’ordre du jour. Gilles Roth évoque plutôt la possibilité de diminuer, de nouveau, l’impôt sur les entreprises, ceci vers 2027. La Cour des comptes se montre dubitative : Les effets positifs d’une telle baisse « restent à être prouvés », tandis que l’impact sur les recettes fiscales est, lui, « incontestable ».

Le Luxembourg est désormais en situation de déficit permanent. Celui-ci devrait atteindre 2,6 milliards d’euros en 2029 (2,3 pour cent du PIB), si on inclut les dépenses militaires et la réforme fiscale. C’est ce que vient de calculer la CNFP qui se pose l’une ou l’autre question, dont celle « de savoir de quel potentiel d’accroissement de ses moyens l’État disposerait à l’avenir, a fortiori en cas de futurs chocs économiques et géopolitiques. » Le Statec met, lui aussi, en garde contre le « risque de nouveaux chocs, voire de crise financière ». Et de rappeler qu’« un pays aussi spécialisé dans la finance que le Luxembourg pourrait souffrir d’effets de contagion ». Le principal risque qui pointe sur les marchés est celui d’une bulle de l’intelligence artificielle. L’afflux en capital gargantuesque vers les firmes de l’IA, construisant des *data centers* à gogo, commence à rendre nerveux Outre-Atlantique. Un *bust* impacterait directement la taxe d’abonnement, une des trois vaches à lait restantes, à côté des sociétés boîtes-à-lettres et des cigarettes.

Flashback : 1999. La précédente coalition noire-bleue promettait, elle aussi, « un allègement de la charge fiscale qui ira bien au-delà d’une correction intégrale pour l’inflation ». Cinq jours avant Noël 2001, une majorité de 45 députés offrait en cadeau deux milliards d’euros aux ménages et aux entreprises. Mais la crise *dotcom* fera crasher la croissance économique et les recettes. *Memento mori*. « Et besteet de Verdacht op Sickerbrand », avertissait Jean-Claude Juncker en décembre 2002, se défendant du reproche d’avoir été « peut-être un peu trop généreux ». Côté investissements et recrutements, on commençait à parler d’« adaptations » et de « gel ». Mais alors que le gouvernement regardait dans l’abîme du déficit, voici que surgissait une nouvelle manne : La TVA sur le commerce électronique. En mai 2003, le Premier put annoncer l’implantation d’Amazon au Luxembourg. Sept mois plus tard, il déclarait : « Dat si bei der TVA Milliarde Lëtzebuurger Frang Mehreinnahmen ». Ce ne seront pas des milliards de francs, mais des milliards d’euros : Plus de six milliards jusqu’en 2015. Un *deus ex-machina* venait de résoudre l’imbroglio budgétaire. *Money for nothing*. Un tel miracle offshore a peu de chances de se reproduire. ●



Kreide gefressen

III Peter Feist

Die AMMD bangt um ihren Einfluss und hat ihre Forderungen entschärft. Die Konflikte nach der Kündigung der Konventionen mit der CNS reichen bis in den Verwaltungsrat des Ärzteverbands

Der Ärzteverband hat Kommunikationsbedarf. Am Montagabend war sein Präsident Chris Roller im *RTL*-Fernsehen. Um zu erläutern, wie die AMMD die Pressemitteilung vom 31. Oktober gemeint hat, einen Tag nach der Kündigung der Konventionen der Ärzte und Zahnärzte mit der CNS. Am Mittwoch verschickte ihr Verwaltungsrat neun Seiten Newsletter an die Mitglieder, um auch ihnen zu erklären, wie alles gemeint sei. Gestern gab die AMMD noch eine Pressekonferenz.

Ziel der Aktion: die Reihen schließen. „L’heure est à l’unité“, beschwört der Newsletter. „Notre représentativité et notre poids collectif sont essentiels.“ Natürlich, denn was seit vier Wochen läuft, ist spektakulär für die Luxemburger Ärzteschaft. Schlachten geschlagen hat die AMMD schon viele. Unumstritten unter den Ärzt/innen waren sie selten. Die Forderung nach der Abschaffung der Konventionierung vor 25 Jahren etwa. Oder 2010 der Kampf gegen die Gesundheitsreform von LSAP-Minister Mars Di Bartolomeo, wo die AMMD zu mehr als zwei Wochen Bummelstreik mobilisierte, der die freiberuflichen Mediziner/innen viel Geld kostete. Oder die bis vor vier Wochen letzte Drohung, die Konvention zu kündigen. Das war im April 2023 und ging ebenfalls gegen die LSAP. Der damalige Vizepräsident Philippe Wilmes erklärte einer außerordentlichen AMMD-Vollversammlung: „Wir sind ein freier Beruf für freie Patienten. Schluss mit der Konventionierung!“

Stets hielten Korpsgeist und Gruppendruck die Ärzteschaft nach außen zusammen. Das ist diesmal anders. Die Medizinnerräte der Krankenhäuser fürchten eine unlautere Konkurrenz durch von Ärztegesellschaften betriebene Centres médicaux und haben das in einen offenen Brief geschrieben. Der Collège médical, das Selbstkontrollorgan, das über die Einhaltung des Code de déontologie der Ärzt/innen wacht, sieht eine Finanzialisierung der Medizin kommen und nennt das eine „perverse Entwicklung“. Und der Verband MSH, was für Médecins salariés hospitaliers steht, dürfte kommenden Montag auf einer Generalversammlung seine Statuten ändern, sich in Médecins du secteur hospitalier umbenennen und Mitglieder sammeln, die nicht nur aus dem CHL kommen. Vermutlich wird die nationale Repräsentativität der AMMD nicht in Gefahr sein, wenn am 17. Dezember der erste Termin mit der CNS zur Neuverhandlung der Konventionen ansteht. Vielleicht aber zwölf Monate später, falls die Verhandlungen scheitern, ein Schlichtungsversuch auch, und CSV-Sozialministerin Martine Deprez Konventionen per Verordnung einführen muss, weil das so im Gesetz steht. Dann könnte eine gestärkte MSH sagen: Verhandelt mit uns neu. Denn dass es Konventionen geben soll und keine Staatsmedizin, steht auch im Gesetz. Und der Koalitionsvertrag der Regierung hält fest: „La médecine conventionnée sera maintenue.“

Um zu verhindern, dass von den rund 1 400 AMMD-Mitgliedern schlimmstenfalls 1 000 Krankenhaus-Ärzt/innen zu den MSH wechseln, hat die AMMD Kreide gefressen und manche ihrer am 31. Oktober veröffentlichten Forderungen entschärft. Damit das nicht so aussieht, spricht sie von Erklärungsbedarf und von „fausses informations“, die in der Öffentlichkeit zirkulieren würden. Von denen „certains tentent de nous diviser“.

Vor vier Wochen hatte die AMMD zu den „axes prioritaires de négociation“ die Überführung des „conventionnement obligatoire et automatique vers un conventionnement sélectif“ gezählt. Bei dem die CNS „doit se limiter strictement aux aspects la concernant directement“. Gemeinsam mit der Forderung nach „autonomie tarifaire des médecins et médecins-dentistes et tarification avec tact et mesure“, las sich das wie der Einstieg in eine Zwei-Klassen-Medizin. Zumal die AMMD sich vorstellte, dass der CNS nur zu definieren bliebe, was sie von diesen Tarifen rückerstattet, und „un

assureur privé doit être incité à prendre ses responsabilités pour compléter les prises en charge des patients“.

Schon am Montag im Fernsehen hatte Chris Roller zu beschwichtigen versucht. „Selektive Konventionierung“ habe nichts mit Zwei-Klassen-Medizin zu tun, sondern solle heißen, einem Arzt den Vertrag mit der CNS entziehen zu können. Er spielte auf Zahnärzt/innen aus Südeuropa oder aus Nicht-EU-Staaten an, die für gewisse Zeit an Centres dentaires, die Finanziers eingerichtet haben, stundenweise Zahnarztstuhl und administrativen Support mieten. Weil das Mietmodell dazu anreizt, viel in Rechnung zu stellen, hatte Roller vor einem Vierteljahr gegenüber dem *Land* über zu hohe Rechnungen solcher Zahnärzte geklagt. Mit Tarifaufonomie wiederum sei gemeint, sagte er *RTL-Télé*, auch Leistungen anbieten zu können, für die es in den Gebührenordnungen noch keinen Tarif gibt und damit keine Erstattung durch die CNS. Man sollte verstehen: noch. Das Ganze sei demnach temporär.

Im Newsletter vom Mittwoch an die Ärzt/innen steht das auch. Doch so war es zunächst nicht gedacht. Ein Hinweis darauf ist, dass der AMMD-Verwaltungsrat drei Sitzungen brauchte, um den Newsletter zu redigieren. Eine erste am Dienstag vor zwei Wochen, die vier Stunden dauerte. Eine zweite, drei Stunden lang, am Freitag vergangener Woche. Diesen Dienstag wurde das neunseitige Schreiben fertig.

Bei den Redaktionskonferenzen wurde offenbar auch ausgefochten, was die AMMD wirklich bezweckt mit der Konventions-Kündigung und was das politisch bedeuten soll. Der Allgemeinmediziner Eric Sassel aus Kärjeng, Mitglied im AMMD-Verwaltungsrat, wandte sich am Sonntag an die Presse. Drei Motionen hat er vorbereitet, die er bei der AMMD-Generalversammlung am 17. Dezember zur Abstimmung bringen will. Eine davon sagt „NON au reconventionnement sélectif et aux tarifs libres“ und verlangt stattdessen eine gerechte, transparente und solidarische Modernisierung der Gebührenordnung der Ärzte. Die zweite Motion ist gegen „toute entrée des capitaux financiers dans l’exercice médical“ und für „garanties légales empêchant la transformation des soins en objet de profit“. Die dritte ist gegen eine „salarisation des médecins“, die nicht reguliert wäre und wo „un médecin serait subordonné à un autre médecin ou à une structure économique, de manière à compromettre son indépendance thérapeutique“.

Dass Sassel diesen Schritt ging, ist ein weiterer Ausdruck der neuen Unbotmäßigkeit in der Ärzteschaft, hier sogar innerhalb des CA der AMMD. Doch anscheinend hat das Bureau des Ärzteverbands, der Kern um Präsident, Generalsekretär, Vizepräsident und Schatzmeister, der traditionell wie eine Exekutive agiert, durch sein Verständnis von Verbands-Demokratie eine gewisse Krise im Verwaltungsrat herbeigeführt. Sassel ist gegenüber dem *Land* formell: Die außerordentliche AMMD-Vollversammlung am 8. Oktober habe lediglich über das „Prinzip“ abgestimmt, die Konventionen der Ärztinnen und Zahnärzte zu kündigen, weil sie überarbeitet werden müssten. Einzelheiten sollte die Jahresversammlung am 17. Dezember diskutieren, die AMMD-Mitglieder dazu Vorschläge einreichen. So zu verfahren, sei „breiter Konsens“ gewesen. Er selber habe von der Kündigung zum 30. Oktober aus den Medien erfahren. Und in der CA-Sitzung vorige Woche, die drei Stunden ohne Ergebnis über den Newsletter diskutierte, seine drei Motionen zur Abstimmung stellen wollen. Was Chris Roller unterbunden habe. Am Montag legte Roller Sassel den Rückzug aus dem Verwaltungsrat nahe. Mit der Presse zu sprechen, stehe nur dem Präsidenten zu, schrieb er in einer E-Mail, die das *Land* einsehen konnte.

[...]

Vertreter des AMMD-Verwaltungsrats (Präsident Chris Roller rechts) vor Beginn der Krankenkassen-Quadripartite im Mai

[Fortsetzung von Seite 3]

Doch offenbar sehen auch andere im Verwaltungsrat die Dinge ähnlich wie Eric Sassel. Denn im Newsletter an die Ärzt/innen werden nicht nur selektive Konventionierung und Tarifaufonomie neu interpretiert. Verklausuliert wird auch ein reguliertes Salariat angekündigt, zur Vermeidung eines „dirigisme purement financier de l'activité médicale, exécuté par des médecins soumis à l'autorité d'une personne physique ou morale quelconque (et donc légalement à considérer comme des salariés)“.

Der AMMD-CA tut auch so, als sei er schon immer gegen die Beteiligung von Finanziers an Ärztesellschaften gewesen: „Il convient de rappeler que le conseil d'administration de l'AMMD refuse toute intrusion d'investisseurs ou d'actionnaires non-médecins – que ce soit dans le financement ou dans la gestion – dans les sociétés médicales, afin de préserver l'indépendance et l'éthique de l'exercice médical.“

So streng wurde das in der vorigen Legislaturperiode gesehen. Im Februar 2021 zum Beispiel, als der damalige AMMD-Präsident Alain Schmit gegen die Fondation Hôpitaux Robert Schuman zu Felde zog, weil die mit der Gemeinde Junglist abgemacht hatte, ein „Centre de radiologie et de soins médicaux pluridisciplinaire“ einzurichten. Oder als die AMMD gemeinsam mit dem Collège médical und Juristen von Arendt & Medernach für die damalige LSAP-Gesundheitsministerin Paulette Lenert ein *draft* für einen Gesetzentwurf zu Ärztesellschaften schrieb: Teilhaber könnten nur aus dem Beruf kommen, stand darin.

Chris Roller hingegen sagte dem *Land* vor drei Monaten, Minderheiten-Beteiligungen an Ärztesellschaften sollten auch für Finanziers möglich sein, wegen ihres „Knowhow“. Dass ihr Einfluss beschnitten bliebe, könne man gesetzlich regeln, das sei bei Anwaltsfirmen auch so (*d'Land*, 29.8.2025). Alain Schmit hat mittlerweile mit seinem Ex-Vize Philippe Wilmes die Phial s.a. zum Betrieb eines Ärztehauses „Findel Clinic“ gegründet. Minderheiten-Aktionäre mit je zehn Prozent sind gleich vier große Namen aus der Wirtschaft. Zwar ist Phial keine Ärztesellschaft. Aber Wilmes und Schmit wollen im Findel Business Centre von Félix Giorgetti Praxisräume, Ausrüstung und Verwaltung an tageweise in Luxemburg praktizierende Ärzt/innen aus dem grenznahen Ausland vermieten (*d'Land*, 31.10.2025). Das Modell ähnelt auffällig dem der Centres dentaires, von denen Alain Schmit als AMMD-Präsident vor drei Jahren sagte, sie hätten zu viele Zahnärzte ins Land gebracht, und gegen die Chris Roller nun ein „conventionnement sélectif“ in Stellung bringen will. Der Newsletter hat schon recht: Die AMMD agiert in einem „tableau complexe des nombreux sujets en cause“.

Doch nicht nur in der Ärzteschaft, sondern auch in der Öffentlichkeit hat die AMMD eine Menge Kredit verspielt. Die Politik spielt auch nicht mit. Falls die Forderung der AMMD nach selektiver Konventionierung, Tarifaufonomie und Privatversicherern für das, was die CNS nicht trägt, CSV und DP dort abholen sollten, wo sie im Wahlkampf zu stehen behaupteten, hat das nicht funktioniert. Auch gegenüber der DP nicht, deren Gesundheits- und Sozialminister Carlo Wagner vor 25 Jahren „Verständnis“ hatte für das Begehren der damaligen AMMD-Führung erst nach einer Abschaffung der Konventionierung, dann nach Teilkonventionierung. Weder CSV noch DP können es sich politisch leisten, am solidarischen System zu drehen. Im Wahlkampf IRM in Hülle und Fülle zu versprechen, ist das Eine. Zu sagen, dass die CNS nicht für alles bezahlen soll, ist etwas ganz anderes. Die Luxemburger Versicherten sind eine Krankenversicherung gewohnt, die eine Menge bezahlt.

Dem AMMD-Präsidenten schien das am Montag im Fernsehen nicht klar zu sein. Chris Roller verstrickte sich in Widersprüche. Stellte zunächst selektive Konventionierung und Tarifaufonomie als harmlos dar, und erklärte kurz darauf, Privatversicherungen könnten eine „Alternative“ zu Beitragserhöhungen sein, wenn der CNS das Geld ausgeht. Mit solchen Aussagen macht man sich unbeliebt. Auch bei der Politik, die sich längst entschieden hat. Die letzten Hinweise darauf lieferten das gemeinsame Communiqué von CSV-Parteileitung und CSV-Fraktion, das sich zum Koalitionsvertrag bekannte, Konventionierung inklusive, und die freie Tribüne von CSV-Fraktionspräsident Marc Spautz im *Tageblatt* vom vergangenen Samstag mit einem Bekenntnis zum solidarischen System, gegen die „Privatisierung von Profiten“ aus der Medizin und die „Vergesellschaftung von Verlusten“. Dem *Wort* erzählte Spautz das am Montag noch ein weiteres Mal.

Chris Rollers Fernsehauftritt konnte den Eindruck erzeugen, in Luxemburg sei die Versorgung schlecht, weil es nicht für jede Leistung, die Ärzt/innen anbieten können, einen Tarif gibt. Oder eine temporäre Tarifaufonomie, wie die AMMD sie sich nun wünscht. Doch wie schlecht die Versorgung tatsächlich ist, bliebe zu beweisen. Vor zwei Wochen gab die OECD ihren Bericht *Health at a Glance 2025* heraus. Demnach waren 2024 hierzulande 86 Prozent der Bevölkerung (aus der EU-Silc Haushaltsumfrage des Statec für Eurostat) zufrieden mit der „availability of quality healthcare“. Nur in der Schweiz waren es mehr, 89 Prozent. Bei radiologischen Untersuchungen mit Kernspintomograf (IRM), CT-Scanner und Pet-Scan war Luxemburg schon im Wahljahr 2023 OECD-Spitze in der Zahl der Examen pro 1 000 Einwohner: 436. Und damit Arztleistungen ohne Tarif doch zu CNS-Leistungen

Schon im Wahljahr 2023 war Luxemburg OECD-Spitze bei IRM, CT und Pet-Scans: 436 Analysen pro 1 000 Einwohner

werden können, sieht Artikel 19, Absatz 3 im *Code de la sécurité sociale* eine Prozedur vor, die über den Medizinischen Kontrolldienst der Sozialversicherung zu einem Ausnahme-Tarif führt. Auf Nachfrage des *Land* erklärt Gérard Holbach, der Direktor des Contrôle médical: „Solche Anfragen haben wir schon lange nicht mehr bekommen. Nur für Augen-Laserbehandlungen und für Epilations-Therapien durch Hautärzte.“

Interessant wird vor dem Hintergrund all dessen sein, was die AMMD-Jahresversammlung in zweieinhalb Wochen ergibt. Kommt dort die Motion von Eric Sassel zur Abstimmung, die eine „modernisation équitable, transparente et solidaire de la nomenclature“ verlangt, könnte das zu einem Stresstest werden, der den Ärztesverband lange beschäftigt. Wie Sassel dem *Land* erklärt, sei er weiter entschlossen, die drei Motionen einzubringen. Die Verdienste der Ärzt/innen sind der *core business* der AMMD. Die großen Ungerechtigkeiten, die dabei bestehen, sind es auch. Gut möglich, dass die Debatte nach der Kündigung der Konventionen mit der CNS noch ganz andere Formen annimmt als heute. ●



Philippe Wilmes und Alain Schmit 2016 nach einer AMMD-Pressekonferenz mit Medizinerräten. Heute ist das Verhältnis der Conseils médicaux zur AMMD nicht gut

Sven Becker

Illusions perdues

IIII Erwan Nonet

Une belle foire-exposition, mais un fiasco politique : six personnes témoignent de leur COP 30

Après trois années dans des pays autoritaires (Bakou en 2024, Dubaï en 2023, Charm el-Cheikh en 2022), la COP retrouvait cette année au Brésil un hôte devenu démocratique. Un premier signal positif, promesse d'échanges soutenus entre acteurs de la société civile. De fait, l'enthousiasme était réel au cours de la première semaine, même si le site n'était pas encore tout à fait prêt. « Plusieurs bureaux, dont le nôtre, n'étaient pas encore terminés. Nous avons travaillé pendant deux jours dans les espaces publics, des bureaux ont été partagés. Pour la confidentialité, ce n'était pas idéal », sourit Lara Bertemes, *Climate youth delegate* qui a atterri dans la forêt amazonienne le dimanche 9 novembre, au sein de la délégation luxembourgeoise.

Avec Sara Mackel (21 ans), la seconde jeune déléguée luxembourgeoise, l'étudiante en master « *Governance of Sustainability* » de 25 ans a profité d'un accès privilégié aux discussions. Elles ont analysé les textes qui sortaient des négociations, puis formalisé et défendu leurs points de vue dans le but d'influencer la position européenne. « C'était un travail très technique, où l'on discutait parfois d'une virgule ou d'un mot. Je travaillais particulièrement sur la thématique la finance climatique », précise Lara.

Il se dégageait alors une belle énergie de ce grand rassemblement de 50 000 personnes. « Grâce à la présence des populations indigènes et d'activistes très dynamiques, cette COP était ouverte. C'était enthousiasmant ! Cela nous mettait une bonne pression : nous devions travailler pour eux », ajoute-t-elle. « Nous étions ambitieux et confiants sur le fait que nous parviendrons à trouver un accord qui soit un vrai pas en avant », avance Julien Lemmer Veloso (18 ans), élève au lycée Robert Schumann qui, avec sept autres camarades, faisait partie de la délégation des Youth for climate action.

Le jeune homme est déjà expérimenté, après Bakou et Dubaï, il en est à sa troisième COP. « Notre rôle était le même : nous représentions les lycéens lors des négociations ouvertes et lors de différents *side events*. » En plus de rédiger et défendre leurs positions, ils partageaient leur expérience sur les réseaux sociaux (notamment la plateforme *We don't have time*) pour expliquer aux lycéens restés au pays ce qui se passait à Belém.

Au sein de la délégation luxembourgeoise, l'optimisme était de mise. Arrivé le mercredi suivant, Andrew Ferrone (directeur des Affaires européennes et étrangères au ministère de l'Environnement), était confiant. « Les discussions techniques avançaient bien et nous étions sereins. On avait l'impression que la présidence brésilienne avait un plan », relate le météorologue de formation, membre du GIEC. Dans les couloirs, on entendait que les discussions sur les sujets les plus importants seraient finalisées le mercredi suivant et que la déclaration finale serait signée le dernier samedi, en journée. « C'était surprenant puisque mes dix précédentes COP se sont toutes terminées très tard le samedi. »

Et ils ont tous déchanté. Alors que la Colombie, soutenue par 80 pays (dont le Luxembourg), défendait son initiative pour inscrire la sortie des énergies fossiles dans la déclaration finale, « tout a déraillé » selon Ferrone. Cette proposition était pourtant attendue, le président brésilien Lula en avait même fait une priorité en déclarant : « La Terre ne peut plus supporter le modèle de développement basé sur l'utilisation intensive

de combustibles fossiles qui a prévalu au cours des 200 dernières années. »

Mais d'un coup, la diplomatie brésilienne s'est fermée et les négociations sont restées secrètes. Aucune information ne sortait plus du huis clos. « Pendant trois jours, nous n'avons pas vu de texte. Sans accès au document, nous ne pouvions faire aucune proposition... », regrette Ferrone. Les discussions politiques étaient réduites à leur portion congrue, « Le Brésil se bornait à nous faire avaler un texte qui était inacceptable. En fait, ils n'avaient pas de plan. »

Celui de l'Europe, qui rêvait de s'installer dans le fauteuil de leader laissé vide par les USA, n'était pourtant pas beaucoup plus brillant. L'UE n'avait pas les moyens de ses ambitions. Sa division a sauté aux yeux de tous le 4 novembre, lors du Conseil Environnement le plus long de l'histoire, au cours duquel ont été validées in extremis (et sans respecter les délais fixés par les Accords de Paris) les ambitions de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Qui plus est, tout au début de la COP, l'Europe avait apporté une fin de non-recevoir aux pays du Sud qui souhaitaient davantage de financements du Nord pour soutenir leurs efforts de décarbonation. Une position brutale et maladroite qui lui a coûté cher dans la dernière ligne droite, au moment de chercher des soutiens.

« Le dernier jour, avec les autres jeunes, nous étions très frustrés. Certains pleuraient lors de la plénière. Nous avons tellement travaillé pour un résultat tellement peu ambitieux. De nombreux activistes que nous avions rencontrés lors de ces deux semaines étaient sceptiques sur le résultat final, ils avaient raison », soupire Lara Bertemes. Julien Lemmer Veloso abonde : « Pourquoi organiser un tel événement, rassembler autant de personnes venues du monde entier, si c'est pour aboutir à un résultat aussi faible ? »

Stéphane van Haute représentait à Belém l'ONG Friendship Luxembourg, qui porte de nombreux projets au Bangladesh, par exemple des plantations de mangrove qui protègent les villages et les cultures des inondations, tout en favorisant la biodiversité. Le Brésil était sa sixième COP.



Lara Bertemes et Julien Lemmer Veloso, mercredi à l'Athénée

Sven Becker

« En fait, le Brésil n'avait pas de plan »

Andrew Ferrone, directeur des Affaires européennes et étrangères au ministère de l'Environnement

« Bien sûr que les résultats sont largement insuffisants, mais nous nous y rendons aussi pour étendre notre réseau, pour faire connaître nos actions et rencontrer des décideurs qui pourront nous soutenir à l'avenir. Sur ce plan, c'est un vrai succès. D'autant que nous avons remporté le prix Earthshot-Prince William 2025 dans la catégorie « Fix Our Climate », la BBC compare cette récompense à un prix Nobel de l'écologie. » Ce volet social de la COP est pour lui aussi important que le politique. « On ne peut pas dire que Belém n'a servi à rien. Évidemment, ça n'a pas été parfait, mais ce grand salon des solutions climatique a aussi un côté revigorant. Il est incroyable qu'aujourd'hui, il existe un tel endroit dans le monde, où l'on peut discuter en paix de ces thématiques cruciales pour l'Humanité. »

David Hoffmann, responsable du plaidoyer de l'Association solidarité tiers monde (ASTM), reconnaît que l'engagement de la société qu'il a observé à Belém était enthousiasmant, mais il estime que la COP doit être bien davantage que cela. « Son objectif principal est politique. Ce n'est pas d'une foire-exposition mondiale dont on a besoin, mais de décisions politiques ambitieuses qui permettront de ne pas dépasser les 1,7 ou 1,8° C de réchauffement. Et à ce niveau, cette COP est un échec. »

La délégation luxembourgeoise, elle, s'était rapidement positionnée dans le sillage la Colombie,

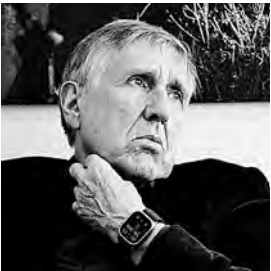
demandant l'inscription de la sortie des énergies fossile dans la déclaration finale. Comme souvent lorsqu'il est à l'étranger, le ministre Serge Wilmes (CSV) a tenu un discours offensif, presque militant. C'était déjà le cas lors de la difficile négociation qui a abouti au plan européen de réduction des gaz à effet de serre, dont il a regretté le peu d'ambition. À la COP, son discours suivait la même ligne. Des propos qui interrogent Raymond Klein, coordinateur du groupe Climat de l'ASTM : « Nous attendons maintenant de voir comment le Luxembourg va faire évoluer sa politique climatique pour qu'elle soit alignée au texte signé avec la Colombie et les 80 autres pays. Jusqu'à présent, nous sommes très loin de sortir des énergies fossiles. »

Pour expliquer leur déception, les observateurs remettent en cause le mécanisme même de la COP. Notamment l'obligation de parvenir à un consensus entre les 195 pays. « Comment voulez-vous tous les mettre d'accord sur un programme ambitieux ? C'est utopique », fait remarquer Lara Bertemes. Stéphane van Haute rêve lui d'une COP où les décideurs ne seraient uniquement les politiques. « Imaginez qu'en plus des pays, les délégations représentent également la société civile et qu'elles disposent toutes d'une voix. Il y aurait certainement moins de tendances autoritaires. » Julien Lemmer Veloso estime que les conditions du dialogue ne sont pas justes : « Les petits pays, par exemple, n'ont pas le moyen de souffrir de grandes délégations et ne peuvent donc pas participer à toutes les négociations. Ce n'est pas normal. Il faut y remédier. »

David Hoffmann regrette surtout l'opacité des négociations à huis clos. « Le texte de la déclaration finale n'est sorti qu'une heure avant la plénière, comment voulez-vous que nous puissions l'analyser et faire notre plaidoyer auprès des décideurs en si peu de temps, c'est impossible. »

La prochaine COP inaugurera un nouveau format. Si elle se déroulera à Antalya (Turquie), elle sera présidée par l'Australie. Les deux pays, qui n'ont pas l'habitude de travailler ensemble, devront donc trouver une voie diplomatique commune. « À priori, ce n'est pas un gage d'efficacité », relève Raymond Klein. ●

B L O G



PERSONALIEN

François Bausch,

Ex-Verteidigungsminister (Grüne), wird nicht wegen fahrlässiger Körperverletzung im Zusammenhang mit der Explosion im Munitionslager Waldhof im Februar 2019 angeklagt, der frühere Stabschef der Armee, Alain Duschène, ebenfalls nicht. Die Ratskammer der ersten Instanz hatte entschieden, die Anklagen zuzulassen. Bausch und Duschène legten Berufung ein. Die Ratskammer des Berufungsgerichts fand am Dienstag, es habe sich nicht feststellen lassen, dass beide Kenntnis von den konkreten Umständen hatten, die zu dem tragischen Unglück führten. Die Staatsanwaltschaft hatte unter anderem argumentiert, Bausch habe

als Bautenminister der ersten DP-LSAP-Grüne-Regierung von Mängeln am Munitionslager erfahren und hätte deshalb als Verteidigungsminister von Gambia II dessen Schließung anordnen müssen. (Foto: sb) ^{PF}

Carlo Thelen,

Generaldirektor der Handelskammer, meinte bei der Vorstellung ihres Gutachtens zum Staatshaushalt, Luxemburg sei am Ende seines Pragmatismus' und „ein bisschen“ auch am Ende seines Sozialmodells wegen einer „CGTisierung von der Gewerkschaftszeiten“ angelangt. Kurz darauf lobte er das Vorhaben der belgischen Regierung, die Lohnindexierung für drei Jahre bei einem Monatsgehalt von 4 000 Euro zu deckeln. Es wäre „eng super Nouvelle, wa mer dat hei zu Lëtzebuerg fäerdeg bréngen“. Das Index-Thema aufzuwerfen, ist auch nicht gerade Ausdruck von Pragmatismus. ^{PF}

Georges Mischo,

CSV-Arbeitsminister, erklärte in einem Interview mit *paperjam.lu* am

Mittwoch, er sei nicht „le ministre monstre que certains se plaisent à décrire“. Seine Arbeitsmethode sei lediglich eine andere als die seiner Vorgänger. Seit OGBL und LCGB dem Premier schrieben, Mischo sei seinem Amt nicht gewachsen, befindet dieser sich in einer Charme-Offensive. Der Dialog mit den Gewerkschaften sei nie abgerissen, beteuerte er in dem Interview. ^{PF}

Paul Weimerskirch,

bis diesen Sommer CSV-Bürgermeister von Schifflingen und früherer Mitarbeiter im Sekretariat der Partei, meinte im *Wort* vom Samstag, „die CSV steht nicht hinter Luc Frieden“. Der Premier habe Regierungsmitglieder, die in der Kritik standen, „im Stich gelassen“ und überzeuge nicht nach außen. Die Partei brauche „ein Thema, wo alle sagen: ‘Was die CSV sagt, ist richtig.“ So ein Thema fehle aber. ^{PF}

POLITIK

Noch keine Luftabwehr

Belgien werde gemeinsam mit den Niederlanden

Luftabwehr-Systeme vom Typ Nasams des norwegischen Herstellers Kongsberg kaufen. Ein solches System sei für Luxemburg vorgesehen, meldeten belgische Medien, wie der Sender *BRF*, unter Bezug auf Belgiens Verteidigungsminister Theo Francken. Die Luxemburger Verteidigungsdirektion dementierte das auf *Land*-Nachfrage: Luxemburg habe „nach keng Entscheidung fir e System oder eventuell Partner an der Loftverdeedegung a Rakéitenofwier getrafft. Mir consideréieren aktuell nach verschidden Optiounen“. ^{PF}

„Eldorado“

Vergangene Woche wurden die Gehaltsunterschiede zwischen Grenzgänger/innen und in Frankreich lebenden Arbeitnehmern in einer Veröffentlichung des Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) Grand Est verdeutlicht. Wer die Grenze für die Arbeit überquert, nimmt jeden Tag lange Pendelzeiten in Kauf – und verdient im Schnitt 65 Prozent mehr als bei gleicher Lohnarbeit zuhause. In Gesundheitsberufen, etwa für Ärzte,

Krankenschwestern oder Pflegepersonal, sind es bis zu 103 Prozent, in der Finanzbranche 94 Prozent. Für die erwerbstätigen Bewohner der Lorraine sei Luxemburg weiterhin ein „Eldorado“, beschrieb es der *Républicain Lorrain*. ^{SP}

Wilmes vs Welfring

Le Jongbauerendag a eu lieu dimanche dernier au lycée technique agricole de Gilsdorf. Les jeunes agriculteurs ont de bonnes raisons d'être inquiets quant à leur avenir. La baisse massive des subventions de la PAC, l'arrivée probable du Mercosur, des céréales vendues à prix cassé et une tendance à la baisse alarmante sur le prix du lait : « les nouvelles ne sont pas bonnes » synthétise le président de l'organisation, Charel Ferring. La traditionnelle petite pièce de théâtre portait sur un autre sujet d'actualité : la possibilité de construire autour des fermes existantes, un dossier entre les mains du ministère de l'Environnement. Répondant au *Land*, Charel Ferring témoigne de sa reconnaissance envers la famille Hansen. Christophe, commissaire européen à l'agriculture (CSV), « qui fait ce qu'il peut avec ce que l'Europe lui donne », et sa cousine Martine, ministre de l'Agriculture (CSV), « qui comprend très bien nos problèmes sans avoir besoin d'avoir des explications de son ministère, à la différence de ses prédécesseurs. » Un ministre, toutefois, n'a pas la cote : Serge Wilmes (CSV), en charge de l'Environnement. « On aurait pu penser que les relations seraient plus fluides qu'auparavant, mais ce n'est pas le cas. Il y a un gros manque de communication et on ne comprend pas bien pourquoi », tacle l'éleveur de Tandel âgé de 23 ans. Ce constat l'incite à comparer l'actuel ministre à la précédente, l'écologiste Joëlle Welfring : « Avec elle, nous pouvions discuter et chercher

des solutions ensemble. Les dialogues étaient constructifs et les démarches allaient plus vite qu'aujourd'hui. » Il cite en exemple la simplification administrative lors de travaux de rénovation dans les fermes. « Avant, il fallait une étude d'impact même si on voulait changer une fenêtre. Nous l'avons contacté, elle nous a invités pour en parler et nous a finalement présentés une solution très pragmatique. » Ce n'est décidément pas la semaine de Serge Wilmes et de son ministère de l'Environnement. Mercredi, le *Tageblatt* s'est fait l'écho de l'ambiance délétère qui règnerait dans le *Héichhaus*. (photo: sb) ^{EN}

JUSTIZ

Terror-Urteil

Der schwedische Angeklagte Alexander H., der diesen Sommer aufgrund seiner Mitgliedschaft in den rechtsradikalen Terrororganisationen The Base und der ökofaschistischen Green Brigade vor Gericht stand und im Keller seines Elternhauses in Strassen einsatzfähige Bomben baute, wurde gestern zu acht Jahren Haft verurteilt. Sechs Jahre der Haftstrafe sind zur Bewährung ausgesetzt, davon fünf mit *sursis probatoire*, in denen er sich regelmäßig Deradikalisierungsprogrammen von *respect.lu* unterziehen muss. Ein Großteil der Anklagepunkte fielen in die Minderjährigkeit des heute 23-Jährigen, der gerade volljährig geworden war, als er festgenommen wurde. Er hatte Anschläge hier im Land und im Ausland geplant. Während des Prozesses hatte er gesagt, die Chatrooms hätten ihm ein „Gefühl der Zugehörigkeit und des Respekts“ gegeben. ^{SP}

|||||

„Vertrauen ins System verloren“

|||| Sarah Pepin

Es mangle immer noch an Respekt und gewaltfreiem Umgang in der Geburtshilfe, schrieb die Association luxembourgeoise des sages-femmes (ALSF) diese Woche anlässlich des Roses Revolution Day. Sie definiert Gewalt als „Respektlosigkeit oder jede Form von schlechter Behandlung durch Gesundheitsfachkräfte während der Geburt, die die Würde der Frauen verletzt“. Sowohl körperliche als auch verbale Gewalt gehören dazu.

Um Frauen eine positive Geburtserfahrung zu ermöglichen, schlagen sie unter anderem vor, eine kontinuierliche Betreuung der Frauen durch Hebammen einzuführen, ein System an liberal arbeitenden Hebammen – Beleghebammen –, und setzen sich für eine 1:1 Betreuung während der Geburt ein. Derzeit werden klinische sowie Hausgeburten durchgeführt. Die ALSF wünscht sich ein Geburtshaus oder eine *midwife-led-unit*,

also eine von Hebammen betreute Geburtsoption. Dieses Projekt kommt jedoch bisher nicht zustande. Vermutlich haben weder die AMMD noch die Assoziation der Gynäkologen (SLGO) großes Interesse daran.

Das Thema Gewalt im Rahmen der Geburtshilfe liegt seit dem Regierungswechsel jedenfalls brach. Zuletzt erkundigte sich Nathalie Oberweis (Déi Lénk) 2021 bei LSAP-Gesundheitsministerin Paulette Lenert über eine verlässliche Definition zum Thema. Diese gibt es bis heute nicht, von Zahlen ganz zu schweigen.

Es gibt einen besorgniserregenden Trend zum sogenannten „Free Birthing“, der sich zum Teil mit traumatischen Geburtserfahrungen erklären lässt. Eine Investigation des *Guardian* deckte diese Woche auf, wie der Einfluss der US-amerikanischen „Free Birthing Society“ (FBS) für

steigende Stillgeburten und Säuglingstode verantwortlich ist. Die Praxis des „Free Birthings“ ist eine extreme, ideologisch motivierte Form der außerklinischen Geburt, die jegliche Art von medizinischer Begleitung verweigert. Während der „wilden“ Schwangerschaft werden Ultraschalle abgelehnt; auch die Herztöne des Kindes sollen während der Geburt nicht abgehört werden. Anhängerinnen des „Free Birthings“ gebären meist alleine, mit ihrer Familie. Der *Guardian* fand heraus, dass 48 Stillgeburten und Säuglingstode mit der FBS in Verbindung standen – bei 18 konnte festgestellt werden, dass FBS eine direkte Rolle spielte.

Sheila Frantz, Mitglied der ALSF, erklärt im Gespräch mit dem *Land*, mittlerweile leiteten circa 10 Prozent von Frauen an Tokophobie, also Angst vor Schwangerschaft und Geburt. Diese Angst speise sich aus unterschiedlichen

Faktoren, unter anderem traumatische Geburtserfahrungen, die die Frauen selbst erlebt haben, oder die sie erzählt bekommen. Dadurch verlieren sie ihr Vertrauen in das Gesundheitssystem, erklärt Sheila Frantz. Rezent habe es hierzulande mindestens fünf Frauen gegeben, die ohne medizinische Begleitung ihr Baby bekommen haben. „Es bleibt selten, aber die Zahl steigt seit zwei Jahren.“ (Die Zahl an Hausgeburten liegt für das laufende Jahr bisher bei leicht mehr als 20.)

Diese Frauen erkundigen sich bei den Hebammen nach einer Hausgeburt – da sie ihre Schwangerschaft jedoch medizinisch begleiten lassen müssen, um das Recht auf eine Hebamme bei der Hausgeburt zu haben, kommt keine Zusammenarbeit zustande. Oftmals schauen die Frauen sich dann auf Instagram um – wo sie in „Communities“ wie der FBS Gleichgesinnte finden. ●

PROZESS „BOMMELEEËR BIS“

Procureure: „Si hunn ënner Eed gelunn“

IIII nico graf

Dës Woch gouf et nëmmen dräi Deeg Prozess am Nieweprozess-Bommeleeër a mëttwochs owes e gellege Knuppert: D’Procureure Dominique Peters huet an hirem Requisitoire héich Strofe gefuerdert géint fënnef Ugekloten. Nëmmen een, de Marcel Weydert, soll ouni Strof dervukommen. An déi aner missten all bestrooft ginn, well se express a mat der „intention de nuire“ am éischte Bommeleeër-Prozess gelunn hätten an eben och an dësem, deem elo Nieweprozess genannt gëtt. „Waren d’Täter, also d’Bommeleeër, eventuell bekannt fir déi Ugekloten?“, huet d’Procureure gefrot an déi Fro implizit mat Jo beäntwert. An hunn si dat zouginn? Do ass d’Äntwert Neen.

Ugefaang mam fréieren Police-Chef Pierre Reuland. Hien soll fënnef Joer Prisong kréien. 36 faux témoignages ginn him zur Laascht geluecht. Hien hätt de Geck mat der Justiz gemaach, hätt dobäi eng grouss „Dreistegkeet“ gehat an d’Wahrheitsfindung torpedéiert. Och weint senger hätt sech juristescht alles esou laang higezunn – wat jo elo all Mënsch beklot. Den Hauptreproche bezitt sech op déi vermasselt Observatioun Ben Geiben Enn Oktober 1985. Do wëll de Reuland net implizéiert gewiescht sinn, mee sechs credibel Zeie géifen de Géigendeel soen.

De fréiere strenge Gendarmeries-Chef Aloyse Harpes soll zwee Joer Prisong kréien. Hien wier en incontournabelen Acteur an der Affaire gewiescht, hätt awer ëmmer gesot, hie géif näischt Geneeës aus der Enquête wëssen. Kontradiktiounen, Omissiounen, falsch Aussoen hätt hie gemaach, alles an säi Contraire gesot, besonnesch do, wou et ëm d’Observatioun Geiben geet. Do hätt hien alles gewosst a kontrolléiert a géif dat net zouginn. Enquêteuren a Srel-Leit hätten net ouni säi Wësse geschafft. Zwee daitlech Sätz vun der Procureure iwwer de 97 Joer alen Harpes: „E mécht wéi wann en näischt wéisst. E wëll eis net soen, wat en erausfonnt huet.“

Den Armand Schockweiler dann. Dräi Joer Prisong soll dee kréien, well hien hätt d’Justiz un der Nues erëmgefouert, hätt dacks auswäichend geäntwert ouni eppes ze soen. Besonnesch schlëmm: Ganz wichteg Piëcen, also Beweisstäcker, hätt hie verschwanne gedoen, zum Beispill eng Zündvorrichtung vun enger Bomm.

Den deemools ganz jonke Gendarm Guy Stebens soll mat 18 Méint Prisong bestrooft ginn. Och hien hätt egal wat gesot, fir net brauchen ze soen, wat hien iwwer d’Observatioun Geiben weess. Hien hätt alles mam Pierre Reuland ofgeschwat gehat, ouni dat elo zouzeginn. An datt ausgerechent a nëmme säi Calepin aus dem Joer 1985 verschwonne wier – net ze gleewen. Och de Guillaume Büchler soll mat 18 Méint Prisong bestrooft ginn. Bei der geplangter Observatioun Geiben zu Bréissel hätten dräi Enquêteuren de Geiben wuel begéint, dat awer vertuscht an doriwwer eemol dëst an dann dat gesot. Büchler a Stebens hätten aus falsch verstanener Loyautéit gelunn.

Deen eenzeg, deem net soll bestrooft ginn, ass de fréiere Brigade-mobile-Mann Marcel Weydert. Deen hat jo no vill Gedeessesms zouginn net op enger Foto ze sinn, déi nom Kasematten-Attentat am *Wort* publizéiert gi war. Do steet awer ëmmer nach d’Fro am Raum, firwat déi als Bommeleeër ugeklote Scheer a Wilmes onbedéngt wollten, datt de Weydert op der Foto sollt sinn a net de Jos Wilmes.

Et sollt d’Woch vun de Revelatiounen ginn, d’Woch vun den Explikatiounen. Déi wichteg Woch fir eng spéider Reprise vum Prozess géingt déi zwee Ugeklote Scheer a Wilmes. Déi zwee fréier Gendaarmen aus der Brigade mobile vun der Gendarmerie waren och daper all Dag am Prozess an hu gelauschtert, wat d’Enquêteuren an hir fréier

Cheffen esou ze soen haten. A jiddereen, deem den éischte Prozess och nëmme vu weitem suivéiert huet, deem hat jo déi famous Sätz am Kapp, déi do gefall waren: „Et ass immens schwéier fir als éischten iergendeen Numm ze nennen“ (Guy Stebens); „D’Enquête geet bis op e bestëmmten Niveau, an dann ass Schluss“ (Pierre Reuland); „Jidder Affaire konnt opgekläert ginn, just dës net. Firwat?“ (Riichterin Conter); „Et wor net keen“ (Roby Bieber); „D’Affaire ass eng Staatsaffär, déi net därerf opgekläert ginn.“ (fréiere juge d’instruction Prosper Klein).

En Enquêteur hat iwwer dem Guy Stebens seng *faux témoignages* rapportéiert. An deem Rapport (an a jidder Rapport duerno) ass et ëm déi avortéiert Observatiounen aus dem Oktober 1985 op de verdächtege fréiere Chef vun der Brigade mobile Ben Geiben gaang. Dee sollt zu Bréissel iwwerwaacht ginn. Dat ass schief gaang. De Geiben sollt dunn zwee Deeg drop op Lëtzebuerg kommen, sot deemools säi Frënd a Kolleg Jos Steil. Zesumme mam Geheimdéngscht Srel ass eng Observatioun op de Geiben organiséiert ginn. Du sot de Steil stënterlech, de Geiben kéim net, deem ass awer komm, d’Bomm um Geriicht ass deselwechten Owend explodéiert, de Srel huet de Geiben erëm iwwerwaacht an him awer erlaabt *à toute vitesse* mat sengem BMW erëm heem op Bréissel ze rennen. Dat war sonndes, méindes war d’Spuer Geiben dout.

De Guy Stebens hat deemools déi Observatioun op de Geiben organiséiert. Iwwer déi avortéiert Observatioun wier awer net an der Gendarmerie diskutéiert ginn, et wier ni nogefrot ginn, wat do schif gaang ass. Et wier awer eng kruzial Saach fir d’Enquête gewiescht, huet de Rapporteur am Geriicht gesot. An hien huet insistéiert: Déi Observatioun wier en *élément clé* an der Affaire gewiescht, a wann do d’Dominosteng gefall wieren, wann do eppes erauskomm wier, da wier d’Kaartenhaus an de Koup gefall, an d’Affaire wier sécher opgekläert ginn.

D’Ugekloten duerften herno eppes soen zu dëser Saach. De Guy Stebens virop. Hien ass a bleift de Bouf am Dossier. Well hie war 1985 grad emol 25 Joer al, e jonken Offizéier am Léierprozess mat alen Huesen. Am Prozess wollt hien näischt soen, huet awer trotzdem vill gesot. An och gekrasch. D’Tréine waren him direkt komm, wéi e gesot huet, hien hätt sech näischt ze reprochéieren, a schonn op kee Fall eppes Strofrechtleches. Säi Privatlieue wier op d’Kopp geheit gi weint dëser Saach. Hien wier 19 Mol verhéiert ginn, 65 Stonnen am Ganzen, an hien hätt alles gesot, wat e wosst. An der Saach sot hien, hie wéisst – trotz senger Remark am éischte Prozess – keng Nimm.

Eng Enquêteurin huet am Geriicht de Rapport iwwer de Pierre Reuland presentéiert. Dee war 1985 Chef vun der Brigade mobile. Säi berüümte Saz vun der Enquête, wou op engem bestëmmte Punkt Schluss wier, déi huet jo all Mënsch als Brems a Warnung géingt d’Bommeleeër-Enquêteuren interpretéiert. De Pierre Reuland awer hätt déi Remark an de Verhéier erfogespillt, dat wier administrativ gemengt gewiescht, alles hätt eben en Enn, eng Banalitéit also. Et geet héich, mee net ganz héich, sot hien.

Am Rapport steet, de Pierre Reuland hätt och den Enquêteuren an dem Procureur Bieber d’Aarbecht schwéier gemaach, hinne Stengan de Wee geluecht, wou et nëmme gOUNG an hätt och versicht, quokeleg Passagen aus dem geplangte Gesetz iwwer d’Entrave à la justice erauszekréien. D’Enquêteurin sot, d’Observatioun Geiben wier e Schlësselmoment am Dossier a wien do net „A“ géif soe bréicht och net „B“ ze soen, an duerfir wéisst de Pierre Reuland an deem Volet ni eppes en Detail.



D’Procureure Dominique Peters, dëse Méinden um Geriicht

Sven Beckert

An hirem Requisitoire sot d’Procureure, hien hätt seng zwee fréier Kollegeen no hirer Inculpatioun net gefrot, ob si et waren, mee ob et Beweiser géint si géif ginn. Typesch Reuland, sot si.

Resümmee vun hier: „Et muss een dervun ausgoen, datt du gewosst war, wien d’Täter wieren.“

De Pierre Reuland huet dee Rapport kommentéiert mam Saz, hie wier selwer erféiert, wéi hien seng verschidden Deklaratiounen héieren hätt. Huet awer och ze verstoe ginn, hien hätt op alle méigleche Plazen Allméigleches gesot, dorënner wier wuel och Bistrosgespräch gewiescht. An der Saach sot hien: „Ech si net de Bommeleeër. Ech kennen deem net. Ech hunn näischt ze verstoppem.“ Méi nach: Wou wier dann säin Interêt ze léien? Fir awer selwer zouzeginn, datt hien en Interêt hat, quasi e perséinlechen. Well déi zwee Ugeklote Scheer a Wilmes, déi hätt hien zanter éiweg kannt. An hirem Requisitoire sot de Procureure, hien hätt seng zwee fréier Kollegeen no hirer Inculpatioun net gefrot, ob si et waren, mee ob et Beweiser géint si géif ginn. Typesch Reuland, sot si.

D’Woch vun den Enquêteurs-Rapportën a vum Requisitoire géingt déi fréier Gendarmeries-Cheffen hannerléisst bei den Observateure widder-spréchelech Gefiller. Absënns och no de Reaktiounen vun den Ugekloten. Beim Guillaume Büchler hat een d’Impressioun, hien hätt ni dierfen ugeklot ginn, ze kleng, ze oninteressant säi Job bei der Observatioun Geiben zu Bréissel. Beim militäresch strenge Chef Aloyse Harpes huet wuel den Image vun der Gendarmerie, also de Corpsgeescht als Moteur vun allen Decisiounen gebrummt. Beim Armand Schockweiler gouf et déi evasiv a widder-spréchelech Aussoen.

Firwat, dat ass nach ëmmer dat Wuert wat permanent iwwer der Bommeleeër-Affaire schwieft. Kleng Äntwerte gi riskéiert: Revanche well de Ben Geiben aus dem Land gejot gi war? E bommege Kampf fir besser Ausrüstung vun der Gendarmerie ze kréien? A wat ass mat Nato a *stay-behind*, hunn déi mat geknuppt, absënns um Findel?

Alles Theorien, keng Äntwärt. Mee ëm d’Täter an d’Attentater geet et jo an dësem Prozess bis elo net. Et geet ëm *faux témoignages* aus dem éischte Prozess, huet d’Riichterin ëmmer da betount wann hir d’Richtung vum Débat grad emol net gefall huet. De Parquet hat am Virfeld matgedeelt: „Le faux témoignage en matière criminelle (...) sera puni de la réclusion de cinq à dix ans.“ Am Prozess sot d’Procureure awer och nach, bei *circonstances atténuantes* kéint een net ënner dräi Méint goen an op Nofro huet si preziséiert, gefuerdert Strofe kéinten d’office e Sursis hunn an dee misst motivéiert sinn. Do wäerten dann Alter a Gesondheet vun den Ugekloten eng grouss Roll spillen. D’Affekote plädéieren déi nächst Woch. ●

« L'ère du néofascisme »

IIII Interview : Bernard Thomas

En amont de sa venue au Luxembourg, le chercheur Gilbert Achcar livre son analyse sur la guerre à Gaza et la « faillite de l'ordre libéral »



Sven Becker

Gilbert Achcar, ce lundi en interview avec le Land

d'Land : Gaza marque la « faillite du libéralisme atlantiste », la fin de l'ordre international de l'après-guerre, écrivez-vous dans *Gaza, un génocide annoncé*. Dans quelle époque sommes-nous en train de basculer ?

Gilbert Achcar : Je l'appelle l'ère du néofascisme. Elle ressemble très fortement à une version actualisée de la montée des extrêmes-droites durant l'entre-deux-guerres du siècle dernier. Gaza, c'est la faillite d'une prétention des gouvernements occidentaux, celle de respecter l'ordre libéral qu'ils ont eux-mêmes mis en place. Si ces règles n'ont jamais été vraiment observées, la fiction était plus ou moins maintenue. Mais les réactions par rapport à l'Ukraine et à Gaza ont été marquées par un « deux poids, deux mesures » tellement flagrant que les gouvernements occidentaux ont perdu toute crédibilité. Ce qui est encore plus grave, c'est la complicité

de fait avec la guerre génocidaire menée par Israël à Gaza. Cela va du soutien politique et du maintien de relations, y compris militaires, pour des gouvernements européens, jusqu'à la pleine participation pour les États-Unis, au point que je l'ai décrite comme première guerre conjointe américano-israélienne.

Pourtant, c'est la première fois que la Cour pénale internationale délivre un mandat d'arrêt contre un chef de gouvernement occidental, en l'occurrence Benjamin Netanyahu. Il y a donc bien eu une tentative de riposte du droit international, non ?

Je vous rappelle que c'est l'Afrique du Sud qui a saisi la Cour internationale de justice, soutenue par d'autres gouvernements du Sud global, et ceci dans la réprobation de gouvernements occidentaux. Aujourd'hui, vous avez une administration américaine qui sanctionne les magistrats de la Cour pénale internationale qui ont osé engager une action contre le gouvernement israélien. Je crois que cette faillite du libéralisme, ou plutôt de la prétention libérale, a facilité la montée du néofascisme à laquelle nous assistons à l'échelle mondiale. L'attitude de Joe Biden a facilité le retour de Donald Trump.

En mars 2025, on a vu le président du Rassemblement national, Jordan Bardella, se rendre à Jérusalem pour participer à une « conférence internationale contre l'antisémitisme », organisée par le gouvernement israélien. Sachant que le Front national a été fondé en 1972 par des anciens collaborateurs et Waffen-SS, on a l'impression d'assister à une inversion des valeurs...

Les antisémites traditionnels sont lavés de leur antisémitisme par le gouvernement israélien, qui explique qu'il y aurait un nouvel antisémitisme, surtout représenté par les musulmans critiques d'Israël. C'est ainsi que se dégage une convergence sur le terrain de l'islamophobie, qui remplace

« Gaza, c'est la faillite d'une prétention des gouvernements occidentaux, celle de respecter l'ordre libéral qu'ils ont eux-mêmes mis en place »

la haine du juif comme ingrédient idéologique central de l'extrême droite occidentale. Netanyahu est allé très loin dans cette opération de blanchiment de l'extrême droite européenne, au point de déclarer, en 2015, qu'Adolf Hitler n'avait pas d'intention génocidaire, jusqu'à ce que le mufti de Jérusalem ne lui en inspire l'idée. Cela avait déclenché un vrai tollé parmi les historiens de la Shoah.

Quelle analyse faites-vous du plan de paix de Donald Trump ?

Il y a cette illusion que Trump est en train de tordre le bras à Netanyahu pour imposer la paix. C'est du grand n'importe quoi ! Il y a une collusion évidente entre les États-Unis et Israël depuis le début de cette guerre. En utilisant le chantage de la force, Trump a réussi à rassembler des puissances jusque-là antithétiques. C'est un attelage très particulier entre les États du Golfe, l'Égypte, la Turquie. Et quand je dis les États du Golfe, c'est aussi bien le Royaume saoudien

Gilbert Achcar

Professeur émérite de l'École des études orientales et africaines (Soas) à Londres, Gilbert Achcar est l'auteur de nombreux ouvrages, dont *Les Arabes et la Shoah* (Actes Sud, 2009), *Le Choc des barbaries* (10/18, 2002), ou encore *La Poudrière du Moyen-Orient* (Fayard, 2007) qu'il a écrit avec Noam Chomsky. Il vient de sortir un recueil d'articles intitulé *The Gaza Catastrophe* (*Gaza, un génocide annoncé*, pour la version française). Le marxiste franco-libanais sera au Luxembourg ce samedi à 18 heures pour une conférence organisée par Déi Lénk au Lycée des garçons de Luxembourg.

et les Émirats-unis que le Qatar. Vous avez donc des États qui étaient traditionnellement plutôt du côté du Hamas et d'autres qui en étaient les ennemis acharnés. Ce consensus ne durera pas. Jusqu'à présent, aucun de ces États n'est disposé à envoyer des troupes à Gaza, à part peut-être la Turquie, sachant qu'Israël n'en veut pas.

L'hégémonie militaire d'Israël sur la région n'a jamais été aussi forte qu'en ce moment. L'axe iranien s'est totalement effondré ; cette faiblesse vous a-t-elle surpris ?

Je crois que la destruction du Hezbollah a surpris tout le monde, à commencer par le Hezbollah lui-même. À part les organisateurs de l'opération, personne ne se doutait du degré d'infiltration du Hezbollah par les services de renseignement israéliens, au point que ceux-ci sont parvenus à décapiter complètement l'organisation. L'Iran a donc perdu son fer de lance régional. Et puis, avec le régime syrien, est tombée la voie qui reliait l'Iran au Liban, en passant par l'Irak. Enfin, l'Iran a été directement frappé, avec la participation des États-Unis. Le régime iranien est donc très affaibli. Sur la question du nucléaire, il hésite entre capitulation et attitude de bravade, qui entraînerait une nouvelle confrontation.

Vous décrivez l'idéologie du Hamas comme un mélange entre antisémitisme européen et antijudaïsme religieux. Vous pointez son irrationalité : Les attaques terroristes du 7 octobre seraient l'expression d'un « messianisme ».

On ne peut pas comprendre le 7 octobre en le détachant d'une certaine approche mystique, qui échappe à la rationalité pratique. Il était évident qu'une opération de ce type allait déclencher une catastrophe terrible pour la population de Gaza. Surtout face à un gouvernement israélien qui venait de se constituer et qui est le plus extrémiste de l'histoire du pays. Quelle rationalité y a-t-il dans le lancement d'une opération de ce type contre un ennemi qui est mille fois plus fort et qui a les moyens de rendre tout cela au centuple ? Non seulement le Hamas ne se posait pas la question de ce qu'allait être la réponse israélienne, mais il croyait vraiment que le 7 octobre allait être le début de la libération de la Palestine, que Dieu allait envoyer ses anges combattre à ses côtés. Pour le Hamas, ce ne sont pas simplement des formules, comme certains veulent le penser parfois. Ils y croient vraiment.

Vous dénoncez également la corruption du Fatah qui atteindrait des « niveaux abyssaux ». En vous lisant, on se demande où pourrait émerger, au sein de la société palestinienne, une troisième force politique ?

« Côté palestinien, une stratégie rationnelle devrait viser à gagner une grande partie de la société israélienne à la cause palestinienne. La seule lueur d'espoir qui permette d'envisager une telle perspective, c'est ce qui se passe au niveau de l'opinion publique occidentale, en particulier américaine »

Elle n'existe pas en tant que force organisée spécifique. Mais la grande majorité des Palestiniens rejette également le Hamas et l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas. Les Palestiniens qui comprennent le mieux la situation sont les Arabes détenteurs de la citoyenneté israélienne, les « Palestiniens de 1948 ». Ils connaissent de près l'État d'Israël. Ils savent que pour obtenir l'émancipation des Palestiniens, il faut scinder la société israélienne. De ce point de vue-là, la stratégie du Hamas est catastrophique, car elle produit exactement le contraire. Elle contribue à souder la population israélienne autour de l'attitude la plus droitière, la plus belliciste possible. Je continue à soutenir que le recours à la violence n'est pas dans l'intérêt des Palestiniens. Il faut miser sur un mouvement populaire de masse et une lutte non violente, comme le fut l'Intifada en 1988. Vu les rapports de forces, c'est le meilleur moyen pour les Palestiniens de faire avancer leurs droits.

Le nom de Marwan Barghouti, emprisonné depuis 2002 en Israël, apparaît régulièrement comme un po-

tentiel unificateur. Une série d'elder statesmen vient d'ailleurs d'appeler à la libération de celui qu'ils désignent comme un Mandela palestinien.

L'analogie ne tient pas debout. Il y a une tendance à prendre les désirs pour des réalités. Ce n'est pas d'un Mandela dont les Palestiniens ont besoin. Ils l'ont eu avec Arafat qui a fait Oslo en 1993, à la même époque, justement, que la fin de l'apartheid. Mais aujourd'hui, les Palestiniens n'ont plus rien à concéder. Que ce soit Barghouti ou un autre, ça ne va rien changer à l'affaire... S'il faut attendre un sauveur – en général, c'est au masculin que ça se conjugue –, c'est plutôt du côté israélien. Yasser Arafat l'expliquait tout le temps : Il nous faut un de Gaulle israélien, en faisant allusion à l'Algérie. C'est-à-dire un dirigeant qui ait la volonté et la légitimité de dire : Il faut quitter les territoires occupés en 1967 et les remettre aux Palestiniens.

La solution à deux États apparaît de plus en plus chimérique : Plus d'un demi-million de colons habitent aujourd'hui en Cisjordanie. Le territoire est de plus en plus morcelé, les colons de plus en plus violents...

Aujourd'hui, on ne voit vraiment pas comment sortir de cette impasse tragique. Les choses, encore une fois, ne pourraient changer que s'il y avait une nouvelle scission au sein de la société israélienne. Il faudrait qu'émerge un nouveau courant fort qui réussisse à établir, dans la conscience publique, que c'est dans l'intérêt des Israéliens eux-mêmes d'établir une véritable paix avec les Palestiniens et le monde arabe. Mais on en est très loin aujourd'hui.

À moyen terme, Israël risquera de payer un prix politique très élevé pour la destruction de Gaza. Car au sein de la société américaine, le soutien à Israël ne fait plus du tout l'unanimité, notamment chez les jeunes Juifs progressistes. Un prochain président démocrate pourrait donc dévier de la traditionnelle ligne américaine ?

Je disais tout à l'heure que, côté palestinien, une stratégie rationnelle devrait viser à gagner une grande partie de la société israélienne à la cause palestinienne. La seule lueur d'espoir qui permette d'envisager une telle perspective, c'est ce qui se passe au niveau de l'opinion publique occidentale, en particulier américaine. Un récent sondage du *Washington Post* estime que près de quarante pour cent des Juifs américains pensent qu'Israël a commis un génocide à Gaza. Vous avez une majorité de jeunes Juifs américains qui déclarent aujourd'hui avoir plus de sympathie pour les Palestiniens que pour Israël. C'est cela qui me semble être le plus important pour l'avenir. ●



Manifestation pour la Palestine du 28 septembre

Gilles Kasper



Nico Pundel in seinem Büro

Irgendwie grün

IIII Sarah Pepin

Nico Pundel ist Bürgermeister von Strassen. Porträt eines unwahrscheinlichen Christsozialisten

So ganz will er nicht in seine Partei passen. Am 30. September, kurz vor dem sogenannten Waffenstillstand in Gaza, beschlossen CSV-Bürgermeister Nico Pundel und sein Schöffenrat, die palästinensische Flagge vor der Gemeinde zu hissen. Er habe keine Rede halten können zur Commemoration, das Motto „Nie wieder“ wiederholen, und dann im Hinblick auf den Genozid die Augen schließen, erklärt Nico Pundel an einem bitterkalten Montagnachmittag in seinem Büro in der Gemeinde. Auf Facebook ist er gemeinsam mit seiner Ersten Schöffin Betty Welter-Gaul (LSAP) auf der Palästina-Demo zu sehen. Ungewöhnlich für einen CSV-Politiker. Doch Nico Pundel schert sich wenig um die nationalpolitische Agenda seiner Partei: „Mir ist egal, was sie sagen und denken.“ Die Anerkennung Palästinas kam ihm zu spät; er führt das unter anderem auf den „Israel-Komplex“ zurück, den viele westliche Politiker hätten.

Seine Begeisterung für Technik habe ihn motiviert, in die Politik zu gehen. Beeinflusst wurde er auch davon, dass sein Vater ebenfalls in der CSV politisch aktiv war. (Armand Pundel, Ingenieur, habe jedoch Schwierigkeiten gehabt, gewählt zu werden, da er kein gebürtiger Strassener war.) Als Nico Pundel ihm erklärte, er wolle sich bei den Grünen engagieren, sah sein Vater so verdrossen aus, dass er es sich anders überlegte und der Familientradition folgte. Seine beiden Geschwister, Catherine und Michel Pundel, sind ebenfalls in der CSV aktiv, ebenso wie seine Schwägerin. Einige der Familienmitglieder sitzen in konsultativen Ausschüssen der Gemeinde.

Doch in Umweltfragen habe er sich den Grünen immer schon nah gefühlt, sagt Pundel. Auch das war ein Grund dafür, dass die CSV in Strassen nach den Wahlen 2023 nicht nur mit der LSAP, sondern auch mit den Grünen koalierte – rein arithmetisch hätte Schwarz-Rot eine Mehrheit gehabt.

1966 in Bettemburg geboren, verbrachte er seitdem sein ganzes Leben in Strassen – das Maschinenbaustudium in Stuttgart ausgenommen. Nach den Studienjahren begann er eine Karriere als Ingenieur bei Paul Wurth, reiste viel, war kaum zuhause. Er heiratete, bekam drei Kinder und begann in der Stadtverwaltung der Hauptstadt zu arbeiten, unter anderem als Direktor des Wasserwerks. Mit dem Essigunternehmen Pundel sei er nicht direkt verwandt, die seien ein „weiterer Zweig“ des Familienbaums aus Wormeldingen (wo der CSV-Bürgermeister Claude Pundel heißt), sagt er. Marco Koeune, DP-Bürgermeister der Oberstaueegemeinde, ist ein Cousin auf der Seite seiner Frau, Marianne Lutgen.

Allein Luxemburg-Stadt zeigt eine größere Diversität als Strassen auf. 59,44 Prozent der Strassener kommen aus dem Ausland. Auf den Straßen hört man viel Englisch, im Schulhof alle erdenklichen Sprachen. Vor 175 Jahren beschloss die Gemeinde Bartringen, sich von ihrer Nachbargemeinde zu trennen, und Strassen wurde unabhängig. Was damals ein kleines Dorf am Rand der Hauptstadt mit etlichen Bauernhöfen war, ist seit dem 19. Jahrhundert stetig gewachsen: In den 1960er- und 70er-Jahren zog es Familien in den Vorort der Hauptstadt.

Die Bevölkerung hat sich seit 1980 mehr als verdoppelt, heute leben etwa 10 500 Menschen dort. „Wat fréier de Bel-Air war, ass haut Stroossen“, sagt Nico Pundel zur Verschiebung des städtischen Ballungsrums.

In seiner Gemeinde arbeitete er sich beständig nach oben. 2005 kandidierte er zum ersten Mal, seit 2011 ist er Erst-Gewählter auf der CSV-Liste. Die DP, historisch stärkste Partei in der Gemeinde, musste sich 2007 nach einem Misstrauensvotum der Opposition (CSV, LSAP und Grüne) geschlagen geben, im Sinne von „mehr Bürgernähe und einer sozialen Klima- und Umweltpolitik“. Die Spannungen, die den Gemeinderat in und nach dieser Zeit geprägt hätten, gebe es heute nicht mehr, sagt Nico Pundel. Nach einigen Jahre als Schöffe wurde nach den Wahlen 2017 mit dem LSAP-Bürgermeister Gaston Greiveldinger ein Amt-Splitting vereinbart – 2021 wurde Nico Pundel als Bürgermeister vereidigt. Nationale Ambitionen hat er wenig an den Tag gelegt. Sowohl 2013 als auch 2018 kandidierte er im Bezirk Zentrum für die Kammerwahlen, verbesserte sein Resultat nach fünf Jahren vom 18. auf den 13. Platz. Doch in der ersten Liga der Stadt-Notabeln spielte er nie mit.

Für seine Gemeinde reist er mit dem Volleyballclub nach Montenegro, mit dem FC Una Strassen nach Dundee. (Vergangenes Wochenende weihte er das neue Stadion neben FLF-Präsident Paul Philipp und CSV-Sportminister Georges Mischo ein; Kostenpunkt 25 Millionen Euro.) Politische Wegbegleiter beschreiben ihn als engagiert, und als jemand, der Entscheidungen treffen kann und sie auch durchzieht. Er habe ein offenes Ohr, sagt die DP-Opposition. Einige der Räte kennt Nico Pundel schon aus der Elternvereinigung, als ihre Kinder gemeinsam in der Schule waren. Am Ende dieser Legislaturperiode will er sich zurückziehen. Die Gemeinde sei „sattelfest“, sagt er, und die Nachfolge gesichert.

Zu Beginn seiner Karriere interessierte er sich wenig für Sozialpolitik. Dass das heute anders ist, lässt sich auch auf die Zusammenarbeit mit seiner Ersten Schöffin Betty Welter-Gaul (LSAP) zurückführen. (Die beiden anderen Mitglieder des Schöffensrats sind ebenfalls Frauen – eine Rarität in der Gemeindepolitik.) Welter-Gaul positioniert sich am linken Rand der LSAP. Zu ihrer Zusammenarbeit sagt der Bürgermeister: „Hatt gëtt mer d'Steng, an ech geheien se.“ Die Caritas-Affäre liege ihm noch immer schwer im Magen. „Wenn man Banken retten kann, kann man auch die Caritas retten. Und dann auch noch jemand aus den Big Four als Führungskraft nominieren!“, ruft Nico Pundel. Er habe Hoffnung in die jungen CSV-Parlamentarier/innen gesetzt, dass die nicht so schnell „Mainstream“ würden – das habe sich aber nicht bewahrheitet.

Hinter ihm hängt ein Bild von John Lennon. Großer Fan? „Ech kommen aus där Zait“, sagt er und lächelt. Strassen ist in einigen Dossiers Vorreiter: Als erste Gemeinde baute Strassen ein Tiny House; führte das Nachbarschaftsnetzwerk Hoplr ein und stellte einen Streetworker ein, um Jugendliche, die etwas verloren wirken, zu unterstützen. Unaufgefordert erzählt Nico Pundel von seinen Plänen, den Stundenplan, den heiligen Gral der Schulorganisation, umstellen zu wollen. Vor zwei Jahren schlug er tägliche Unterrichtseinheiten bis 14.30 Uhr vor, um sich den „gesellschaftlichen Gegebenheiten“ anzupassen. Die Vereine, die Maison Relais, alle könnten ihre Arbeitsweise verändern und in den Nachmittag verlegen. Er berief eine Arbeitsgruppe ein, doch vom Lehrpersonal kam niemand. Er versteht bis heute nicht, warum es keinen Willen gab.

Als vergangenes Jahr Diskussionen um sexuelle Belästigung im 35-Millionen-Schwimmbad Les Thermes in der Gemeinde aufkamen, und das *Wort* einen Artikel mit Zeugnisaussagen publizierte, erklärte Nico Pundel, Strassen habe die schönste Sauna des Landes, und das ziehe Voyeure an. Er war unzufrieden mit der Berichterstattung. Im Gespräch mit dem *Land* sagt er, er sei kein Saunagänger und habe vielleicht nicht das richtige „Feeling“ für diese Probleme. Und schiebt nach: „Kënnen d' Leit sech net packen?“

2018 geschah ihm das Unvorstellbare. Sein älteste Tochter nahm sich das Leben nach einem Kampf mit Depressionen. Das im kleinen Luxemburg, in dem das Thema seelisches Leiden in vielen Milieus immer noch tabu ist. Nico Pundel spricht offen darüber. Als Eltern sei man null auf eine solche Situation vorbereitet, es sei das Schlimmste, was ihm in seinem Leben passiert sei. Seine Tochter Vicky Pundel engagiert sich mittlerweile in der Suizidprävention, zuletzt vergangenes Wochenende im RTL-Background, um die Erfahrung zu verarbeiten. Aus den Aussagen der Familie kristallisiert sich heraus, dass das Angebot für junge Menschen in psychischen Krisensituationen völlig unzureichend ist. „Als junge Frau mit 70-jährigen Alkoholikern in der Psychiatrie zu sitzen, ist nicht hilfreich. Es gab keinen Platz für sie“, sagt Nico Pundel. Er habe sich dieses Jahr sieben Wochen zur Trauerarbeit in eine Traumaklinik begeben. „Irgendwann muss es weitergehen. Man hat das Recht, auch wieder zu lachen.“ ●



La traversée de la rivière Drina qui sépare la Bosnie-Herzégovine et la Serbie, est l'étape la plus mortelle de toute la route des Balkans

Il n'y a plus de pont sur la Drina

IIII Simon Rico (Belgrade)

Officiellement, les frontières des Balkans sont fermées. En réalité, les exilés sont devenus indétectables et entièrement à la merci des passeurs. Enquête

Un « migrant » poignardé, retrouvé « dans une mare de sang » au printemps en périphérie de Belgrade, un autre tué dans une fusillade avec la police aux portes de la Croatie, deux cadavres découverts dans les bois tout près de la Hongrie, plusieurs bagarres mortelles entre des ressortissants afghans à l'arme blanche à Obrenovac... Depuis le début de l'année, les morts violentes d'étrangers sans papiers sont en forte hausse en Serbie. « Plusieurs gangs se battent pour le contrôle du marché », explique Milica Švabić, juriste de l'ONG KlikAktiv. De leur côté, les autorités tentent de cacher le phénomène : nos questions au ministère de l'Intérieur sont restées sans réponse. Tandis que les médias proches du pouvoir se montrent peu déserts.

Sans doute parce que cette flambée de violence vient mettre à mal le discours officiel, qui prétend que les migrations irrégulières ne sont plus un problème. Belgrade peut s'appuyer sur les chiffres officiels de Frontex indiquant une chute de plus de 90 pour cent des franchissements illégaux des frontières extérieures de l'Union européenne via la route des Balkans après le pic de 2022. « L'UE et les pays des Balkans ont tout intérêt à se réjouir d'une telle baisse : cela valide les énormes investissements consentis pour la prétendue sécurisation des frontières », remarque le chercheur et activiste humanitaire Stevan Tatalović. « Sauf qu'en réalité, personne ne sait combien de personnes empruntent aujourd'hui la route des Balkans. » Ce spécialiste de l'asile et du contrôle des frontières rappelle notamment qu'une infime minorité d'exilés se fait encore enregistrer dans les centres gérés par l'État serbe, ce qui sert de base à l'établissement des statistiques nationales. « Seuls les plus vulnérables s'y arrêtent de leur plein gré, quand ils sont blessés ou qu'ils n'ont plus d'argent. Les autres sont amenés de force par la police. »

De plus en plus de morts et d'enlèvements

Les exilés sont devenus invisibles sur la route des Balkans, désormais divisée en une multitude d'itinéraires pour plus de discrétion, et les jungles ont presque disparu. La plupart de ceux qui la traversent sans papiers sont hébergés dans des logements anonymes et transportés dans des véhicules privés vers les points de passage. « Les passeurs prennent tout en charge et leur déconseillent même de parler aux humanitaires en leur faisant croire que nous serions de mèche avec la police », déplore Milica Švabić. « En les isolant, ils les mettent dans une situation de dépendance totale, qui laisse la place à tous les mauvais traitements imaginables. »

Les risques pris pour échapper aux autorités se matérialisent concrètement par les tombes portant l'inscription NN (*Nomen Nescio*, nom inconnu) de plus en plus nombreuses dans les cimetières, particulièrement près des frontières. Il y en a plusieurs centaines, peut-être plus selon les ONG, qui déplorent qu'aucune statistique officielle ne soit disponible. « Pendant des années, tout le monde disait que la route des Balkans était un itinéraire beaucoup plus sûr que la Méditerranée, malgré les refoulements et les violences de la police. Paradoxalement, l'arrivée de Frontex l'a rendue plus dangereuse », insiste Stevan Tatalović.

Les trafiquants seraient toujours plus violents et multiplieraient entre autres les kidnappings pour rançonner les familles. En Bosnie-Herzégovine, le gang afghan BWK a ainsi fait couler beaucoup d'encre : ses membres, très jeunes, sont accusés d'avoir enlevé et torturé des dizaines d'exilés. Trois d'entre eux ont même été jugés et condamnés à 22 mois de prison ferme. « On ne

« 20 000 euros pour aller d'Afghanistan jusqu'en Allemagne »

Milica Švabić, KlikAktiv

voit qu'une toute petite partie émergée de l'iceberg », assure Silvia Maraone, une humanitaire italienne basée de longue date dans le pays. « La plupart des violences, les réfugiés n'en parlent pas parce qu'ils ont besoin des trafiquants pour avancer. Plus aucun passage de frontières sur la route des Balkans ne se fait sans ces groupes criminels : ils ont un marché captif basé sur la peur », poursuit-elle. En notant que leur mode opératoire est le même qu'en Libye.

TikTok, la vitrine des passeurs

Pour trouver les services de passeurs, il suffit de se connecter à TikTok : le réseau social fourmille de comptes et de contenus en faisant la promotion. « Ces gens sont passés maîtres dans l'art du marketing digital », reconnaît Miodrag Jevtić, coordinateur de la mission de Médecins Sans Frontières en Serbie. Des comptes y proposent des services dignes d'agences de voyage, avec des formules de Peshawar jusqu'à Londres ou de Serbie vers l'Italie, présentées via des vidéos d'animation illustrant le voyage et les modes de transport utilisés. Certains mettent en scène leurs clients satisfaits, d'autres laissent carrément leur numéro de téléphone, souvent avec l'indicatif de la Turquie (+90).

Les gangs n'hésitent pas à pavaner, signant leurs posts et les agrémentant d'émojis ninja, couronne, aigle ou AK-47 pour montrer leur force. Ils vantent leurs armes, leurs gains, leur présence jusque dans les pays de destination et se moquent ouvertement des polices européennes. Les innombrables vidéos laissent en outre entendre que les passages sont massifs — avec des familles entières ou des camionnettes pleines à craquer — et confirment que les trafiquants opèrent ouvertement dans les camps officiels.

Des coûts exorbitants

Les échanges se poursuivent ensuite sur les applications de communication classiques : Snapchat, WhatsApp ou Telegram, en utilisant surtout des messages éphémères pour éviter de laisser des traces. C'est ce que nous ont confirmé des exilés marocains. « Une fois, j'ai préféré jeter mon téléphone quand la police m'a arrêté », confie l'un d'eux. Ce groupe d'une quinzaine de jeunes hommes âgés de 17 à 34 ans est venu se reposer et récupérer quelques vêtements chauds dans les locaux d'Info Park, la dernière organisation de Belgrade à disposer d'un espace d'accueil ouvert. Après avoir passé environ une semaine cachés dans une jungle en périphérie de la capitale serbe aux côtés d'Algériens et de Tunisiens, ils attendent leur transfert, « dans la journée », vers la frontière hongroise.

« C'est 15 euros la nuit sous un toit, mais comme on n'avait pas assez, on a dû dormir dehors », raconte Hamza, originaire de Fès. Assistant vétérinaire, il s'est résolu à partir malgré la grossesse de sa femme. « Plus de travail et la répression politique qui se durcit », justifie-t-il, avant de glisser : « Ma fille doit naître dans trois mois ». D'ici là, il espère être arrivé en France, où il a de la famille, « à Nice, à Marseille et à Bordeaux ». Depuis 2023, les coûts des passages auraient flambé, en corrélation avec le renforcement du contrôle des frontières lié au déploiement de Frontex dans tous les Balkans occidentaux et à l'entrée dans Schengen de la Croatie puis de la Bulgarie et de la Roumanie. « 20 000 euros pour aller d'Afghanistan jusqu'en Allemagne, c'est énorme. Qui peut se payer ça ? », s'interroge Milica Švabić. Selon les témoignages recueillis par son ONG KlikAktiv, de plus en plus d'exilés se retrouvent exploités, même sexuellement, pour payer leurs dettes et pouvoir poursuivre leur périple.

Les autorités détournent le regard

Que font les États de la route des Balkans pour lutter contre les réseaux de trafiquants ? « Pas grand chose », répondent en chœur les humanitaires. Ils partagent le même constat : quelques arrestations ont bien lieu, mais ce sont toujours les petites mains qui tombent. « Les gros bonnets ont des passeports européens et se moquent des frontières », pointe Stevan Tatalović, en évoquant aussi les liens avec les réseaux criminels locaux.

Partout, les autorités rabâchent le même discours : les Balkans ne sont qu'une terre de transit. Le message s'adresse tant à leurs opinions publiques, sur le mode « ne vous inquiétez pas », qu'aux exilés, pour leur signifier que leur place n'est pas ici. Depuis 2008, la Serbie n'a ainsi accordé l'asile qu'à 118 personnes, dont une seule en 2025. Comment s'étonner, dans ces conditions, que les camps officiels soient aujourd'hui presque vides et les activités des passeurs florissantes ? Quant aux ONG, leur nombre se réduit à peau de chagrin sur la route des Balkans. En cause, la chute des financements internationaux, indexés sur les statistiques officielles des passages. « Avant le Covid-19, il y en avait une quinzaine en Serbie, aujourd'hui on les compte sur les doigts d'une main. Résultat, plus grand monde ne peut aller sur le terrain », grince Stevan Tatalović. Si rien ne change, il ne restera bientôt plus que les trafiquants aux côtés des exilés sur cet itinéraire aux portes de l'UE. Pour le pire, et certainement pas le meilleur. ●

Business Case

IIII Pierre Sorlut

La naissance du lobby LuxDefence est accueillie chaleureusement : un relais de croissance dans une conjoncture morose et un contexte guerrier

« C'est ici qu'on signe les deals ? », demande malicieusement un homme en costume gris se lavant les mains dans les toilettes de la Chambre de commerce. « En Finlande, on fait affaires dans les saunas, au Luxembourg, c'est donc là », poursuit le badin. Va s'ouvrir dans quelques minutes au siège de l'institution patronale la conférence inaugurale de LuxDefence, le nouveau lobby national thématique. La salle principale au sous-sol affiche complet ce lundi soir. Un espace adjacent est même mobilisé pour y rediffuser discours et débats. Un succès remarquable pour cet événement d'apparence plutôt formelle.

Une certaine euphorie est palpable. Le directeur général de la Chambre de commerce, Carlo Thelen, pose le contexte. L'Otan regagne sa « pleine pertinence » (depuis l'agression russe). Le budget 2026 prévoit plus d'un milliard d'euros pour la défense. Deux pour cent du revenu national brut, une étape sur la voie des 3,5 pour cent, engagement (auquel il faut ajouter 1,5 pour cent investi dans la « résilience ») pris à La Haye envers l'alliance de l'Atlantique nord... et le président du premier contributeur, les États-Unis. « Cet effort n'est pas seulement une contrainte budgétaire, c'est également une formidable opportunité économique », introduit Carlo Thelen. Il complètera le lendemain, en marge la présentation de l'avis sur le Budget : « La croissance nous fait défaut depuis cinq ans et les perspectives ne sont pas brillantes ». La défense en serait donc le relais. (La lutte contre le réchauffement climatique, qui n'a jamais été saluée ici comme une opportunité en tant que telle, ne sera pas évoquée de la soirée.)

Au printemps, l'institution patronale avait soumis au gouvernement un cahier de dix recommandations pour favoriser l'émergence d'un complexe militaro-industriel luxembourgeois. Figurait notamment la nécessité de créer un lobby *ad hoc*. Le voici : « LuxDefence est la preuve que le secteur privé luxembourgeois sait se mobiliser au service du bien commun », juge Carlo Thelen avant de céder le micro à Yuriko Backes. « I can just say wow », lâche la ministre (DP) de la Défense face à l'affluence exceptionnelle. (Était notamment présent son prédécesseur au ministère des Finances en 2022, Pierre Gramegna, installé ensuite à la direction générale du Mécanisme européen de stabilité.) Yuriko Backes a salué le chemin parcouru depuis le lancement du partenariat public-privé LuxGovSat en 2015 : « Qui aurait-pu imaginer il y a dix ans que nous lancerions LuxDefence ? », interroge la ministre qui a récemment déposé le projet de loi LuxGovSat2. La libérale souligne notamment les 110 entreprises luxembourgeoises identifiées par l'agence Luxinnovation comme travaillant dans le secteur militaire, un nombre qui « a triplé ces dernières années ». LuxDefence et ses 80 membres-fondateurs peuvent compter sur la direction de la Défense, dit-elle, pour placer les PME luxembourgeoises sur ces marchés éminemment internationaux. Le gouvernement « encourage vivement (...) la création de synergies pour le développement de capacités et de technologies destinées à la fois à des applications à double usage et à des capacités et applications purement liées à la défense ».

[...]

Le général
Steve Thull
lundi
à la Chambre
de commerce



Carlo Thelen, Frank Thomé, Pit Ferring, Yuriko Backes, André Wilmes et Pierre Gramigna

L'union patronat et exécutif revit dans la diversification par la défense

produit des pièces en tungstène. La double vocation des produits permet aussi une certaine agilité en « répondant présent sur plusieurs segments de marché ». L'entrepreneuse, Sam Staincliffe, relève l'intérêt des capitaux levés pour l'armée afin de « développer » son entreprise, mais prévient de la dimension potentiellement « chaotique » des contrats de défense. « La défense peut avoir besoin d'investir dans votre entreprise, changer d'avis, puis revenir vers vous dans cinq ans, » relève la cofondatrice d'Uplift360, start-up développant des technologies chimiques pour recycler les matériaux. « C'est une véritable opportunité pour nous de galvaniser (...) », continue-t-elle. Frank Thomé avertit néanmoins sur les « exigences » propres au secteur et auxquelles toutes les PME ne sont pas forcément encore attentives : un système informatique robuste pour prévenir des attaques, des locaux sécurisés ou éventuellement des habilitations sécurité.

La défense a longtemps été considérée comme un tabou au Luxembourg. « Je me demande où cet argent doit aller : Voulons-nous sérieusement produire des chars et des bombes ? », s'interrogeait encore Jean-Claude Juncker en mars (*D'Land*, 14.03.25) avant de confier que, Premier ministre, il avait empêché à deux reprises qu'une entreprise de l'armement s'installe au Grand-Duché. *Merkur*, le magazine de la Chambre de commerce, consacre sa une automnale « aux grandes manœuvres » économique-militaires. « Tendance : Drone qui peut ! », lit-on sur la première page affichant un aéronef sans pilote, un radar, un satellite et un fantassin sur une carte du Grand-Duché. Dans le grand salon du sous-sol de la Chambre de commerce lundi soir, sont disposées des plaquettes à l'effigie des entreprises participant à l'initiative LuxDefence. Sur scène, Frank Thomé confie que Ceratizit relocalise au Luxembourg une ligne de production de pièces pour des munitions. 17 personnes travailleraient dessus pour générer un chiffre d'affaires annuel de quinze millions d'euros, explique-t-il au *Land*. Et la loi de 2022 sur les armes qui, selon LuxDefence, interdirait toute production d'armement ? Cette loi ne viserait que les armes dans le civil, selon la ministre interrogée par *RTL*. Mais le gouvernement travaille à une loi clarifiant cet aspect. En attendant, Ceratizit a demandé aux ministères en charge s'il lui était permis d'installer au Luxembourg cette machine produisant des « pénétrateurs balistiques ». Une sorte de ruling industrialo-militaire qui symbolise le renouveau de l'union entre l'économie et le politique. Le temps de la sempiternelle plainte patronale sur l'indexation ou la chute de la productivité semble révolu. Au moins pour un soir. ●

[Suite de la page 13]

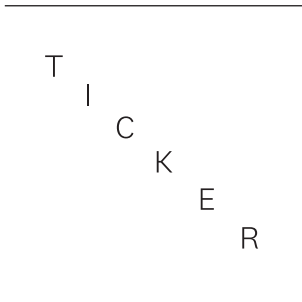
« Mais, bien sûr, la Realpolitik façonne tout cela », tempère quand même Yuriko Backes. « Ce n'est pas quelque chose qui nous réjouit particulièrement », poursuit la représentante du gouvernement. D'ailleurs, les ministres ne seraient « pas très populaires » face à des « citoyens qui aimeraient que ces sommes colossales soient dépensées ailleurs ». Mais il s'agirait-là de « défendre les démocraties ». Le président de LuxDefence, André Wilmes, se lance d'ailleurs dans un plaidoyer : « Nous sommes ici pour construire, pas pour théoriser ou élaborer des stratégies. » Celui qui dirige aussi le groupe Rotarex, concevant des systèmes de protection incendies adaptables à l'environnement militaire, désigne un mouvement qui s'accompagne « d'un profond sens des responsabilités envers la société (...) aux prémices d'une nouvelle ère stratégique » : « LuxDefence n'est pas qu'une association, c'est un engagement, un engagement envers l'intérêt national, un engagement envers la souveraineté européenne, un engagement envers nos partenaires, un engagement envers nos enfants. »

L'objectif serait de fournir des « capacités de défense tangibles et efficaces à notre pays, à nos voisins européens et aux autres nations de l'Otan » face au retour de la guerre sur le Vieux Continent : une guerre meurtrière en Ukraine, une guerre hybride en Europe occidentale, entre cyberattaques, survols de drones et tentatives de déstabilisation. André Wilmes envisage de faire converger les « forces » et les interconnecter dans un « cadre européen multinational et multilingue ». L'objectif ne serait pas seulement « d'intégrer le Luxembourg dans les chaînes de valeurs européennes, mais de faire en sorte que le pays soit vu comme un partenaire et un écosystème de choix ». Durant le panel qui suit les discours, le vice-président de LuxDefence, Robert Schaus, lancera l'idée d'un Luxembourg comme terrain d'entente pour les industries nationales aux intérêts apparemment divergents, à l'image de ce qu'il a été aux

premières heures de la construction européenne autour du charbon et de l'acier. « Nous avons été un modérateur, un catalyseur pour rassembler des industries qui se battaient entre elles », constate le CEO de Presta Cylinders, société de Kleinbettingen spécialisée dans le contrôle et la rénovation de contenants métalliques et composites. L'opérateur de satellites SES a suivi ce modèle dans les années 1980.

La numéro deux de la direction de la Défense, Hélène Massard, affirme la crédibilité du Grand-Duché dans ce contexte. La responsable du « retour économique » cite l'exemple de la société North Fire (devenu North Defence) qui a installé en mars son siège européen au Luxembourg. L'entreprise dirigée par un ancien sous-officier de l'armée britannique conçoit des véhicules d'intervention légers, des 4x4 qui peuvent être affectés alternativement aux secours civils ou à l'armée. Les PME luxembourgeoises se placent, elles, surtout sur les marchés publics en matière de défense. Les services de Yuriko Backes entendent les intercaler sur les chaînes d'approvisionnement. Hélène Massard, qui a parcouru les salons thématiques ces derniers mois, confie que les grands groupes recherchent « plusieurs fournisseurs » afin de s'assurer une production résiliente : « Nous devons nous engager dans des collaborations internationales et intégrer ces chaînes. Pour cela, il faut être visibles et compétitifs », assure la représentante du ministère de la Défense. Sont citées des productions luxembourgeoises dans l'arsenal militaire international : Euro-composites (Echternach) vend des matériaux utilisés dans les avions de combat F-35 et Eurofighter Typhoon. Saturne Technology (Contern) imprime des pièces métalliques destinées aux moteurs des Dassault Rafale. Goodyear produit des pneus *run flat* ou *blast resistant* pour les véhicules militaires.

« Avec les applications à double usage, tous les industriels deviennent des fournisseurs potentiel de la défense », assure Frank Thomé, membre du directoire de Ceratizit, firme qui



Gazprombank assigne le ministre des Finances



« Le ministère n'a pas appliqué les règles correctement », a fait savoir François Moysé mardi après-midi devant le tribunal

administratif. Au nom de Gazprombank, l'avocat conteste une décision prise le 26 septembre 2023 par la ministre des Finances, Yuriko Backes (DP), à savoir de rejeter la demande de suspension de gel des titres de sa mandante (non sanctionnée en UE) détenus chez Clearstream sur le compte de la National Settlement Depository moscovite, institution sanctionnée. Le gel avait été prononcé en février 2022 après l'agression russe sur l'Ukraine. « Depuis il y a eu de nombreuses sanctions et on comprend bien qu'aucune opération aidant la Russie ne soit autorisée », a avancé François Moysé, mais son associé Laurent Heisten a fait valoir que les avoirs des personnes non sanctionnées par l'UE « ne doivent pas être bloqués ». Il s'agirait d'une « situation contraire au droit de la propriété, un droit

protégé par la Charte des droits fondamentaux de l'UE ». En septembre 2024, le Tribunal de l'UE a confirmé que le règlement européen sur les sanctions permettait « aux autorités nationales d'autoriser un déblocage de fonds ou de ressources économiques de la requérante (NSD) afin de lui permettre de réaliser un paiement prenant la forme d'une restitution des titres de ses clients qu'elle détenait dans ses comptes gelés auprès de dépositaires de titres établis dans l'Union ». Or, le ministère aujourd'hui dirigé par Gilles Roth (CSV, photo : sb) comprendrait qu'il peut dégeler des fonds mais qu'il n'y est pas tenu. Laurent Heisten réfute et cite encore l'accord de protection réciproque des investissements signé en 1989 par le Luxembourg, la Belgique et l'URSS. L'oligarque Mikhail Fridman

s'appuie sur ce texte pour réclamer 16 milliards de dollars au Luxembourg au titre de préjudice des sanctions prononcées contre lui en 2022. **PSO**

RDV à Strasbourg

Ce jeudi, la Cour de cassation a débouté CLT-Ufa dans un nouvel arrêt Nickts. L'instance a confirmé la décision de la Cour d'appel du 19 décembre 2024 qui avait interdit au diffuseur de *RTL* de publier le nom, le prénom et l'image de l'ancien directeur de la Fédération syndicaliste des facteurs qui avait, entre 1985 et 2002, détourné quatorze millions d'euros d'épargne à un demi-millier de ses camarades postiers et écopé de six ans de prison. En 2016, *RTL* a entrepris différents reportages revenant sur ce qui reste l'une des plus grandes arnaques locales,

mais des actions en justice ont été intentées. « En adoptant une mesure d'interdiction limitée (...) sans faire interdiction à la CLT-Ufa de diffuser des informations sur les faits de l'époque (...), (les juges de la Cour d'appel) ont établi un juste équilibre entre le droit à a protection de la vie privée actuelle (de l'intéressé) et le droit à la liberté d'expression et d'information de la CLT-UFA », fait valoir le communiqué du parquet au nom de la Cour de cassation. En janvier, CLT-Ufa avait vu là une « censure » constituant « un précédent défavorable » ayant un effet dissuasif sur les médias. Le patron de *RTL*, Christophe Goossens, envisage toujours les choses ainsi. Face au *Land*, il confirme que CLT-Ufa poursuivra le Luxembourg devant la CEDH à Strasbourg pour atteinte à la liberté d'expression. **PSO**

Arendt est servi

Arendt & Medernach a annoncé cette semaine avoir cédé la majorité du capital de sa *spin off* Arendt Investor Services au groupe d'investissement dans les services financiers BlackFin Capital Partners. Selon *Paperjam*, la transaction valoriserait l'entreprise à 500 millions de dollars. Les associés de ce domiciliataire générant soixante millions d'euros de chiffre d'affaires annuel et quinze de bénéfice encaissent donc un joli pactole quinze ans après sa création. L'entreprise avait été créé ex nihilo en 2009 (en pleine crise financière) par un quintet d'associés (Paul Mousel, Guy Harles, Claude Kremer, Philippe Dupont et Claude Niedner) du plus grand cabinet d'avocats du Luxembourg, pour compléter ses services. **PSO**

C'est un brin curieux tout de même !

IIII Julie Ming

Alors que le Grand-Duché se passionne pour la « réforme » des retraites qui voit des « méridianopètes » conjecturer sur des déficits avec deux chiffres après la virgule en 2070, une réforme fiscale à potentiels et notables impacts budgétaires (-900 millions d'euros par an) et juridiques (compatibilité avec le principe constitutionnel de la capacité contributive) se prépare dans une relative indifférence.

Parce que, et c'est politiquement très habile, la réforme fiscale en question est présentée comme une pierre supplémentaire dans l'édifice – *méi Netto vum Brutto* – rothien, le contribuable satisfait de savoir qu'il paiera probablement moins d'impôts circule et considère qu'il n'y a rien à voir ni à en redire.

Le procès-verbal de la réunion du 1^{er} juillet de la commission parlementaire des Finances durant laquelle l'introduction d'une classe d'impôt unique a été discutée comporte pourtant un ensemble d'enseignements pas piqués des hannetons.

Alors qu'un lecteur attentif du *Land* était jusqu'ici fondé à croire que 85 pour cent des contribuables actuellement imposés en classe 2 s'en sortiraient mieux dans la nouvelle classe d'impôt unique et que les quinze pour cent restants auraient intérêt à opter pour la période transitoire de vingt ans (*d'Land* du 04.07.2025), le procès-verbal tend à infirmer cette croyance.

Il y est ainsi indiqué que « 85 % des contribuables ont intérêt de passer à la future classe d'impôt unique : il s'agit notamment des contribuables imposés dans la classe d'impôt 1, de ceux imposés dans la classe d'impôt 1a, et de ceux imposés dans la classe d'impôt 2 lorsque la répartition entre les

revenus du ménage se situe autour de 75-25% ou si les revenus sont plus équivalents [sic] ».

Ce ne serait donc pas 85 pour cent des contribuables actuellement imposés en classe 2 qui auraient intérêt à la classe unique, mais 85 pour cent des contribuables des trois classes (1, 1a, 2), dont – a priori – cent pour cent de ceux imposés en classe 1 et en classe 1a. Sachant que ces deux classes (1, 1a) comprennent environ 65 pour cent des contribuables, cela implique, au doigt mouillé, que soixante pour cent des ménages imposés actuellement en classe 2 auraient intérêt à basculer vers la classe unique et que quarante pour cent devraient – rationnellement – préférer (dans un premier temps) demeurer dans la classe 2.

Avec quarante pour cent des couples mariés/pacsés avant la réforme continuant à être imposés collectivement, il sera(it) quand même curieux de considérer que l'imposition des revenus a été individualisée. Aussi, avec autant de contribuables mariés/pacsés « profitant » de la période transitoire alors que cette alternative ne sera pas possible pour les couples nouvellement unis même s'ils se trouvent dans la même situation de disparités de revenus (c'est-à-dire) un époux gagne plus de 75 pour cent des revenus du couple), la question du bafouement – à grande échelle – du principe d'égalité devant la loi sera assurément posée !

Il est par conséquent un brin dommage qu'il n'ait pas été explicitement mentionné le nombre de ménages qui auraient intérêt, malgré la réforme, à demeurer dans la classe 2 si leur situation était figée (cf. encadré). Il est certes écrit dans le procès-verbal qu'environ 100 000 ménages imposés en classe 2, dont environ 50 000 ménages résidents, ne disposent que d'un seul salaire. Mais cette

euros/an) et Boaz (revenu de 0 euro), mariés après l'entrée en vigueur de la réforme, paiera 6 300 euros de plus que celui formé par Joseph (au chômage) et Marie (75 000 euros/an).

Une fois la crise immobilière surmontée et que Joseph aura retrouvé un emploi (100 000 euros/an), les époux Joseph/Marie préféreront – en principe – l'imposition séparée au nouveau barème car ce faisant, leur ménage versera 2 000 euros de moins au fisc que s'ils restaient imposés en classe 2 et l'un ne sera plus considéré comme solidaire des dettes d'impôts de l'autre.

In concreto

Soit un couple, Joseph et Marie, imposé collectivement. Marie travaille et gagne 75 000 euros par an tandis que Joseph, charpentier, est au chômage et ne perçoit aucun revenu à cause de la crise que connaît le secteur immobilier. Le couple aura « intérêt » à demeurer en classe 2 car s'ils choisissaient d'être imposés suivant le nouveau barème de la classe unique, leur ménage devrait s'acquitter de 6 300 euros de plus.

Cela implique que le couple mono-actif formé par Ruth (revenu de 75 000

Gilles Roth (CSV) lors du dépôt du budget 2026



Sven Becker

pas suffisante/pertinente puisqu'il y a dans le lot, notamment s'agissant des résidents, des ménages où le conjoint sans salaire perçoit quand même des revenus (par exemple la retraite). D'ailleurs, il n'aurait pas suffi de connaître la proportion de ménages imposés collectivement dont l'un des conjoints n'a aucun revenu (ni salaire, ni retraite, ni revenus locatifs, etc.) ; Ce qui importe c'est la proportion de ménages imposés collectivement dont l'un des conjoints gagne au-delà de 75 pour cent des revenus du couple.

Les députés de l'opposition persévèrent dans l'être et reprochent de façon répétée au ministre des Finances que l'impact budgétaire de l'individualisation, dont l'entrée en vigueur est annoncée pour 2028, n'ait pas été incorporée dans le projet de budget pluriannuel qui couvre la période allant jusqu'en 2029. Il s'agit là d'un reproche pour le moins curieux et qui est aussi – peu – pertinent que celui qui consisterait à regretter que l'impact budgétaire du plan annoncé d'action contre la pauvreté n'ait pas été incorporé dans le budget pluriannuel (reproche qu'ils ne font pas d'ailleurs).

Les législateurs d'opposition seraient, à mon humble avis, mieux inspirés à mobiliser l'article 111 du Règlement de la Chambre pour : Primo, demander au ministre des Finances de renseigner explicitement la proportion de ménages imposés en classe 2 dans lesquels un conjoint gagne plus de 75 pour cent des revenus du couple. Secundo, questionner la potentielle rupture d'égalité devant la loi en fonction de la

L'incohérence de vouloir neutraliser l'état civil devant l'impôt sur le revenu, tout en continuant à le considérer s'agissant des droits de succession

date du mariage que représentera la réforme fiscale projetée. Tertio, discuter de l'incohérence de vouloir neutraliser l'état civil devant l'impôt sur le revenu (c'est-à-dire taxer « sans prise en compte du choix du mode de vie ») tout en continuant à considérer l'état civil s'agissant des droits de succession et de donation.

Pourquoi diable la communication politique et le populisme doux (par exemple déclarer que la réforme tient compte des modes de vie actuels) écrasent-ils le questionnement légistique et technique ? Poser la question est une preuve que la question se pose comme dirait l'autre... ●



La vitrine avec la collection Spring au MNHA en 2022



Quelques objets dans les réserves de l'Inra

Empreintes coloniales

IIII France Clarinval

Prélèvements violents, transferts opaques et rapports de domination : les collections des musées luxembourgeois aussi sont marquées par le colonialisme. La contextualisation s'impose

En 1898, le Grand-Duc Adolphe fait don à la section historique de l'Institut grand-ducal (dont le fonds a été repris par le Musée national d'histoire et d'art) d'une importante collection d'armes et d'objets africains. Des lances, javalots et autres armes traditionnelles, mais également divers éléments du quotidien : des tambours, crécelles, chaises, nattes, amulettes, vases, bijoux, tabatières, offerts par Albert Spring (1861-1917). Une partie du corpus a été montré à différentes époques, mais un grand nombre de pièces n'avaient jamais été vues du public. Lors des préparatifs de l'exposition *Le passé colonial du Luxembourg* en 2022, les équipes du musée ont pu effectuer des recherches sur leur provenance.

Les sources indiquent que Spring a rassemblé la majorité des pièces aujourd'hui présentes au MNAHA pendant ses séjours en Afrique orientale allemande (*Deutsch-Ostafrika*, l'actuelle Tanzanie) en 1892 et 1893. Bien qu'employé principalement comme cartographe, Albert Spring a participé à plusieurs opérations militaires contre des populations qui ne voulaient pas se soumettre à l'autorité allemande. Dans ses mémoires, il évoque d'ailleurs sa participation active à plusieurs raids. Il est présent

Toutes les personnes qui sont passées en Afrique ont ramené divers objets au Luxembourg. Les conditions d'acquisition sont souvent méconnues

en juin 1892 lors assaut de la forteresse de Tabora d'où proviennent la lance et le tambour sacrés du sultan Isike. En mars 1893, Spring est également actif lors de l'attaque et du pillage du village de Mdaburu en vue de la capture du chef Mwinyi Mtwana, de son père et de son épouse, opposés aux Allemands. Un riche butin est amassé au centre du village avec des armes, des bijoux et des boucliers. « Ne voulant

pas emmener les captifs, les Allemands décident de les exécuter sur place. Spring a sans doute enlevé le bracelet d'argent directement sur le corps de Mwinyi Mtwana. » La plateforme en ligne *collections.mnaha.lu* décrit sans détour les événements particulièrement sanglants qui ont permis à Albert Spring de constituer sa collection. « Quand on a affaire à des objets issus de pillages ou, plus largement de rapports de domination coloniale, nous essayons dans la mesure du possible de contextualiser, déclarer les modes d'acquisition et de souligner le cadre colonial. Cela fait partie de la mission d'un musée historique », explique Régis Moes, directeur adjoint du MNAHA.

Le Luxembourg n'a pas connu d'importation systématique ni massive de biens culturels soustraits à des populations sous domination coloniale. Toutefois, des biens culturels et scientifiques issues de régions colonisées sont tout de même parvenus au Grand-Duché à diverses périodes et par de multiples chemins. « L'ampleur et la nature des bénéfices directs et importants que le Luxembourg a tirés du colonialisme font actuellement l'objet de débats », résume le ministre de la Culture Eric Thill (DP) dans deux réponses à des questions

parlementaires posées en mai par David Wagner (Déi Lénk) et il y a un mois par Alexandra Schoos (ADR). Le ministre précise que le musée a informé les autorités tanzaniennes de l'existence de cette collection et a proposé une collaboration scientifique en vue d'une restitution au Musée national de Dar-es-Salaam : « Des contacts ont été menés par plusieurs canaux en 2022, à part un accusé de réception, aucune réponse n'a été reçue. » Face au *Land*, Régis Moes ajoute : « La situation politique en Tanzanie évolue constamment. Entre nos courriers et l'accusé de réception, les noms des responsables du musée avaient déjà changé ». Depuis, aucune initiative nouvelle n'a émergé des deux côtés. « Que cette collection soit connue et décrite pourra nourrir, plus tard de nouveaux projets de recherche, à l'image de ceux menés entre l'Allemagne et la Tanzanie, notamment au Humboldt Forum de Berlin. Pour l'instant, nos moyens restent limités. D'autres partenariats verront peut-être le jour. Au Luxembourg, aucune institution ne dispose encore d'un pôle dédié, mais une réelle sensibilité pour ces enjeux se développe. »

Le C2DH conduit actuellement un vaste programme de recherche sur « L'histoire coloniale



Feuilleton

Les poissons
envoyés du Congo
belge par Edouard
Luja au MNHN

land
28.11.2025

17

du Luxembourg ». Ce projet, établi via une convention avec le ministère d'État, ambitionne de constituer une base historique et scientifique sur une période de cent ans. Kevin Goergen présentera sa thèse dans quelques mois. Selon lui, « beaucoup d'aspects de cette histoire demeurent peu traités et sont très complexes. On néglige notamment d'accorder aux Africains un rôle d'acteurs à part entière. » Le chercheur estime que « toutes les personnes qui sont passées en Afrique – missionnaires, agents, scientifiques, industriels – ont toujours ramené des éléments divers au Luxembourg. Dans quelles conditions, c'est beaucoup plus compliqué à comprendre et c'est très différent selon les époques. »

Ainsi, lors des débuts particulièrement violents de la colonisation, le pillage d'objets revêtait aussi une portée symbolique : « Certains artefacts étaient emportés, pas seulement pour les collectionner, mais pour détruire l'autorité locale ». À d'autres moments, des objets ont pu être achetés sur des marchés, ou offerts par les populations locales. La valeur rituelle ou religieuse de ces pièces est généralement passée sous silence quand elles arrivent sur les murs des musées. Pour Kevin Goergen, on manque de ressources, d'outils et de temps pour vraiment comprendre la provenance de toute une série d'objets. L'accès et l'analyse de documents comme des contrats, des échanges de lettres, de transfert de propriété, l'entrée d'objets dans des collections familiales prend énormément de temps.

« Chaque institution publique est encouragée à mener des recherches historiques sur la provenance des objets, œuvres d'art et archives de sa collection. Il n'existe pas de liste des musées, archives ou autres collections publiques conservant des biens culturels issus d'un contexte colonial », observe Eric Thill dans sa réponse. Il relève que l'Institut national de recherches archéologiques (Inra) conserve dans ses réserves un certain nombre d'objets ethnologiques et ethnographiques, provenant de la séparation des collections du MNAHA.

L'archéologue Laurent Brou présente quelques pièces emballées et répertoriées dans les armoires de l'Inra : « Un petit ensemble entré dans la collection du musée en 1973, dont on ne connaît pas réellement la provenance ». Ces acquisitions tardives proviendraient de productions destinées aux Européens, rapportées comme souvenirs, « qui ne sont pas nécessairement très anciens » : une guimbarde, une statuette, un sifflet... « des objets usuels, dont on n'est même pas sûr s'ils ont été achetés en Afrique ou sur un marché d'antiquaires à Bruxelles » ajoute David Weis, le directeur de l'Inra.

Le travail mené au Luxembourg sur les biens culturels issus d'un contexte colonial s'inscrit dans un mouvement international de reconnaissance de l'ampleur des pertes patrimoniales subies par des groupes et des États spoliés. « Le système de spoliation colonial touche les individus et les groupes, les atteignant dans leurs dimensions les plus fondamentales, telles que l'identité, la perception de soi-même, la spiritualité, la créativité, la transmission et le développement », lit-on dans un rapport de 2022 de l'Office fédéral de la culture en Suisse.

Les grands musées universalistes ou encyclopédiques tels que nous les connaissons aujourd'hui trouvent leur origine au 19^e siècle. Ils ont été pensés pour exposer le fruit des explorations et conquêtes européennes. « L'intérêt pour l'Afrique et les territoires extra-européens en général était très fort, au Luxembourg aussi. Les nations européennes étaient en concurrence pour avoir les plus grandes collections ethnologiques », explique Régis Moes. Les artefacts ne sont pas arrivés pas par hasard dans les musées, ils ont fait l'objet de prélèvements systématiques. Certains conservateurs confiaient même des listes de ce qu'ils souhaitaient aux expéditions coloniales armées.

Depuis une vingtaine d'années, sous l'effet conjugué de mobilisations militantes, de stratégies politiques et d'un devoir de mémoire grandissant, des conservateurs et des directeurs de musées, non seulement examinent la pro-

venance de leurs collections, mais engagent des opérations de restitution. Des œuvres, des objets rituels et des dépouilles humaines sont rendues à leurs populations d'origine : l'Allemagne a transféré en 2022 la propriété de certaines d'objets à la Commission nationale des musées et monuments du Nigeria, la France a remis au Bénin 26 artefacts (qui étaient en évidence au musée du Quai Branly) et le Metropolitan Museum of Art, à New York, a conclu un accord avec la Grèce pour lui rendre des dizaines de sculptures. En revanche, le British Museum incarne le front de refus, que ce soit vis-à-vis de la Grèce (les frises du Parthénon), de l'Égypte (la pierre de Rosette) ou des Îles de Pâques (les bustes Moai), arguant de l'universalisme de sa collection. « Quel autre endroit sur notre planète regroupe sous un même toit le fruit de deux millions d'années d'activités humaines ? », avait interrogé le président du musée, George Osborne, dans un discours prononcé en 2022.

Les collections scientifiques posent également de nombreuses questions quant au contexte de leur acquisition. Le musée national d'histoire naturelle (MNHN) a mis certains parcours en lumière à l'occasion de différentes expositions et ceci, dès 2015. *Orchidées, cacao et colibris*

**Les spécimens
prélevés dans
les colonies étaient
rapatriés vers
les métropoles,
enrichissant herbiers,
musées et jardins
botaniques européens**

– *Naturalistes et botanistes luxembourgeois en Amérique latine*, présentait par exemple la figure du naturaliste luxembourgeois Édouard Luja (1875-1953), à laquelle une exposition de photos a été consacrée quelques années plus tard. Directeur de plantation à Kondoé, dans l'ancien Congo belge, entre 1898 et 1920, il rassemblait des plantes et des animaux qu'il envoyait à Luxembourg et au Musée du Congo belge à Tervuren. Contrairement à l'image qu'il forge dans ses lettres, parfois publiées dans la presse, il ne fut pas un explorateur solitaire, mais était dépendant des savoirs des guides locaux. « Ce n'est certainement pas lui qui a été chercher les spécimens dans les fleuves », pointe Patrick Michaely, le directeur du MNHN.

Deux espèces de poissons envoyés par Luja apparaissent aujourd'hui dans l'exposition permanente, avec une étiquette bien visible indiquant la provenance du Congo belge en 1908. « Le plus précieux est le *Distichodus lusosso*, car c'est le spécimen de référence à partir duquel l'espèce a été décrite », précise le directeur. Il en profite pour souligner un autre phénomène lié au colonialisme : la taxonomie. « Un reproche récurrent dans la mouvance de la décolonisation des collections scientifiques souligne l'absence quasi totale de référence aux pays d'origine et aux savoirs des populations locales dans les noms attribués aux espèces. » Contrairement à une idée largement diffusée, le système de classification du vivant, élaboré au 18^e siècle par Carl von Linné, n'est pas neutre. Les spécimens prélevés dans les colonies étaient majoritairement rapatriés vers les métropoles, enrichissant herbiers, musées et jardins botaniques européens. Les pays d'origine, eux, perdaient l'accès matériel et intellectuel à leur propre biodiversité. Parallèlement, le système d'appellation scientifique éclipse les savoirs autochtones : noms vernaculaires, classifications locales et relations culturelles au vivant disparaissaient au profit de désignations latines souvent dédiées à des naturalistes, des militaires ou des dirigeants, renforçant une invisibilisation des connaissances indigènes. ●



Le corps
comme
thématique de
cette édition
des Rainy Days

Corps en musique

IIII Karolina Markiewicz

Le festival Rainy Days, sous le commissariat de la compositrice et musicienne Catherine Kontz, est de retour avec une édition qui explore un territoire aussi vaste qu'intime : le corps

Après *Memories* (2023) et *Extreme* (2024), le troisième volet du festival consacré aux musiques contemporaines à la Philharmonie, s'empare du thème *Bodies* pour déployer, durant une semaine élargie, une mosaïque de propositions où gestes, espaces, mouvements et instruments, parfois inattendus, deviennent matière sonore.

Pour Catherine Kontz, Rainy Days reste un laboratoire ouvert, un concentré de musique nouvelle accessible à toutes et tous, indépendamment du niveau de familiarité avec la création contemporaine. « Il n'existe pas beaucoup de spécialistes de musique nouvelle, mais le programme touche tout le public culturel », souligne Catherine Kontz. Cette volonté d'élargir la réception irrigue toute la programmation, un fil rouge organique, qui renvoie à la physicalité du son, à la présence des interprètes et à la manière dont les corps humains, réunis, en mouvement et en écoute, composent la scène.

L'édition 2025 multiplie les collaborations, notamment avec le Grand Théâtre et le Mudam, confirmant Rainy Days comme un écosystème artistique pleinement transdisciplinaire. Le corps ne s'y lit pas seulement comme sujet, mais aussi comme outil d'exploration de l'espace et comme système sonore. Des musiciens, des danseurs, des performeurs, mais aussi des machines ont pris part à cette traversée sensorielle.

Parmi les grands moments, public a pu apprécier le collectif berlinois Rimini Protokoll, en partenariat avec le Grand Théâtre, qui a offert un regard aigu sur la culture du corps avec *Sweat*. Les créateurs ont transformé des machines de musculation en véritables instruments, interrogeant les codes

du fitness autant que le rapport entre performance physique et performance artistique.

Un des moments phares a été le *Sitting Duet*, un théâtre musical où musiciens ont joué avec des pommes de terre. Une pièce à la frontière du concert, de la danse et du rituel, qui incarne à elle seule l'esprit du festival : décaler, surprendre et ouvrir.

La dimension corporelle s'est également déployée dans une pièce sans musique, ou plutôt toute en musique visuelle : une *Walking Piece* interprétée par trente élèves de la section danse contemporaine du Conservatoire de Luxembourg. Ici, le rythme fut créé par les déplacements, les respirations, les micro-collisions, comme un orchestre silencieux où le son est devenu perception.

Ensuite, le compositeur américain Michael Parsons, figure de Fluxus et membre historique du Scratch Orchestra, artiste toujours actif, a offert aux festivaliers un rare moment de transmission vivante.

Un hommage aussi rendu à la compositrice argentine, Hilda Dianda, qui aurait eu cent ans cette année. Lors de la soirée de jeudi, les trois œuvres : *Ludus*, *Levels* et *Monadologie* partagent une même idée : le matériau musical n'est jamais donné, mais il se construit. L'orchestre déplace ici la forme du statut d'objectif à celui de résultat, issu d'un travail sur la matière sonore elle-même : des hauteurs, des durées, des timbres, toute une mémoire musicale ou encore des gestes instrumentaux forts.

Ludus I a été organisé comme un espace-temps non directionnel où les pupitres, spatialisés et

autonomes, ont généré un timbre d'ensemble à la fois fragmenté et vibrant, traversé de focales soudaines. Avec *Levels*, Michael Parsons a superposé des strates continues qui ont créé des blocs sonores presque statiques, révélant l'espace comme substance sensible, une ambiance hitchockienne. Bernhard Lang, quant à lui, a granulé et recomposé des partitions du répertoire pour produire un flux mutant, et dans *Monadologie XXXIX*, le public a pu assister à ce qui s'apparente sans doute à un remix virtuel avec de sublimes éclats de mémoire. Ces trois œuvres ont demandé aux auditeurs de construire leur écoute : la forme finale est née de l'attention accordée. Les pièces ont été brillamment dirigées par Ilan Volkov, chef engagé, régulièrement arrêté pour sa participation à des actions pacifistes.

« La musique a toujours un contexte politique. C'est toujours un statement », rappelle Catherine Kontz. Sans être politiquement frontal, le festival tout entier permet les rencontres autour de la musique nouvelle, mais il permet aussi de s'interroger en public, ensemble, au-delà de ce qu'est le son, comment il est produit, comment le rythme apparaît, comment apparaissent les émotions que la musique provoque en nous, quel est l'importance de cet événement qui ralentit la perception et permet la réflexion tout en poésie.

Parmi les créations de cette année, on retrouve aussi une commande soutenue par PwC : une œuvre du jeune compositeur luxembourgeois, Nick Bohnenberger, réalisée en collaboration avec l'Ensemble Recherche de Fribourg. Et puis d'autres éclats ont su ponctuer la programmation : *From the Book of Heads* de John Zorn, interprété par Henry Växby à la guitare électrique, une pièce quasi cartoonnesque, dont la partition ne s'est obtenue qu'après avoir écrit personnellement au compositeur.

La journée du samedi s'est illuminée avec la première de Musici Ireland et le *Chronically Hopeful*, une nouvelle production interdisciplinaire immersive permettant d'entrevoir la réalité brutale et souvent méconnue des maladies chroniques, des handicaps invisibles ainsi que des troubles neurologiques. A suivi l'hommage à Steve Kaspar, musicien luxembourgeois, disparu il y a cinq ans, un hommage initié et mené par Natasha Grujović, à l'accordéon et à la voix, toujours avec la com-

L'esprit du festival Rainy Days : décaler, surprendre et ouvrir

plicité solide de Yuko Kominami, qui elle, a dansé. *A-Un* a offert des paysages sonores électroacoustiques composés par Steve Kaspar et interprétés par les deux artistes.

Ensuite, le dimanche matin, *Em-Body-Ment*. A *Multimedia Drama*, le public a pu assister à une création et commande de la Philharmonie avec Irene Kurka, soprano et performeuse, qui était accompagnée de Michael Weilacher à la percussion et au film et Leah Muir à la direction, musique, film et vidéo. L'après-midi a proposé un moment fédérateur que Catherine Kontz aime particulièrement dans chacune de ses programmations mises en place ces dernières années. Cette fois ce fut une grande respiration collective avec L'Ams-tel Quartet accompagné des musiciennes et musiciens de la Luxembourg Saxophone Association - un véritable projet communautaire.

Pour clôturer la première semaine du festival, le public a eu droit à de l'insolite : *nage no kata : judoka et musiciens*. Pour le compositeur, Yann Robin, judo et musique partagent une même exigence du geste et du temps. Avec l'ensemble Multilatérale, il a donc conçu un spectacle unique où cinq katas, exécutés par deux judokas, rencontrent des œuvres originales composées pour un même ensemble instrumental. Le kata impose sa propre temporalité : ici, c'est le mouvement qui guide la musique, créant un rituel d'une intensité assez surprenante.

Enfin, le festival s'est terminé par le très délicat travail microtonal de l'Explore Ensemble avec *dying your dying to come closer*. Dans cette nouvelle œuvre, Catherine Lamb avec Explore Ensemble, a touché les zones intermédiaires où se frottent formes, cycles et changements. Inspirée par Ursula K. Le Guin et ses visions taoïstes d'un futur apaisé, la compositrice a intégré pour la première fois des mots dans sa musique. La pièce, pensée comme un cycle en transformation continue, a offert un verticale refuge sensible où le public a pu, dans une sobre communion, entrevoir une lueur vers quelque chose de mieux. Du sublime.

Dans un contexte européen où de nombreux festivals réduisent la voilure ou même s'éteignent, où le budget se réduit comme peau de chagrin, pouvoir encore configurer un événement tel que Rainy Days relève presque du luxe. « Quoi qu'il en soit, c'est génial », conclut Catherine Kontz, très consciente de l'importance de préserver ces espaces fragiles de création et de présentation.

Cette édition 2025 a offert un portrait vibrant de ce que peut être la musique nouvelle, c'est-à-dire un lieu où les corps, les sons, les gestes et les engagements tissent un paysage partagé. Un festival où l'on ne vient pas seulement écouter, mais aussi éprouver, en engageant son propre corps.

Les festivités se prolongent encore à travers la superbe publication, accompagnée de textes révélateurs et des sublimes photographies de Véronique Kolber. Puis, un peu encore, les 29 et 30 novembre prochains, au Kasmattentheater, avec *Apoplexie* de Claire Thill, en compagnie de Catherine Kontz elle-même qui a en effet, plus d'une corde à son arc, mais aussi une belle énergie et une sincère bienveillance. Elle reviendra pour une édition 2026 du festival, sans doute tout aussi surprenante et jouissive. ●

Une constellation de possibles

IIII Karine Sitarz

La pièce *Constellations* du Britannique Nick Payne, mise en scène avec finesse par Lol Margue, est portée par Valérie Bodson et Olivier Foubert, magnifique duo dans un exercice digne de funambules

Créé à Londres en 2012, monté à New York en 2015 et repris en Angleterre en 2021, *Constellations* a été couronné de prix (« Evening Standard Theatre Award » à sa sortie, « Laurence Olivier Award » lors de sa reprise) et a participé à la reconnaissance populaire de Nick Payne. Le dramaturge, quadragénaire aujourd’hui, travaille aussi comme scénariste pour la télévision et le cinéma, notamment pour la série *Wanderlust* ou la récente comédie dramatique *We Live in Time*.

Sous des apparences d’une romance, la pièce est une réflexion sur les grandes questions qui traversent notre existence : la vie, l’amour, les relations humaines, le temps qui passe, l’éternité (« On ne peut pas continuer à vivre éternellement » entend-on dans la pièce), la maladie, ses réalités, ses ultimatums, la douleur, la souffrance, la liberté, le contrôle de sa vie et surtout le choix de sa fin de vie et l’accompagnement de l’autre.

Aussi légère que grave, aussi drôle qu’émouvante, aussi évidente qu’imprévisible, la pièce *Constellations* est insolite dans sa forme, avec un récit fragmenté et multiplié par des voies et des voix plurielles. L’histoire propose diverses variations, entraînant le spectateur dans un récit à la fois simple et complexe, intime et universel, prosaïque et philosophique. Chaque scène se répète, comme autant de scénarios possibles. Elle est jouée à plusieurs reprises, chaque fois avec un angle de vue différent, un retournement de situation ou une intonation nouvelle, ce qui donne une multitude de possibilités, de chemins parallèles, de ramifications inattendues... de constellations.

C’est l’histoire d’une rencontre impromptue, un jour de barbecue, un jour de pluie, entre Marianne, physicienne spécialisée en cos-

mologie quantique, et Roland, apiculteur qui a troqué la campagne pour la banlieue de Londres. Démarre une relation entre ces deux êtres si différents : idylle, vie commune, infidélité, retrouvailles à un cours de danse, demande en mariage... On parle de choses et d’autres, d’étoiles et de terre, de l’espace, du temps, du multivers mais aussi de ruches, d’abeilles à miel, de ce miel délicieux acheté à la ferme... Mais petit à petit la mort s’immisce dans les choses du quotidien, il y a d’abord les mots pour dire la fin de vie de la mère de Marianne, elle qui « n’avait pas peur de mourir », elle qui « ne voulait plus se nourrir ». Il y a surtout l’annonce de la tumeur de Marianne, la disparition progressive des mots, la perte de sens des lettres sur le clavier, la douleur, et la décision d’aller à l’étranger pour une fin de vie digne.

Lol Margue propose une belle et intelligente mise en scène. Son casting est efficace. Les deux comédiens chevronnés que sont Valérie Bodson et Olivier Foubert ont une belle présence scénique. Leur jeu est précis et sensible. Ils donnent au spectacle reliefs et nuances, ils sont à la fois drôles, émouvants, fragiles, justes dans leurs approches, authentiques dans leur jeu, attachant dans leurs silences. Ils nous entraînent dans l’intimité et l’humanité de leurs personnages mais aussi dans les tours, détours et retours d’un récit manipulateur, d’une pièce kaléidoscopique pas facile pour les comédiens.

Lol Margue appuie sa mise en scène par des bruitages singuliers (on est particulièrement attentif aux sons métalliques), quelques notes et lumières bleues, des voix off (modulées jusqu’au murmure). Le spectacle est scandé par de brefs et rapides changements de lumières et de sons qui font office de transitions

et de ruptures. Un bruit sec déroute le rythme de la romance, comme une mécanique ou un engrenage inéluctable. Les lumières d’Antoine Colla accompagnent le spectacle avec une belle palette de tons, du bleu à l’orangé jusqu’aux silences de la pénombre, suggérant les paysages émotionnels qui traversent et habitent les personnages.

Au cœur de la mise en scène, les images vidéo de Gilles Seyler qui mettent en perspective ou prolongent les scènes, font apparaître d’autres personnages (avec la participation à l’écran de Lis Dostert, Christiane Rausch et Timo Wagner), d’autres langues, d’autres images fixes, portraits à un ou à deux en noir et blanc, imagerie scientifique, dessins de planètes, constellations d’étoiles.

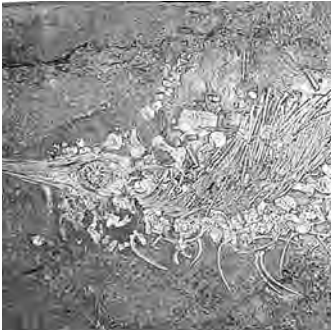
Autant d’images qui viennent s’imprimer sur une structure métallique au centre du dispositif scénique aussi sobre qu’efficace imaginé par le scénographe Christian Klein qui signe aussi les costumes (aux rayures fines de la chemise de Marianne répondent les gros carreaux de celle de Roland). Placé au fond de la scène, cette structure noire, ouverte, avec néons, qui laisse le plateau vide, libre, permet de suggérer tous les lieux du spectacle, extérieurs comme intérieurs (espace du barbecue, logement de Marianne, école de danse, université...).

Constellations de Nick Payne/Lol Margue est un spectacle fort et subtil, inventif et poétique, sur la condition humaine, sur nos vies, sur notre humanité. ●

Au Théâtre du Centaure, les 28 et 29 novembre à 20h et le 30 novembre à 18h30 ensuite au Kulturhaus Niederanven, le 29 janvier à 19h30

T
A
B
L
O

M É C É N A T



Des sous, des sous

Depuis 1982, le Fonds culturel national (Focuna), gère et répartit les dotations issues de l’Œuvre Grande-Duchesse Charlotte (fixée à 300 000 euros depuis 2022) ainsi que les contributions de mécènes. Dans son rapport d’activité 2024, on découvre la répartition des dons reçus. Cela permet d’évaluer l’importance de différents types de mécénats que le Fonds s’emploie à promouvoir.

Les onze dons en nature, ont représenté l’équivalent de presque 150 000 euros. On y trouve des objets aussi divers que cinq clochettes du carillon de la cathédrale de Luxembourg datant des 17^e et 19^e siècles, des lithographies de Ben Heyart et Nicolas Lies ou un fossile complet d’un ichthyosaure *Stenopterygius quadriscissus* (photo).

Les dons en espèces enregistrés en 2024, représentent un montant total de 454 663 euros. C’est nettement moins d’argent que l’année précédente (840 000 euros), année record grâce à un don exceptionnel pour l’acquisition d’une œuvre de Govert Flinck, élève de Rembrandt. Cette huile sur bois de grand format datant de 1648 est entrée dans les collections de la Villa Vauban et y est exposée. Cependant, avec 2 045 donateurs, 2024 atteint le plus grand nombre de mécènes depuis la création du Fonds.

Le Focuna a développé des mécanismes d’aides à l’édition et à la traduction, non seulement dans la littérature, mais aussi pour la création de livres d’artistes, de portfolios ou de catalogues. 44 dossiers ont été soutenus pour un montant avoisinant les 140 000 euros, dont l’essentiel va à la littérature. (Les éditions du Lëtzebuurger Land ont d’ailleurs été soutenues pour la publication de *Déck Frënn*).

Les aides les plus importantes sont des bourses financées par des mécènes privés et des fondations partenaires. Elles permettent de diversifier les sources de soutien à la création de manière récurrente.

Le Focuna travaille aujourd’hui à développer de nouvelles formes d’aides, notamment le mécénat de compétences. FC

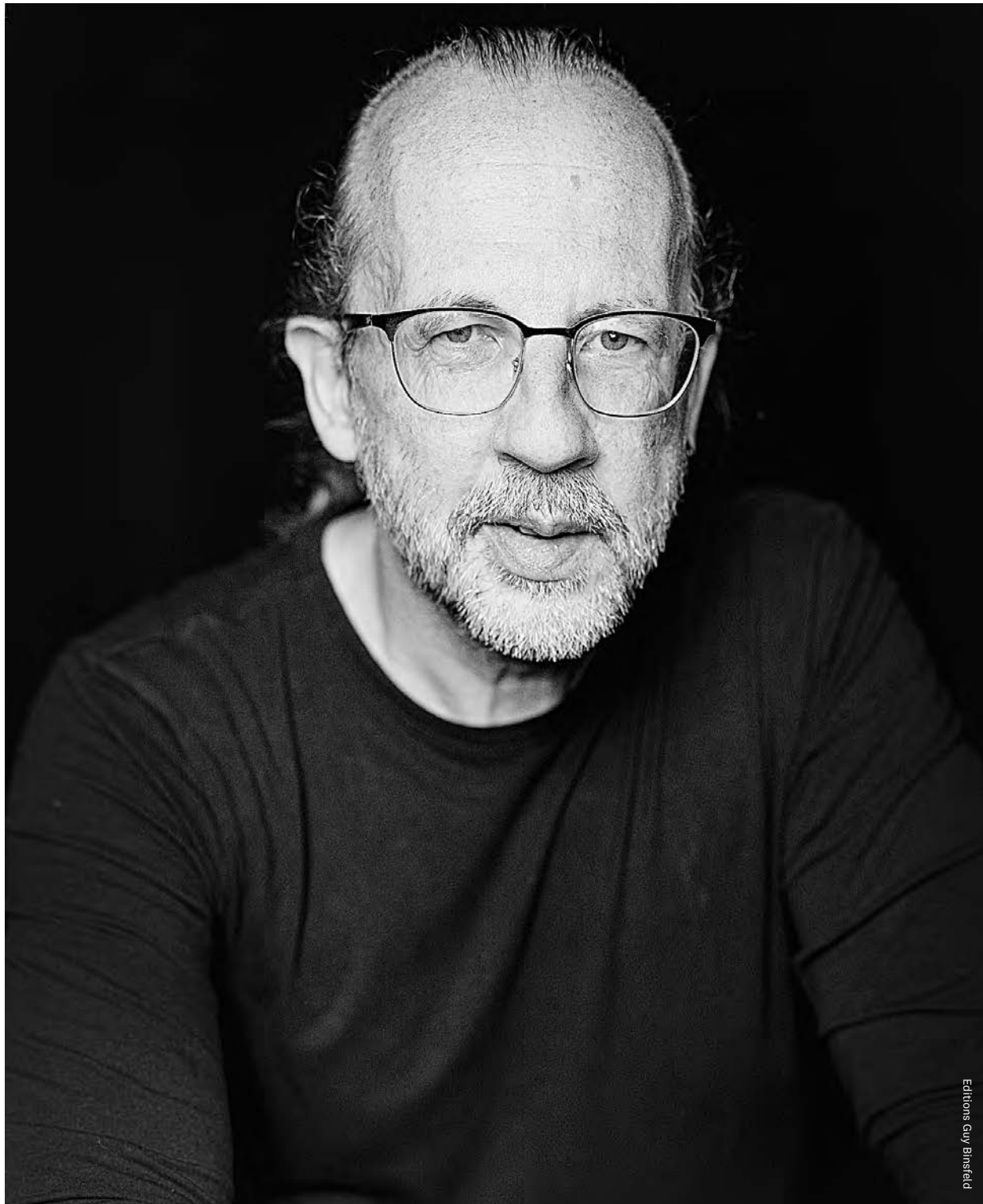


Bohumil Kostohrny

Valérie Bodson et Olivier Foubert, un duo drôle, émouvant, juste

L'art de la chute

IIII Jeff Schinker



Joseph Kayser signe son premier livre en français

Une jeune fille en robe bleue disparaît mystérieusement, déclenchant une enquête policière au milieu d'ados qui semblent avoir tous été amoureux d'elle. Une femme brutalement assassinée dans le quartier de la gare laisse à un auteur de scénario en manque d'inspiration une mystérieuse valise qui pourrait bien lui insuffler le chef-d'œuvre qu'il attend depuis toujours mais qui, on s'en doute un peu, ne se réalisera probablement jamais. Un homme ayant été toute sa vie en contact avec les nouvelles du monde et la manière de journalistique les traiter planche sur un livre pour condenser son désespoir sur la marche du monde. Et enfin, un vieil homme se réveille un jour pour découvrir une bien involontaire trahison : alors qu'avec son Annabelle, ils s'étaient toujours promis de finir leur vie ensemble, voilà qu'il trouve le corps sans vie de son grand amour à côté de lui. Tout en entreprenant les démarches administratives nécessaires à l'organisation des funérailles de son amour défunt, monsieur Pereur forge un deuxième plan, plus secret et intime, que l'on ne risque pas de divulguer, puisque la couverture du livre s'en charge de manière explicite, en disant qu'il se décide à la réaliser, cette promesse d'un « départ commun » faite jadis, quoiqu'avec un léger décalage, en se jetant du haut des falaises derrière le petit cimetière de Varengewille-sur-Mer, comme pour corriger cette « démission sans préavis », comme si Monsieur Pereur avait décidé de prendre au pied de la lettre l'idée que toute nouvelle se doit de finir par une chute.

Dans les quatre nouvelles qui composent *Toujours jamais*, de Joseph Kayser, il est question, comme

L'auteur a opéré de subtils glissements dans son registre, sa tonalité, son approche littéraire tout en se déplaçant entre les langues

la quatrième de couverture l'annonce un peu pompeusement, « des thèmes centraux tels que l'amour, la mort, l'identité, la perte et la quête de sens ». De manière plus concrète, toutes les nouvelles, semblent vouloir illustrer cette citation de Malraux qu'on trouve en exergue : « La mort transforme la vie en destin ». C'est la mort de Michel Lerruisseau, cet homme qui a vu la chasse aux clics, l'impératif de la vitesse et la globalisation ou, plutôt, l'américanisation du monde du travail gangrener les médias et agences pour lesquels il a travaillé, qui pousse le narrateur à publier de façon posthume l'entretien qu'il avait réalisé avec ce personnage désabusé.

C'est la mort, encore, qui déclenche l'imaginaire du narrateur, même si on ne sait pas vraiment, dans *La gare, le film*, quel degré ontologique accorder à ce qui est raconté tant la conception du réel équivaut à un entrelacs inextricable entre fiction et réalité : on n'est jamais bien certain si

cette femme à la valise n'est pas une chimère sortie de l'imagination d'un homme esseulé, qui se dit avec ironie « scénariste le jour et chômeur la nuit ». Cette nouvelle rappelle les expérimentations postmodernes d'un Jean Portante dans *Mourir partout sauf à Differdange*.

C'est la mort, à nouveau, qui hante *Bleue*, où une expédition au bord d'un lac vire au cauchemar quand la belle Margot disparaît, que la nature se déchaîne et que la culpabilité et le regret taraudent une bande d'ados trop habitués à ce que Margot leur pose des lapins ou s'évapore dans la nature pour s'être inquiétés qu'au moment du départ, elle ait été aux abonnés absents. Enfin, *Toujours jamais* s'ouvre sur une mort naturelle et s'achève sur un suicide, deux parenthèses entre lesquelles monsieur Pereur ne fait rien d'autre que de se préparer, avec méticulosité et sans tergiversation aucune, à enterrer sa femme et à préparer sa propre sortie de l'existence.

En changeant de maison d'édition, Joseph Kayser a opéré d'assez subtils glissements dans son registre, sa tonalité, son approche littéraire tout en se déplaçant entre les langues. Alors que ses quatre publications aux éditions Schortgen étaient de courts romans en langue luxembourgeoise se caractérisant par un style souvent ironique, assez proche parfois du pastiche de genre, ses textes publiés aux éditions Guy Binsfeld se veulent plus matures, plus sophistiqués aussi. Après *Lapsuus* en allemand, où l'on suivait un journaliste amnésique parti en reportage dans le nord du pays, *toujours jamais* est la première publication en français de l'auteur. Et force est

d'admettre qu'au-delà de la prouesse de l'écrivain à embrasser différents styles et à faire sienne chacune des langues officielles du pays, la principale question identitaire que pose ce recueil, c'est celle de l'écrivain Joseph Kayser.

Car au-delà de ce fil rouge sémantique qu'est la faucheuse, chaque histoire plonge non seulement dans un univers, mais aussi dans un style différent, au point que Kayser serait ce caméléon capable d'adapter sa plume à une panoplie impressionnante de différents univers fictionnels. Dans *toujours jamais*, on trouve une prose qui oscille, un peu à la manière d'un David Foenkinos, entre l'ampoulé et l'ironie légère.

Dans *La gare, le film*, métanouvelle sur un film en gestation permanente, qui retrace les méandres de la création tout comme la difficile transposition du matériau de la réalité en œuvre de fiction, le ton à la fois malicieux et désabusé du narrateur fait référence aux romans de gare tout en multipliant les clins d'œil onomastiques à l'industrie cinématographique du pays : le producteur s'appelle Paul, les acteurs « le Luc, le Marco, l'André et la Myriam » et le réalisateur potentiel Andy, de qui il dira, en réaction à l'insistance de Paul à ce qu'il cherche le contact d'Andy : « Qu'est-ce qu'il a avec cet Andy, on dirait qu'il n'y a qu'un seul metteur en scène dans ce pays », le narrateur confondant au demeurant metteur en scène et réalisateur tout comme il croit dur comme fer qu'un film d'action avec des courses-poursuites et un hélicoptère visé par le fusil de chasse du personnage principal aurait des chances de cartonner au Festival de Cannes.

Dans *Bleue*, autre histoire d'enquête policière, le ton se veut plus nostalgique, parfois mélancolique, alors que dans « drames, guerres et autres faits divers », c'est la mimésis formelle d'un entretien journalistique qui donne le la.

Le problème, toutefois, au-delà d'une relecture visiblement inexistante de la part de l'éditeur (je me contenterai ici de citer la page 97, « ta voiture, pourquoi elle avait disparue [sic !] », *pars pro toto* d'un travail malheureusement bâclé), réside dans le fait que chacune de ses histoires manque un peu de consistance et de mordant, la faute, précisément, à cette fuite en avant d'un écrivain-caméléon qui continue à trop se cacher derrière des pastiches, des exercices de style, pour toucher : dans *toujours jamais*, une histoire a priori émouvante, le ton est, je l'ai dit, ou trop ampoulé, ou trop léger. Dans les dialogues notamment, Kayser recourt à la « méthode Foenkinos », qui consiste à ce qu'un personnage assène avec pathos un dicton lourd en sagesse, que son interlocuteur le relance et que le personnage, en guise de réponse, se contente d'un silence encore plus lourd, exprimé dans le texte par une incise suivie de trois points.

Dans *bleue*, l'insistance un peu lourde sur le fait que Thomas, le suspect principal retourné chercher Margot, se soit contenté d'appeler au lieu de crier son nom malgré la forte pluie devient, au lieu d'un leitmotiv subtil, une redondance (trop) lourde de sens alors que la rudesse d'un policier contraste non seulement avec le ton de la nouvelle, mais aussi avec le fait que le personnage n'est ni décrit, ni nommé, pour prendre une place aussi disruptive dans la narration. Et dans *La gare, le film*, la construction de la nouvelle ne permet pas toujours de savoir si les errances du narrateur ne sont pas plutôt les reflets d'un miroir aux alouettes dans lesquelles l'auteur et le lecteur se perdent, eux aussi. De sorte qu'on se trouve, avec *toujours jamais*, devant le recueil déroutant et intrigant d'un auteur qui toujours se renouvelle et jamais ne se répète, mais qui aurait gagné à ciseler encore un peu plus ses nouvelles pour en faire plus que d'intéressants exercices de style. ●

„Geschicht ass esou komplex“

IIII Frédéric Braun

Ein kritischer Blick auf den neuen Unesco-Sammelband und die Frage, wer in Luxemburg bestimmt, was Kultur ist

Der neue Sammelband der Luxemburger Unesco-Kommission, *Mémoires futures – Le patrimoine culturel au Luxembourg*, will vieles gleichzeitig sein. Koordiniert von Nora Schleich, Philosophin und Direktorin der Erwuessebildung versammelt der Band 25 Autoren aus allen Bereichen zur Aufarbeitung und Übermittlung von Kulturerbe. Zu klären gelte, was eigentlich das spezifische Erbe einer Gesellschaft ausmache, welche Verantwortung öffentlichen Entscheidungsträgern dahingehend zukommt und wie die Auswahlkriterien festgelegt werden, wie es Kulturminister Thill in seinem Vorwort betont. Kommissionpräsidentin Simone Beck erwähnt im aktuellen Kontext den Gedächtnismord („mémoricide“) in der Ukraine oder in Gaza. Auch der Hinweis auf die von der Unesco wiederaufgebaute Bibliothek von Sarajevo soll dem Band moralische Dringlichkeit verleihen. Doch diese großen Worte stehen in einem merkwürdigen Kontrast zu vielen Beiträgen, die sich später im Klein-Klein der Luxemburger Kulturpolitik verlieren. Es entsteht ein Spannungsfeld zwischen Pathos und Provinz, zwischen globaler Tragödie und nationaler Selbstbespiegelung.

Den Auftakt gestaltet Michel Pauly, dessen Text als didaktisch zugespitzte Einführung in den Geschichtsbegriff dienen soll. Mit einer Prise „Sendung mit der Maus“ erklärt der Mediävist (dem Kulturministerium?), dass Geschichte weder Vergangenheit noch Erinnerung sei, sondern stets ein „zusammengestelltes Konstrukt“, das nach bestem Wissen geprüft und doch bitte durch entsprechende Gesetze unterstützt werden sollte und nicht etwa durch den „Missbrauch der europäischen Datenschutzgesetzgebung“ seitens der Luxemburger Behörden oder eine „100-jährige Sperre für Dokumente, die dem Steuergeheimnis unterliegen“ behindert werden soll. An anderer Stelle beklagt Pauly eine „Bauwut“, die Archäologie marginalisiere, und philosophiert über Denkmalschutz als „Ruhfaktor in der hektischen Welt“, in der „soziale Unruhen [...] selten in Altstadtvierteln ausbrechen“.

Robert Philippart führt die Leser in eine Welt, in der Verwaltung zur eigentlichen Hauptfigur wird. Das Kapitel über die „Erinnerungsorte jüngerer Konflikte“ präsentiert die Unesco als Institution, die sich selbst reguliert, studiert, berät und neu strukturiert. Kandidaturen für Erinnerungsorte habe es zuhauf gegeben. Deshalb habe das Welterbekomitee der Unesco 2018 erst mal ein Moratorium verhängt. Es folgten Informationsversammlungen, virtuelle Sitzungen, eine Arbeitsgruppe, die Wahl einer Präsidentin und ein Abschlussbericht: eine Bürokratie, die sich nahezu endlos selbst beschäftigt. Dass Philippart die 2023 eingesetzte „Arbeitsgruppe mit unbegrenzter Zusammensetzung“ als „Königsweg“ bezeichnet, ist unfreiwillig komisch.

Régis Moes hingegen liefert eine wichtige historische Einordnung der Unesco selbst: vom kolonial geprägten Anfang über die Transformation nach 1945 bis zur politischen Instrumentalisierung durch Ost und West. Sein Satz, die Unesco sei ein Beispiel dafür, wie „Bildung, Kultur und Wissenschaft von verschiedenen Akteuren benutzt“ werden, ist einer der wenigen Momente, in denen der Band in die Tiefe geht und strukturelle Machtfragen benennt.

Besonders deutlich wird die Diskrepanz zwischen Anspruch und Wirklichkeit im Beitrag des Kollektivs Richtung22. Sie zeigen am Beispiel Guillaume Capus, dessen Name noch immer Straßen zierte, wie hartnäckig Luxemburg seine koloniale Vergangenheit verdrängt. Ihre Diagnose eines „Symptom[s] fortwährender Verdrängung und westlicher Selbstgerechtigkeit“ trifft einen wunden Punkt. Die nüchterne Feststellung, „Aufarbeitung geschieht höchstens im Museum, in Studien und in Büchern“, entlarvt das politische Desinteresse, das dem Thema bis heute entgegengebracht wird. Dass „das Echo ausblieb“, als die Aktivisten 2020 Straßenschilder abmontierten, spricht für sich.

Andere Beiträge wirken dagegen eher skurril, wie die Intervention des Psychiaters Paul Rauchs, der an die bedeutende Rolle des Alkohols erinnert: „l'énorme place que tiennent les représentations de la boisson“. Sein Vorschlag, die luxemburgischen *Bopebistros* in das immaterielle Welterbe aufzunehmen, wirkt in der Gesamtschau nicht innovativ, sondern

kurios. Und verstärkt den Eindruck, dass der Sammelband kein stringentes Konzept verfolgt.

Noch fragwürdiger wird es, wenn im Band die digitale Pädagogik in Form eines „Serious Game“ gefeiert wird, das „den Dialog zwischen jungen Menschen mit und ohne Migrationshintergrund befördern“ soll. Der eigentliche Skandal liegt jedoch in der Finanzierung: 500 000 Euro wurden für ein pädagogisches Computerspiel ausgegeben, das seit 2024 knapp über hundert Mal heruntergeladen wurde.

Stärker sind wieder die fachlichen Beiträge: Juan Aguilar's Überblick über 3D-Rekonstruktionen zerstörter Kulturgüter in Mossul, Nathalie Jacobys Einblick in die Herausforderungen digitaler Nachlässe beim CNL, Bettina Steinbrügg's Darstellung der Ankaufspolitik des Mudams oder Antoinette Reuters Panorama über das Industrieerbe – angesichts der geplanten Zerstörung zwiwer Kamine in Belval aktueller denn je.

Besonders deutlich zeigt sich die redaktionelle Schwäche des Bandes in dem langwierigen Gespräch über Sammeln und Ausstellen zwischen Guy Thewes, Direktor der Stater Museen und dem Leiter des Musée de la Résistance in Esch, Frank Schroeder. Zwar fällt der bemerkenswerte Satz „Alles haut ass mat Valeuren verbonnen“, doch bleibt das Gespräch merkwürdig unpräzise. Thewes betont: „Et muss opgepasst ginn, datt net just eng Meenung presentéiert gëtt, mee villfältig Erzielungen.“ Aber auf die naheliegende Frage „Wéi gëtt dann décidéiert, wéi e Récit haut ausschlaggebend ass?“ folgt von Schroeder nur die trocken selbstgewisse Antwort: „Dat décidéiere mir selwer, dat ass eis Aarbecht.“ Genau hier wäre eine kritische Einordnung nötig gewesen. Stattdessen gleitet das Gespräch weiter, ohne akademische Streitfragen oder theoretische Positionierungen zu berühren.

Auch die Aussagen zur Vermittlung wirken eher wie pädagogische Allgemeinplätze. Schroeder stellt fest: „D'Geschicht ass esou komplex“, und fragt sich, ob es darum gehe, „Wesse vermëtteln? Oder eppes bei de Leit am Kapp zum Dréine bréngen?“ Thewes wiederum erklärt, „Mir benotzen dat Digitaalt als hybrid Form. Et ass eng Hëllef.“

Besonders problematisch erscheint die Passage, in der Schroeder auf Bildungsunterschiede eingeht. Seine Aussage, „Kultur ass, global gesinn, eppes wat elitär ass. Fir Leit, di keng Bildung hunn, ass et extrem schwéier, Kultur ze konsummieren – ausser mir passen eis Offer un!“, ist zugleich ehrlich und ernüchternd. Die gut gemeinte Anmerkung, „sozial schwach gestallte Leit kënne gratis an de Musée kommen“, wirkt wie ein struktureller Tropfen auf den heißen Stein, zumal das übergeordnete Problem sozialer Zugangshürden damit keineswegs behoben ist. Dass man „Open-Air-Ausstellungen op der Brillplaz“ organisiert und „en Deel op Portugisesch“ darbietet, lässt tief ins Selbstverständnis luxemburger Museumsdirektoren blicken.

Musée national de la Résistance in Esch



Es entsteht ein Spannungsfeld zwischen Pathos und Provinz, zwischen globaler Tragödie und nationaler Selbstbespiegelung

Der Text über das Engagement einer Athenée-Klasse für den Kleeschen zeigt vor allem, wie leicht Tradition zu Aktivismus verklärt werden kann, und das Interview mit Loty Collet über die Oktav wirkt wie ein spätes Echo auf Debatten, die Luxemburg längst hinter sich glaubte.

Noch irritierender wird der Sammelband dort, wo Norbert Campagna seine Vorstellung eines „ethischen Erbes“ entfaltet. Sein Text beginnt mit der Hoffnung, „il faut néanmoins espérer que certaines valeurs ou certains principes que nous avons hérités du christianisme soient préservés“, und driftet von dort aus in eine Argumentation, die kaum noch zwischen Kulturkritik und kulturpessimistischer Warnrhetorik unterscheidet. Unter dem Stichwort Cancel Culture entwickelt Campagna die These, „Qu'on le veuille ou non, l'accueil ou non dans nos sociétés d'un grand nombre d'immigrés ayant un arrière-fond culturel et éthique différent du nôtre peut poser un problème pour notre patrimoine éthique (...)“. Das ist in seiner pauschalen Formulierung erstaunlich ungebrochen und wird im Band völlig unkommentiert stehen gelassen. Auch seine Versicherung, „Le fait que j'ose mentionner les risques que l'arrivée massive d'immigrés peut poser pour notre culture éthique ne signifie pas que je sois xénophobe ou raciste“, wirkt wie eine Absicherung, die selbst ahnt, wie steil die Behauptungen davor waren. Schließlich kulminiert seine Argumentation in der Formulierung: „Et s'il faut avoir peur d'un grand remplacement, c'est du remplacement d'une culture éthique (...)“, gefolgt von der wenig beruhigenden Feststellung: „Le danger ne provient pas seulement de l'extérieur, mais est aussi endémique.“

Dass ein Unesco-naher Sammelband solchen Formulierungen nicht nur Raum gibt, sondern sie ohne jede kritische Rahmung abdruckt, ist vielleicht das deutlichste Symptom seines redaktionellen Problems. Besonders auffällig ist, dass Campagna in seinem Text explizit die Arbeit der Wox-Journalistin Tessie Jakobs oder die Debatte um rassistische Inhalte in der Literatur angreift. Es ist bedauerlich, dass Diskussionen über Kulturerbe in Luxemburg häufig von eher konservativen Vorstellungen geprägt werden. Es geht dabei nicht um die Zurückweisung solcher Positionen, sondern um die Frage, ob der Sammelband der Vielfalt notwendiger Gegenstimmen gerecht wird. ●



Das Zentrum ist seit September geöffnet

Bowie für immer

IIII Claire Barthelemy

In London dokumentiert das neue David Bowie Centre die Vielseitigkeit und unermüdliche Kreativität des britischen Musikers

Eine Frau mittleren Alters mit pink gefärbtem Haar sitzt an einem Tisch und liest in einem aufgeschlagenen Ringordner. Hinter ihr stehen wandhohe Glasschränke, in denen eine Menge Kisten mit weiterem Material ordentlich aneinander gereiht sind. Jede einzelne Kiste ist akribisch beschriftet.

Dies ist keine Bibliothek, sondern das neu eröffnete David Bowie Centre im Londons neuestem Museum, dem V&A East. Hier geht es auch lauter zu als in einem gewöhnlichen Lesesaal, denn auf einem großen Bildschirm läuft ein Video mit zusammengeschnittenen Szenen aus Konzerten und Musikvideos des britischen Künstlers.

Im David Bowie Centre findet man mehr als 90 000 Objekte des Musikers, die fachgerecht archiviert wurden. Darunter handgeschriebene Songtexte, Instrumente, Kostüme, Notizen und Zeichnungen. Rund 200 dieser Objekte sind in jeweils wechselnden Ausstellungen zu sehen. Zurzeit sind einige innovative Instrumente zu sehen, wie zum Beispiel Brian Enos EMS-Synthesizer, den Bowie für seine bahnbrechenden Alben *Low* und *Heroes* einsetzte (beide aus dem Jahr 1977). Schon früh experimentierte er mit neuen Technologien. Das Dübreq Stylophone, ein Miniatur-Analog-Synthesizer, der mit einem Stift gespielt wird, kam 1968 auf den Markt. Ein Jahr später bereits surrte es die melancholische Melodie von Bowies *Space Oddity*.

Genauso innovativ war Bowie in Sachen Mode. Ausgestellt ist der mit Glitzerwolle gestrickte, asymmetrische Catsuit, den der Japaner Kansai Yamamoto für Bowies *Aladdin Sane*-Tour im Jahr 1973 entwarf. Neben dem Kostüm zeigt ein Foto Bowie, wie er im Woll-Outfit tanzt und schwitzt. Man kann sich vorstellen, wie unbequem das Wollkleid während dieser körperlich intensiven Auftritte gewesen sein muss. Bequemer sieht der den Union-Jack-Mantel aus, den Alexander McQueen entworfen hat und den Bowie auf dem Cover seines Albums *Earthling* trägt. Weitere Teile der rund 400 Kleidungsstücke des Archivs hängen, eingehüllt in Spezialverpackungen, im Ausstellungsraum von der Decke.

Das Centre verfügt über Bowies gesamten Nachlass. Wer spezifische Objekte sehen will, kann im Voraus reservieren

Bowie, der zu einer der größten Rocklegenden wurde, erlebte in seiner Karriere auch Rückschläge. Ausgestellt ist ein Brief des Plattenlabels der Beatles, das David Bowie 1968 ablehnte. „Wie wir Ihnen am Telefon gesagt haben, ist Apple Records nicht daran interessiert, David Bowie unter Vertrag zu nehmen“, heißt es im Brief. „Wir sind der Meinung, dass er nicht das ist, was wir gerade suchen.“

Neben den vielen Alben, Videos und Touren arbeitete Bowie stets an weiteren Projekten. Das V&A zeigt Zeichnungen zu Filmprojekten wie *Young Americans* und *Diamond Dogs*, sowie Notizen für ein Musical, das im 18. Jahrhundert angesiedelt war. Fertiggestellt wurden diese Projekte leider nicht. Bowie interessierte sich leidenschaftlich für Ausdrucksformen. Dies würden seine Notizen verdeutlichen, so Harriet Reed, eine Kuratorin des V&A. „Die Art von Notizen, die er machte, etwa die To-do-Listen von Filmen, die er sehen wollte, Bücher, die er lesen wollte... Dieses Verschlingen von Kultur ist wirklich faszinierend und zeigt, warum er so unermüdlich kreativ war“, so Reed in einem Interview mit Associated Press.

Er selbst ist aus dem kulturellen Leben der letzten 50 Jahre nicht mehr wegzudenken. Welchen Einfluss er auf Künstler, Designer, Musiker und sogar Politiker hatte, zeigt das V&A

im Eingang des Zentrums. Chappell Roan vergleicht ihre Bühnenfigur mit Bowies *Ziggy Stardust*: „Chappell ist eine Figur, ich kann nicht die ganze Zeit hier sein“, so die Sängerin. „Es ist einfach zu viel.“ Auch Charli XCX beschreibt Bowies Einfluss: „Er hat gezeigt, was ein Popstar sein kann – allein schon äußerlich, durch die radikale Verwandlung von Album zu Album, von einer Ära zur nächsten.“

Manche glauben, dass David Bowie mit einem Konzert den Fall der Berliner Mauer herbeigeführt hat. Er spielte 1987 auf einem Festival in Westberlin das Stück *Heroes*. Der Song erzählt die Geschichte eines Pärchens, das durch die Mauer getrennt ist. Da die Bühne in der Nähe der Grenze stand, konnten auch Ost-Berliner mithören. „Es war also wie ein doppeltes Konzert, bei dem die Mauer die Trennung darstellte. Und wir konnten sie jubeln und singen hören. Gott, selbst jetzt bekomme ich noch Gänsehaut. Es hat mir das Herz gebrochen“, erklärte David Bowie 2003 gegenüber dem Magazin *Rolling Stone*. Das deutsche Außenministerium tweetete an seinem Todestag, dem 11. Januar 2016: „Leb wohl, David Bowie. Du bist jetzt unter #Helden. Danke, dass du geholfen hast, die #Mauer zum Einsturz zu bringen.“

Bowie, der im Alter von 69 Jahren starb, begann in den 1990er-Jahren Objekte für sein privates Archiv zu sammeln. Auch Geschenke und Gebasteltes von Fans bewahrte er auf. Diese waren begeistert, als das V&A vor zwei Jahren erklärte, dass es David Bowies Nachlass erhalten habe und plane, sein Archiv öffentlich zugänglich zu machen.

Der Andrang ist so groß, dass das Zentrum, das seit September geöffnet ist, Tickets nur phasenweise vergibt. Der Ausstellungsraum ist sehr übersichtlich, denn beim David Bowie Centre handelt es sich um ein lebendiges Archiv; nur ein Bruchteil der in der Sammlung vorhandenen Objekte ist ausgestellt. Wer spezifische Objekte sehen will, kann im Voraus reservieren, um sie in Ruhe im David Bowie Study Room anzusehen. Der Besuch erfordert also ein wenig Planung, ist aber auf jeden Fall zu empfehlen. ●

Des réalités de Clervaux

IIII Marianne Brausch

**Nico Patz l'affirme : l'identité de Clervaux s'est perdue.
Annick Wolfers affirme elle que la Sûre coulera immuablement**

La première exposition, *The River Always Flows*, est une ode à la Sûre, par une enfant du pays. Annick Wolfers photographe et cinéaste, vit sur les bords d'un fleuve beaucoup plus imposant : la Tamise à Londres. Mais paradoxalement, c'est de la rivière de son enfance qu'elle a photographié les ondes et les mouvements, à l'occasion d'un moment malheureux : il fallait vider la maison de famille. Annick Wolfers a pudiquement photographié cet intérieur et les êtres qui, les cartons bouclés, vont emmener leurs souvenirs. A contrario, le flux de la Sûre qui, comme le dit le titre, a coulé, coule et coulera encore longtemps, symbolise le tourbillon de la vie même si souvent aujourd'hui, la descendance est dispersée.

Loin du bord de l'eau originel, des hautes herbes de la rive de la Sûre et des algues accrochées aux pierres du fond, des racines des arbres qui plongent dans l'eau pour y puiser leur sève. Annick Wolfers a volontairement uniquement capté le reflet de ce monde qui lui était familier enfant, sur et sous l'eau. C'est un reflet de souvenirs assez complexe, difficile à déchiffrer. Seul un effet de voûte céleste renversée à la surface de l'eau, est une évocation assez simple et poétique de la constellation familiale proche et lointaine désormais de Clervaux. Peut-être que la technique a emporté Annick Wolfers trop loin du sensible.

Pour l'autre exposition, le Centre national de l'audiovisuel a prêté la salle du Brahaus aux voûtes gothiques, qui fut la salle à vivre jusqu'aux temps modernes d'une famille de Clervaux, à la Cité de l'image. Nous reviendrons au printemps sur le parcours des photographies en extérieur, mais pour la mauvaise saison, la commune a transformé l'ancien Syndicat d'initiative

en salle d'exposition. Un espace certes modeste, où seront exposées régulièrement des photographies à une température qui défie la rigueur de l'hiver des Ardennes.

Ce que montre Nico Patz, s'intitule *Cliärrwer Saiten, Cliärrwer Zeiten*. C'est, on ne peut plus clairement dit, un travail de mémoire sur Clervaux et les bâtiments publics qui fédéraient la population. Cette époque n'est d'ailleurs pas lointaine, où les natifs de Clervaux, qui y vivent toujours, sont nés à la maternité de la Clinique Saint-François.

C'est le premier bâtiment qui accueille les visiteurs de *Cliärrwer Saiten, Cliärrwer Zeiten*. Accompagné d'un cartel qui indique l'année de construction, sa fonction, l'année de sa destruction. La clinique des sœurs franciscaines, érigée en 1910, pour soigner les malades de la tuberculose, devint ensuite l'hôpital généraliste et aussi la maternité. Nico Patz est également à l'origine d'une initiative de collecte pour chaque série, d'une photographie privée. L'attachement des habitants de Clervaux n'en paraît que plus fort aux six séries présentées.

Désormais dentiste à la retraite et Cliärrwer enraciné, il photographie depuis 2008, au moment de la décision de leur destruction ou de leur abandon, ces lieux qui faisaient partie de la vie publique. À l'exception de l'Hôtel du Parc, devenu propriété privée, la poste, la piscine municipale, la salle des fêtes de l'école primaire, une entreprise industrielle, et, la clinique. Des lieux de services publics essentiels, dont la disparition transforme le vivre ensemble et l'image de Clervaux, désormais concentrée autour de la *Family of Man* d'Edward Steichen et la volonté de faire de la Cité de l'Image

Le travail de Nico Patz a ceci de contemporain, qu'il dresse le constat d'une réalité à juste titre regrettée

un nouveau pôle d'intérêt de la décentralisation culturelle du Luxembourg.

Le reportage, architectural et sociologique de Nico Patz pourrait fustiger les communes qui oublient l'importance du vivre ensemble des habitants au quotidien. Mais soyons francs : ces bâtiments ne sont pas toujours des « perles » architecturales (ici à l'exception de la piscine et des boiseries de la résidence d'été du seigneur, l'Hôtel du Parc). Leur réhabilitation, ne serait-ce qu'au plan des adaptations techniques, serait d'un coût exorbitant.

Les photographies de Nico Patz, toujours frontales, constituent un reportage à valeur patrimoniale, architecturale et sociologique. À l'objectivité du cadrage, s'ajoute la sensibilité du « local » qui a parfaitement connu ces lieux. Le visiteur sent, comme le ressentaient les malades, la douceur des verres vitraux colorés. On se demande ce que sont devenus, de manière générale au Luxembourg, les carrelages qui ornaient le sol des lieux publics et des couloirs des maisons ? La rampe de l'escalier en fer forgé témoigne,

même si assurément, elle ne serait pas compatible avec les normes de déplacement d'aujourd'hui, d'un métier artisanal largement répandu et dont il ne reste que de rares représentants.

Léon Braconnier dans le texte du catalogue, à la mise en page aussi sobre que le témoignage de Nico Patz, fait sentir qu'à travers les photographies, les machines à l'arrêt de l'usine Tramway Tramrail International (CTi), sentent encore l'huile de moteur et la poussière du métal découpé. Ici s'élève désormais le lycée, qui va encore être agrandi, preuve d'une nouvelle vitalité d'un canton à la population croissante.

La couleur jaune de la Poste, typique des « années plastique » et ses faux-plafonds en grillage quadrillé, parle par d'elle-même. Les années 1970 n'étaient pas du meilleur goût mais la poste, ses guichets et les lettres glissées sous la vitre à la postière, avec une petite conversation en prime, faisaient partie de la vie. D'ailleurs, est-ce le *revival* de l'architecture moderniste qui rend attrayante la piscine, ses façades en lames de verre, sa voûte en forme de vague ?

Le travail de Nico Patz est certes nostalgique : on entendrait presque l'écho des cris des enfants et la chaleur humide embuerait les parois des vestiaires. *Cliärrwer Saiten, Clärwer Zeiten* a ceci de contemporain, qu'il dresse le constat d'une réalité à juste titre regrettée. ●

Les expositions *The River Always Flows* et *Cliärrwer Saiten, Cliärrwer Zeiten*, sont à voir jusqu'au 20 décembre à la Maison de la culture et au Brahaus, à Clervaux



Au Brahaus, nostalgie et rigueur par Nico Patz



Radu Jude, cinéaste impatient

IIII Loïc Millot

Produit avec le financement de *Dracula*, l'inattendu *Kontinental 25'* dresse le portrait d'un continent à la dérive

Attendre au moins trois à cinq ans pour achever la réalisation d'un film, c'est bien long pour une vie toujours trop courte. Les contraintes liées à la production cinématographique entravent la spontanéité du geste artistique. De ce constat personnel, le fantasque cinéaste roumain Radu Jude poursuit son chemin de traverse dans les nébuleuses d'un cinéma expérimental conçu dans des conditions de production audacieuses. Lorsque l'on déborde d'idées et de projets, comme c'est son cas, la forme courte représente une alternative créatrice opportune, en attendant de recevoir de plus amples financements. Le flux des longs-métrages de Radu Jude est ainsi régulièrement scandé par des formes brèves empruntant au genre ouvert de l'essai. Essai de nature esthétique et historique à la fois, lorsque Radu Jude confronte les archives silencieuses de l'exécution du maréchal Antonescu (*Les deux exécutions du maréchal*, 2018, 10 min) à la fiction biographique controversée qu'en a tiré Sergiu Nicolaescu dans *Oglin-*

da (1993). Essai méta-cinématographique sur les puissances de déformation propagandiste dans *Potemkinisty* (2022, 18 min), où il corrige à raison *Le Cuirassé Potemkine* (1925) de Sergueï Eisenstein pour s'intéresser au sort des marins mutins qui ont été accueillis en Roumanie après la révolte d'Odessa. Plus récemment, Jude a investi l'espace de la Film Gallery (Paris) avec une première installation, intitulée *Sleep#2* (2024), dans laquelle il rend un surprenant hommage à d'Andy Warhol, l'une de ses idoles. Jude y investit la porosité entre le sommeil et la mort en prenant pour sujet la tombe de Warhol, à Pittsburgh, qu'il a captée à l'aide d'une webcam qui intègre le va-et-vient des touristes venus y faire leurs selfies. Le second film présenté à cette occasion, réalisé avec Adrian Cioflâncă, *The Exit of the Train* (2022, 25 min), confirme le tropisme de Radu Jude pour le matériau historique. Constitué de documents d'archives, il revient sur le pogrom de Iasi, survenu en juin 1941. Parallèlement à ses longs métrages

de fiction, Jude mène un travail en profondeur à partir des marges et des lacunes de l'Histoire roumaine, contribuant, dans une visée corrective, à lever les tabous entretenus sous l'ère de Ceausescu. « J'étais adolescent lors de la Révolution de 1989, en Roumanie ; on a découvert des perspectives nouvelles, plus honnêtes et critiques sur l'Histoire. Comme beaucoup d'adolescents de ma génération, on s'est demandé d'où l'on venait. Avec des amis, on était en quête de ces histoires cachées sous Ceausescu. », déclare-t-il lors d'un entretien réalisé au côté de Paul Thiltges.

Avec le financement de *Dracula*, Radu Jude est parvenu à extraire un second long-métrage, *Kontinental 25'*, qui en partage aussi bien les conditions techniques. Soit une autre façon de bousculer la production pour réaliser son rêve et capter l'inspiration du moment. On y retrouve quelques-uns de ses acteurs fétiches, comme le pétillant et diabolique Adonis Tanta dans le rôle du livreur à vélo précaire (Fred). Filmé à l'iPhone dans des conditions proches du documentaire (équipe réduite, tournage de rue), *Kontinental 25'* se déroule une fois de plus à Cluj, ville de Transylvanie devenue la Silicon Valley de la Roumanie. Les maux (mots ?) de la Roumanie sont aussi ceux de l'Europe : il y est question de gentrification aux effets inhumains, d'un développement sans considération pour les exclus. Pour cet opus inattendu, Jude, à la fois grand lecteur et cinéophile compulsif, s'est inspiré d'*Europe 51* (cité par une affiche du film) de Roberto Rossellini, l'un des films néoréalistes que le cinéaste a réalisés avec l'actrice Ingrid Bergman entre 1949 et 1955. La structure narrative, dans les grandes lignes, est bien la même : une femme, issue d'un milieu bourgeois aisé, est confrontée à la mort de son enfant. Soudainement en proie aux doutes, elle connaît alors une crise existentielle,

Jude, à la fois grand lecteur et cinéophile compulsif, s'est inspiré d'Europe 51 de Rossellini

puis mystique, qui la conduit à s'éloigner de son mari, qui la fera interner dans un hôpital psychiatrique. Chez Rossellini, c'est la mort soudaine d'un enfant qui est cause de la crise ; dans *Kontinental 25'*, c'est le suicide d'un sans-abri qui entraîne le burn-out d'Orsolya (Eszter Tompa), l'huissière de justice chargée de l'expulser. La malheureuse et coupable protagoniste du film se met à douter du bienfondé de sa fonction, multiplie les confidences à ses amies, puis décide de ne plus partir en vacances avec son mari et leurs deux enfants... Radu Jude alterne les situations paradoxales et schizophréniques à travers lesquelles affleurent nos petites lâchetés et mesquineries quotidiennes : le SDF en guenilles que l'on croise dans la rue et dont on s'écarte subitement ; la façon dont le travail peut devenir, avec le temps, une mécanique dont on n'interroge plus le sens. Ou encore lorsque Fred, le livreur, arbore sur son dos le drapeau roumain afin d'espérer que les automobilistes ne le renversent pas en le prenant pour un étranger. Orsolya est de ceux-là, en tant qu'agente complice d'un système dont elle découvre subitement le caractère injuste. Ce sont là autant de menus détails qui en disent long sur notre époque et ses différents périls (nationalisme, individualisme, gentrification, menace militaire russe).

CHRONIQUES DE L'URGENCE

Pourquoi Bill Gates a tout faux

IIII Jean Lasar

Quelques jours avant le début de la COP30, Bill Gates a publié sur son blog un article intitulé « Three tough truths on the climate » qui a soulevé pas mal de poussière. Le milliardaire fondateur de Microsoft y soutient que l’humanité a fait des progrès considérables en matière de lutte contre le changement climatique et qu’il convient de continuer de soutenir les percées qui permettent d’avancer vers la neutralité des émissions, mais que pour ce faire il ne saurait être question d’opérer des coupes dans les budgets santé et développement qui aident les gens à être résilients face au changement climatique. Il est donc selon lui « temps de mettre le bien-être humain au centre de nos stratégies climat, ce qui inclut de réduire à zéro le ‘prémium vert’ et d’améliorer l’agriculture et la santé dans les pays pauvres ».

Le propos est habile. En plein « green backlash », juste avant la conférence de Belém, Gates, du haut de sa stature de superphilanthrope des prétextes échevelés pour l’inaction. Même Al Gore, qui est souvent apparu à ses côtés lors de conférences internationales consacrées à la crise climatique, s’est montré dégoûté. Dans un entretien au *Guardian*, l’ancien vice-président américain a exprimé son agacement face à la suggestion de mettre la pédale douce sur les efforts en matière de climat : « Tous les climatologues que je connais et respecte ont levé les bras au ciel, disant : ‘Que diable va-t-il inventer ?’ ». La seule motivation de Gates est, selon Gore, de plaire au négationniste-en-chef qui habite la Maison Blanche. Éviter à tout prix de se faire houspiller ou punir par Donald Trump, qui s’acharne à perpétuer le règne des énergies fossiles, semble être devenu la boussole

morale de bon nombre de politiques et hommes d’affaires.

Car opposer politiques climatiques et politiques de santé et de développement est un argument de parfaite mauvaise foi, de type « homme de paille » selon l’expression anglo-saxonne. Il consiste à mettre en scène des débats avec des personnes imaginaires, leur prêtant des affirmations que nul ne défend pour faire valoir son point de vue. Il n’existe en réalité aucun exemple de pays ayant décidé de réduire les premières pour préserver ou amplifier les secondes. Au contraire, de nombreux gouvernements des pays riches tendent aujourd’hui à raboter les deux en même temps, que ce soit au nom de l’orthodoxie budgétaire ou du repli sur soi d’inspiration xénophobe, ou des deux à la fois.

Pour défendre son propos, Gates cite l’exemple d’un « pays à faibles revenus » qui selon lui aurait décidé il y a quelques années de réduire les émissions en bannissant les fertilisants synthétiques, avec pour conséquence un effondrement des revenus des agriculteurs, une disponibilité bien moindre des produits alimentaires et une envolée des prix. « Le pays a été frappé par une crise parce que le gouvernement valorisait la réduction des émissions davantage que d’autres choses importantes », affirme-t-il. Comme l’explique Tim Baxter sur son blog, si le gouvernement du Sri Lanka a décidé en 2021 de bannir les produits agrochimiques synthétiques (et non les seuls fertilisants comme le dit Gates), c’est en réponse à une fréquence élevée de maladies du rein. L’interdiction a d’abord visé le glyphosate pour ensuite inclure l’ensemble

des produits phytosanitaires de synthèse. La mesure avait aussi pour but, eu égard aux prix élevés de ces produits, de préserver les ressources limitées du pays et d’améliorer sa balance commerciale. Certes, elle a eu des conséquences désastreuses, mais elle n’était en rien motivée par des considérations de réduction des émissions. Au vu de cette accumulation d’inexactitudes et d’à-peu-près, Baxter demande sarcastiquement pourquoi Gates a choisi de ne pas nommer le pays en question, alors que son papier regorge par ailleurs de détails minutieux.

Un autre homme de paille appelé à la rescousse par Gates est l’activiste climatique, qui desservirait la cause qu’il entend défendre en prophétisant un effondrement imminent de la civilisation, ce qui favoriserait la paralysie. Même s’il existe des mouvances « effondristes » au sein du mouvement climatique, il est faux d’affirmer qu’elles professent l’inaction au nom d’un supposé « scénario du Jour du Jugement dernier ». Et, au contraire, si les autres mouvances, largement majoritaires, insistent systématiquement sur l’urgence d’une sortie des énergies fossiles, c’est parce que c’est la priorité prônée par l’immense majorité des scientifiques.

Le technosolutionniste Bill Gates reste arc-bouté sur une priorisation des « miracles énergétiques » et de l’innovation censés résoudre tous les problèmes des pays du Sud. À l’arrivée, au vu du piètre résultat de la COP30, qui, pour sauver ce qui reste du multilatéralisme, a dû renoncer à acter la nécessité d’un abandon urgent des énergies fossiles, il faut reconnaître qu’il joue désormais ouvertement dans le camp des obstructionnistes. ●



Un monde réduit à une implacable mécanique économique... À se cogner la tête contre les arbres

Parallèlement à la trajectoire de perdition d’Orsolya, Radu Jude investit comme jamais l’espace public. Il intègre au champ de l’image des places publiques ornées de statues monumentales, qui consistent à un moment donné une mémoire collective. Un art auquel est consacré notamment *Potemkinisty*, où Jude se réfère à la notion de « cinéma solide » de Paul Mus, un spécialiste de l’Asie qui voyait dans la multiplication des membres des sculptures bouddhistes une sorte de cinéma condensé. De même, le cinéaste fait place à des édifices dont les traits architecturaux nous rappellent que la Transylvanie est constituée de multiples strates culturelles, pas seulement roumaine. C’est ainsi que deux récits s’entrecroisent, se touchent, relient le sort individuel et la mémoire collective : l’un situé au premier plan, tracé par la trajectoire d’Orsolya, le second donnant une fonction dramatique à l’arrière-plan, cet autre acteur de l’histoire.

Enfin, *Kontinental 25’* est un film hanté par *Mama Kuster s’en va au ciel* (1975) de Fassbinder, qui était lui-même un remake d’un précédent opus, *Lenfer des pauvres (Mutter Krausens fährt ins Glück)*, 1929) de Phil Jutzi. Car ce film de Jude porte, en filigrane, sur la récupération de la douleur. Comment ne pas voir chez cette femme-huissière dont chacun essaie de tirer profit, un avatar de l’esseulée Mama Kuster ? Se succèdent ainsi le mari qui souhaite faire l’amour avec elle, l’amie qui souhaite l’intégrer à son programme de financement humanitariste, l’étudiant qui parvient à la séduire, le prêtre qui veut la ramener dans le rang...

De cet horrible bal des tenants de l’ordre, point d’issue. ●

D'GEDICHT VUN DER WOCH

IIII Jacques Drescher



Limerick vun de Runnen

Eng Rei vun asiatesche Runnen,
Déi zéien am Stadgronn hir Bunnen.
Si bauen en Nascht,
Wat d’Stad ganz vill kascht,
Fir dass och nees Beien do wunnen.

Limerick vum Fric

Et wor mol en Dokter vu Feelen,
Dee guer keng Patiente wollt heelen.
E wollt just nach Fric
An d’eege Klinik.
Zu Feelen ass dat awer seelen.

Uchronie

IIII France Clarinval

Hydre Éditions publie un nouveau récit d’Enrico Lunghi, *Chroniques d’un monde avant*. Il compose une mosaïque de figures de survivants de notre monde englouti

Alors que l’utopie imagine un monde idéal, la dystopie attire l’attention sur l’effet potentiellement dévastateur d’un système, l’uchronie développe un récit fictif à partir d’un point de départ historique, une époque où les événements auraient suivi un cours différent. C’est ce que propose Enrico Lunghi dans ses *Chroniques d’un monde avant*.

Déjà le titre suggère une époque, une chronologie : l’auteur ne dit pas un monde *d’avant*, mais *avant*. Avant quelque chose, avant un recommencement, avant qu’il ne courre à sa perte. Lunghi se positionne comme un archéologue qui aurait retrouvé, traduit et classé des fragments de textes issus d’une période inconnue, quand « cet être étrange et antique qui se nommait homo sapiens » n’était pas encore éteint. Car ici, la société humaine s’est effondrée à la suite de l’épuisement des ressources. Les rares

survivants organisent leur vie, entre rapines et expéditions punitives, clans de résistance, souvenirs et objets devenus inutiles faute d’énergie pour les faire fonctionner, et quête inlassable pour trouver de quoi manger. Le tout sous la chaleur écrasante que les climatologues ont annoncé.

On découvre des personnages plus ou moins inquiétants, souvent violents, parfois résolus à subir leur sort. Chaque chapitre décrit une scène, un peu comme un Polaroid pris sur le vif, et se focalise sur une figure symbolique : le prêtre, le docteur, la femme en noir, le voyageur, l’adolescente... Progressivement leurs histoires s’enchevêtrent et dessinent une fresque plus large d’une fin du monde qui ne dit pas son nom.

À travers ces morceaux crépusculaires, Enrico Lunghi dénonce, parfois de manière

démonstrative, l’hyperconsommation, la technocratie et le matérialisme : « J’ai vu partout quantité d’objets fabriqués pour satisfaire des désirs qui ont disparu avec l’abondance qui les a créés », décrit par exemple le voyageur. L’auteur peaufine une sorte d’archive du futur qui nous met en garde contre nos travers, qui nous oblige à nous interroger sur ce que l’on laisse derrière nous, sur ce qui restera de nos vies.

Il ne dit pas que « c’était mieux avant », puisque cet avant a précipité sa propre perte, mais ses textes sont pourtant emplis d’une sorte de mélancolie nostalgique. Notre société actuelle y apparaît comme un fantôme du passé. On y reconnaît en pointillé un Luxembourg en déliquescence : la flèche de la cathédrale est oblique et menace de s’effondrer. Les rails du tram rouillent. Les quartiers qui furent résidentiels et

riches n’offrent plus rien à piller. « Les trois tours basses et replètes d’un vieux fort paraissent accepter leur décrépitude avec une satisfaction infatuée ».

Le recueil rassemble 25 textes courts, parfois très courts, et une histoire un peu plus longue. *Le Retour de la femme*, dernier morceau, est plus optimiste, même s’il est empreint de la même violence et de la même noirceur que les autres. L’écriture est d’une précision chirurgicale, pointue, acérée et la langue riche d’allégories et de contrepoints. L’auteur nous laisse sur un moment suspendu propice à imaginer d’autres possibles. ●

Enrico Lunghi, *Chroniques d’un monde avant*, Hydre éditions, 104 pages, 14 euros

AVIS

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
08.01.2026 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l’heure fixées pour l’ouverture.

Intitulé :
Travaux d’installation et d’exploitation d’un centre de tri de déchets (lot 7) à exécuter dans l’intérêt du Neie Bouneweger Lycée Luxembourg.

Description :
Les travaux à réaliser sont l’installation et la gestion d’un centre de tri avec des containers recevant entre-autres les déchets suivants :

- Ferrailles ;
- Verres ;
- Câbles ;
- Plastiques ;
- Plâtres ;
- Cartons/papiers ;
- Peintures ;
- Silicones ;

– Caoutchoucs ;
– Polystyrène ;
– Styrodur.
La durée des travaux est de 720 jours ouvrables, à débiter au printemps 2026. Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

Conditions d’obtention du dossier :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Réception des plis :
Les offres sont à remettre via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

N°. avis complet sur *pmp.lu* :
2502971

Ville de Vianden

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
14.01.2026 10.00 heures

Intitulé :
Travaux de gros œuvre & aménagements extérieurs pour le bassin non-nageur.

Description :
– Travaux de gros œuvre &

aménagements extérieurs pour le bassin non-nageur à exécuter dans l’intérêt de rénovation de la piscine à Vianden (phase III)

Conditions d’obtention du dossier :
Sur le Portail des marchés publics

Réception des plis :
Sur le Portail des marchés publics

N°. avis complet sur *pmp.lu* :
2503020

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
20.01.2026 10.00 heures

Intitulé :
Travaux de gros œuvre à exécuter dans l’intérêt du projet Rotondes à Luxembourg – rénovation (2^{ème} phase).

Description :
Les travaux concernent un nouveau bâtiment en béton avec :
– Des éléments en béton apparent (environ 4 860 m³) ;
– Des travaux de maçonnerie de

parement (environ 500 m²) ;
– Ainsi que des travaux de fondation pour tente sur le parvis.

La durée des travaux est de 225 jours ouvrables, à débiter le troisième trimestre 2026. Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

Conditions d’obtention du dossier :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Réception des plis :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l’heure fixées pour l’ouverture.

N°. avis complet sur *pmp.lu* :
2502942



Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
13.01.2026 10.00 heures

Intitulé :

d’LëtzebuengerLand

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983. Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d’Letzeburger Land s.à r.l., R.C.B 19029, N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l’accord écrit de l’éditeur. **Gérant** Antoine Hron (48 57 57-1; ahron@land.lu), **Rédacteur en chef** Peter Feist (48 57 57-24; pfeist@land.lu), **Rédaction** France Clarinval (48 57 57-26; fclarinval@land.lu), **Stéphanie Majerus** (48 57 57 35; smajerus@land.lu), **Erwan Nonet** (48 57 57 28; enonet@land.lu), **Sarah Pepin** (48 57 57 36; spepin@land.lu), **Pierre Sorlut** (48 57 57-20; psorlut@land.lu), **Bernard Thomas** (48 57 57-30; bthomas@land.lu), **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger (48 57 57-34; pgreiveldinger@land.lu), **Photos** Sven Becker (48 57 57-36; sbecker@land.lu), **Administration et publicité** Yi Ren (48 57 57-32; yren@land.lu) **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg **Courrier** Boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Twitter** @Letzland **Facebook** d’Lëtzebuenger Land **Instagram** letzebuenger_land **Impression** Editpress S.A. **Prix par numéro** 6,50 € **Abonnement annuel** 220,00 € **Abonnement étudiant/e** 95,00 € **Compte en banque** CCPLULL : IBAN LU59 1111 0000 5656 0000

Un autre virage

IIII Michel Pletschette

Pourquoi il faut élargir le débat sur le virage ambulatoire

Cela n'aura échappé à personne : La décision de l'AMMD (Association des médecins et médecins-dentistes) de dénoncer la convention avec la Caisse nationale de Santé, accompagnée d'un communiqué de presse et d'interviews quelque peu délirants ont produit un rejet massif d'une grande partie des médecins eux-mêmes, du Collège médical, de la Fédération des hôpitaux, des syndicats et d'une large frange de la classe politique. Le leadership de l'AMMD s'est mis au pied du mur. Son geste inconsidéré est probablement la dernière cartouche tirée dans un conflit entre corporatisme élitiste et le reste de la société, qui défend sa santé comme un bien commun. C'est désormais la menace d'un déclassement en tant que négociateur monopoliste qui guette l'AMMD.

L'origine de ce débat musclé remonte un bon moment en arrière : Un règlement grand-ducal mal ficelé qui, à l'image du Code de la santé publique français, tentait d'endiguer les installations d'équipements par une liste limitative, se voyait annulé par la juridiction administrative. Cet arrêt forçait Paulette Lenert (LSAP) à déposer un projet de loi permettant d'installer des appareils d'imagerie médicale. Par prudence, la ministre réservait ce droit aux seuls hôpitaux, incités ainsi à créer des antennes. Il y a en effet de bonnes raisons de limiter la prolifération de ces installations, souvent à risque d'être utilisées à mauvais escient. Le rattachement à des équipes hospitalières peut garantir un meilleur contrôle de qualité et permettre un partage des frais de maintenance, importants pour de tels équipements sophistiqués.

Durant la dernière campagne électorale, le CSV et le DP, apparemment aux prises avec des crises de jalousie, ont promis d'aller plus loin, fustigeant le principe même de la planification sanitaire, qui constitue pourtant la clé de voûte des politiques de santé dans le monde entier. C'est avec une certaine insouciance qu'ils se sont ainsi engagés à libéraliser l'exercice de la médecine sans avoir mesuré l'impact technique sur la structure des soins ni les conséquences financières. Et ceci dans un contexte de déficit avéré de l'assurance maladie et qui risque de durer.

Le débat des dernières semaines, qui prend peu à peu l'air d'un vaudeville, révèle les problèmes fondamentaux de la politique de santé, à commencer par les limites intrinsèques du système de paiement à l'acte comme base de l'exercice médical. La nomenclature actuelle tend à transformer le praticien en micro-entrepreneur, le plaçant dans des contraintes multiples et fort éloignées de ce qui devrait être sa mission de soigner.

Telle que défendue par l'AMMD, la revendication d'un « virage ambulatoire » relève de l'abus de langage, voire d'une fraude à l'étiquette. Le virage ambulatoire, le vrai, tel que le définit l'ensemble du monde francophone, est en fait une chose plus fondamentale : Il s'agit d'une réforme des soins qui se détourne de l'hospitalo-centrisme, jugé non seulement inefficace et onéreux mais exposant également les patients à trop de risques infectieux et psychologiques. Le but d'un tel virage n'est pas de multiplier les cabinets de praticiens isolés hors hôpitaux, mais de créer des structures d'exercice en groupe et pluridisciplinaires, permettant le développement de réseaux de soins au niveau de la première ligne de soins.

Pratiquement tous les pays de l'OCDE se dirigent vers de ce modèle. Mais une telle réorganisation peut être difficilement envisagée dans le cadre de l'actuel paiement à l'acte, d'autant plus que celui-ci sous-évalue systématiquement les gestes médicaux intellectuels par rapport aux actes techniques. L'évolution à l'international va donc vers la rétribution des praticiens par salaire voire au moins par

La nomenclature actuelle tend à transformer le praticien en micro-entrepreneur



« Le modèle hopitalo-centrique a vécu », estime l'auteur

forfait. Dernier exemple en date, la Suisse, traditionnellement prise comme référence au Luxembourg en matière de santé. La Confédération vient d'adopter cette année une réforme promouvant le paiement de forfaits aux structures extrahospitalières, afin d'assurer la durabilité de son virage ambulatoire.

Dans d'autres pays européens, il existe une longue tradition de la médecine ambulatoire basée sur des centres de consultations de première ligne : On peut citer la République de Weimar ou Vienne-la-Rouge durant les grandes réformes sociales des années 1920-1930. On peut également mentionner le maintien en RFA des anciennes

policliniques de la RDA, dénommés à présent MVZ pour « Medizinische Versorgungszentren ». Des expériences similaires se développent en Espagne et en Italie, où elles ont démontré des gains de performance des systèmes de santé.

Les centres de santé intégrés se multiplient également en France, comme instrument de lutte contre les déserts médicaux. Car un centre intégré permet de faire fonctionner un groupe de praticiens qui, individuellement, auraient hésité à s'installer durablement et à temps plein dans des régions défavorisées. L'avantage majeur de ce modèle réside dans le fait qu'il permet de mieux gérer le temps médical, une denrée rare à présent, au vu de la pénurie de praticiens à tous les niveaux et de la féminisation des professions de santé. Les relais entre professionnels permettent d'aménager les horaires pour les praticiens et praticiennes ayant des jeunes enfants.

Mais c'est sur le plan des communautés de patients que les centres de santé ambulatoires montrent leur pertinence : Ces centres forment la cheville ouvrière des réseaux de soins, associant généralistes et spécialistes (hospitaliers ou non), infirmières, kinésithérapeutes et psychologues cliniciens. Ils permettant ainsi une prise en charge plus efficace et à long terme des maladies chroniques, comme le diabète et la bronchite chronique. Pour les patients, ceci signifie la fin des errances médicales et l'accès à un meilleur parcours de soins, grâce à un échange continu entre professionnels de diverses disciplines.

Les réseaux de soins sont également le lieu privilégié de la prévention médicale, pour laquelle il n'existe presque aucun tarif au Luxembourg (et qui s'en retrouve donc négligée). Les réformes en cours partout introduisent des forfaits de prise en charge, qui sont modulés par groupes de diagnostic et par risques épidémiologiques (âge, exposition à divers facteurs de risque). Ils permettent ainsi d'intégrer la prévention. Créer de tels réseaux de soins revient donc à donner plus de responsabilité aux praticiens de base, dont il faudrait élargir la formation et adapter les curriculums.

L'exemple le plus convaincant est cependant celui des maisons médicales en Belgique. Ses fonctions ont peu à voir avec celles qu'assurent les maisons synonymes au Grand-Duché. (Ces dernières servent à assurer la prise en charge alternative aux services des urgences hospitalières saturées.) Chez nos voisins, les maisons médicales sont le principal dispositif de la pratique en première ligne. Les lois régionales belges leur confèrent un statut avec des obligations et leur ouvrent l'accès à des subventions, notamment pour le loyer et les fonctions d'accueil des malades. Notons qu'elles doivent prendre la forme d'Asbl.

Dans le débat sur la politique de santé, nous devons nous concentrer sur l'essentiel : Malgré des investissements faramineux dans les hôpitaux, l'espérance de vie tend à reculer un peu partout en Europe. Par exemple en Allemagne, pays où la dépense journalière en soins de santé n'a cessé de progresser et dépasse désormais le milliard d'euros. Le modèle hospitalo-centrique a vécu. Il est temps de penser une autre médecine, libérée du joug mercantiliste. Il est temps de changer fondamentalement l'orientation du débat sur le virage ambulatoire. ●

Michel Pletschette est médecin spécialisé en microbiologie et en épidémiologie des infections. Ancien chef de clinique à l'École de médecine de Hanovre, il a travaillé entre 1992 et 2017 à la Commission européenne, où il a dirigé le département d'évaluation des politiques sanitaires

Symbolbilder

IIII josée hansen



Le jury

Le jury est formé de cinq personnes de la chaîne du livre. Le jury choisira parmi ses membres un président ou une présidente. En cas d'égalité des voix, celle du président/de la présidente comptera double.

Le jury transforme la longlist en shortlist.

Celle-ci sera officiellement communiquée le 23 octobre 2025 lors de la conférence de presse des Walfer Bicherdeeg.

Une fois la shortlist établie, qui comprendra cinq titres par catégorie, le jury reprend son travail pour déterminer **un lauréat par catégorie**. De plus, il attribue un prix spécial à un titre qu'il a trouvé remarquable d'un point de vue design/graphisme. Ce prix peut être attribué soit à un titre de la shortlist, soit à un titre de la longlist. ●

Le **jury du Lëtzebuenger Buchpräis 2025** est constitué de Jérôme Jaminet (critique littéraire), Claudine Muno (auteure), Claudine Butterworth (libraire – Samkats), Rachel Hoffman (Studio Abricot) et Solange Häusler (CNL).

Capture d'écran

Le « jury » du
Lëtzebuenger
Buchpräis 2025

Dans le jury du *Lëtzebuenger Buchpräis* 2025, qui a été remis dans le cadre des Walfer Bicherdeeg il y a deux semaines, siègèrent le critique littéraire Jérôme Jaminet, l'autrice Claudine Muno, la libraire Claudine Butterworth, la designer graphique Rachel Hoffmann et la bibliothécaire du Centre national de littérature Solange Häusler. Si vous ne les reconnaissez pas sur la photo accompagnant cet article, capturée sur le site internet dédié au prix (*Bicher.lu*), c'est parce qu'elle est issue d'une banque d'images. Une recherche Google Images l'attribue aussi à un site pour « développer l'estime de soi », pour la « sophrologie en entreprise » ou encore pour des « accessibility strategies for a more inclusive workplace ». Le fournisseur d'image iStock de Getty Images la décrit comme « Portrait of cheerful and relaxed project consultants in office ». La phrase-clé « group of five people in office »

y génère plus de 17 900 images instantanées – que des gens heureux, à la diversité soigneusement affichée, bien propres sur eux et visiblement à l'aise dans leur environnement de travail. On peut acheter les droits de reproduction de l'image pour 24 euros pour une image ou souscrire à un abonnement mensuel.

Si le recours à des banques d'images s'est généralisé dans le monde de l'édition (aussi de la presse), son utilisation aussi grossière pour représenter des vraies gens étonne de la part de l'organisateur du *Buchpräis*, la Fédération des éditeurs luxembourgeois, qui justement s'engage pour le défense des contenus originaux ; d'ailleurs, elle collabore avec Luxorr, l'association de défense des droits d'auteurs des écrivain/es, journalistes et éditeurs.

Certes, la grande penseuse de la photographie Susan Sontag savait déjà qu'une photo « n'est qu'un fragment et, avec le passage du temps, il perd son ancrage. Il dérive vers un passé abstrait et mou, ouvert à n'importe quel type de lecture (*Sur la photographie*, éd. Bourgois, 2008). Mais les photos de stock sont des images *pensées et réalisées* pour « n'importe quel type de lecture ». Dans son petit essai consacré au sujet, le publiciste Thomas Nolte appelle même la *Stockfotografie* « Adoptivkind des Neoliberalismus », parce que les images sont souvent réalisées gratuitement par des photographes amateurs, alors que les plateformes de diffusion sont rémunérées, et parce qu'elles doivent être « generisch, bedeutungslos und anonym » (*Stockfotografie ; Digitale Bildkulturen*, Wagenbach, 2024).

Dans le monde de l'édition, les photos de stock sont le lorem ipsum (*blind text*) visuel. Elles font office de balises dans des maquettes prévues par des logiciels de mise en pages clés en main, où un/e secrétaire de rédaction, un/e président/e d'association, un/e chargé/e de relations publiques ou toute autre personne éditrice doit désespérément trouver une image pour remplir l'espace prévu ou le trou qu'il reste sur la page. Deux ou trois mots-clés dans un moteur de recherche suffisent désormais pour générer des centaines, voire des milliers d'images-types. Les outils d'intelligence artificielle générative et leurs biais idéologiques accélèrent encore l'esthétique angoissante d'un *brave new world* où tout le monde est souriant et beau en toute circonstance – la série *Pluribus* créée par Vince Gilligan disponible sur *AppleTV* en fait une dystopie jouissive. La culture du même est d'ailleurs en grande partie basée sur ces photos de stock – le « distracted boyfriend » en étant probablement l'exemple le plus célèbre.

L'utilisation des images de stock dans le monde des médias journalistiques s'est elle aussi généralisée, y compris au Luxembourg. Le *Luxemburger Wort* en regorge, parfois sorties de ses propres archives, le crédit photo titrant alors « Symbolbild », image symbolique. Leur utilisation semble s'imposer pour les sujets abstraits, comme le monde du travail, les impôts (ah, les images de tirelires en forme de cochon rose, avec une monnaie dans la fente, ou les calculatrices posées sur une pile de papiers), ou, surtout, délicats comme la violence domestique ou la pédophilie. Or, depuis la révolution des réseaux sociaux, où tout le monde est auteur et/ou photographe, la presse n'a qu'une chose à vendre à son public : de la confiance dans des contenus vérifiés et originaux. ●

L'OBJET

Oui, Chef !

À la tête de l'orchestre comme de la cuisine, on trouve un *chef* qui mène sa troupe à la *baguette*, comme le pain emblématique des Français et le couvert asiatique. Le plan de



travail de la cuisine est aussi appelé *piano* ; l'ensemble des casseroles, couvercles et poêles est bien nommé une *batterie* de cuisine, parfois en *cuivre* ; pour trancher finement, on se sert d'une *mandoline*, sans oublier le tournedos Rossini, la pêche Melba ou la poire Belle-Hélène... De la partition à l'assiette, il n'y a qu'un pas. Que franchissent allègrement une vingtaine de musiciens de l'Orchestre philharmonique du Luxembourg et autant de cuisiniers pour la réalisation d'un livre de recettes salées, sucrées et liquides. L'idée première était de valoriser la diversité culturelle de

l'orchestre en demandant aux musiciens une recette ou un ingrédient lié à un aspect important de leur vie. Les chefs les ont retravaillés un peu ou beaucoup, en y apportant leur touche personnelle. Les moments de préparation et de dégustation ont donné lieu à des échanges nourris que l'on peut lire au fil des pages, rédigées par le journaliste Luc Boentges et illustrées par le photographe Eric Engel.

Le chef d'orchestre Gustavo Gimeno compare le peu d'ingrédients des spaghetti cacio e pepe du chef de cuisine Renato Favaro à une

partition avec peu de notes « où il est plus difficile de trouver l'harmonie ». En préparant un suprême de volaille au vin jaune, Léa Linster et Olivier Kauffmann parlent de leurs instruments fétiche respectifs : une poêle cabossée pour elle, un alto réparé pour lui. Le jeune clarinettiste Arthur Stockel devise sur l'équilibre et les émotions avec le spécialiste du végétal, René Mathieu et ses carottes confites avec gnocchi de polenta. Pour Attila Keresztesi et Cyril Molard, il est question du lien entre la main et l'esprit, alors que la biche des Ardennes est au

four. Autour des Knödel inspirés par sa grand-mère, Benjamin Schäfer et Clovis Degrave plaisantent sur la « sexytude » des dressages et des percussions. Pour Jean-Emmanuel Grebet, passionné de pêche et de cueillette, il était important de puiser dans le terroir local. Thomas Murer l'épaula pour réaliser un dos de sandre aux asperges et au Riesling. La mousse au chocolat de la pâtissière Carole Lesquer ravive les souvenirs de Guillaume Lebowski... À chaque recette, ses confidences et un choix musical en *accord*. Le livre



Oui, Chef! est paru aux éditions Schortgen en version française ou allemande au prix de 44 euros. FC

PRINTED IN
LUXEMBOURG